



Le Monde

15, rue Falguère, 75011 Paris Cedex 15

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14900 - 7 F

MERCREDI 23 DÉCEMBRE 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNIE

BOURSE

Alors que M. Milosevic est donné vainqueur du scrutin présidentiel

Américains et Européens débattent d'une intervention contre Belgrade

Une défaite pour la Serbie

Les résultats ne sont encore que partiels, mais déjà il apparaît que M. Slobodan Milosevic a très certainement remporté l'élection présidentielle en Serbie - marquée par de graves irrégularités - devançant largement son rival et premier ministre Milan Panic, selon les chiffres rendus publics, lundi 21 décembre, par la commission électorale serbe. A en croire cette dernière, le président sortant aurait même passé la barre de la majorité absolue dès le premier tour. M. Panic ne s'est pas résolu à le défaire et a aussitôt annoncé qu'il allait demander l'annulation des élections de dimanche en raison des fraudes qui ont entaché le scrutin.

En vérité, cette « défaite » risque bien, si elle se confirme, d'être celle de la Serbie. En premier lieu, les indications fournies par la commission électorale laissent penser que les autorités serbes vont s'enfoncer encore un peu plus dans une politique qui a déjà entraîné l'isolement international de Belgrade - et qui continue à faire des ravages en Bosnie-Herzégovine.

Etant donné le choix très clairement fait par les Occidentaux en faveur de M. Panic, espoir de la raison mais « traître » aux yeux des partisans de M. Milosevic, on ne peut que prédire un isolement encore plus grand de la Serbie à l'heure où les Européens et les Américains étudient diverses mesures pour renforcer leurs sanctions.

En second lieu, l'ampleur des irrégularités, relevées tant par l'opposition démocratique serbe que par les observateurs étrangers, montre en quelle estime M. Milosevic et ses amis tiennent les principes démocratiques. Que ce soit vis-à-vis des autres peuples de l'ex-Yougoslavie ou de leur seul résultat compte, à leurs yeux, qu'il faille utiliser la force ou avoir recours au truchement pour y parvenir. Le paradoxe veut que par leur attitude les dirigeants serbes démentent le slogan - « Seule l'union sauvera les Serbes » - au nom duquel ils ont mis le feu à la Croatie et à la Bosnie-Herzégovine et grâce auquel ils voudraient soulever la Serbie contre le « dictat de l'étranger ».

Car non seulement M. Milosevic croise un peu plus le fossé séparant son pays du reste de la communauté internationale, mais il cultive avec passion les germes de division au sein du peuple serbe. Cette démission peut-elle déboucher sur une guerre civile ? Certes, le mécontentement ne pourra que croître chez un nombre toujours plus grand de Serbes. Mais il reste que les « socialistes » de M. Milosevic et leurs alliés ultranationalistes ont amplement montré qu'ils étaient les détenteurs de la force.

Le plus décevant, dans cette « victoire », c'est que, si l'on s'en tient aux chiffres de la commission électorale, M. Milosevic devancerait M. Panic de plus de quinze points. Or, selon l'état-major de ce dernier, les fraudes organisées par le premier peuvent modifier la répartition du vote dans une proportion de trois à cinq pour cent. Ce qui revient à dire que le président sortant de Serbie n'aurait même pas eu besoin de recourir à ce genre de procédés pour être élu au second tour.

M0147 - 1223 0 - 7.00 F



Une nouvelle réunion du Conseil de sécurité de l'ONU devait avoir lieu mardi 22 décembre pour mettre au point une résolution visant à renforcer l'interdiction de survol de la Bosnie-Herzégovine par l'aviation serbe. Les Etats-Unis, qui proposent des interventions aériennes ponctuelles, s'opposent aux Britanniques et aux Français qui préféreraient des mesures dissuasives et progressives. A Belgrade, M. Milan Panic a demandé l'annulation des élections pour fraude, alors que les premiers résultats donnent une large avance au président sortant, M. Slobodan Milosevic.

La fermeté de M. Bush

NEW-YORK et WASHINGTON
de nos correspondants

Les pourparlers sur l'utilisation de la force pour faire respecter une zone d'exclusion aérienne au-dessus de la Bosnie ressemblent de plus en plus à une difficile négociation entre Américains et Européens.

A Washington, lors de la visite le week-end dernier du premier ministre britannique, M. John Major, ainsi qu'à l'ONU, l'administration Bush a manifesté une certaine fermeté d'intention : les Etats-Unis sont décidés à prendre les mesures militaires nécessaires

pour faire respecter cette zone. Instaurée par le Conseil de sécurité le 8 octobre, l'interdiction de survol de la Bosnie est, depuis, impunément violée par les avions et les hélicoptères serbes, qui, s'ils ne bombardent pas, n'en transportent pas moins armes et renforts.

AFSANÉ BASSIR POUR
et ALAIN FRACHON
Lire la suite page 3

Lire aussi page 3 l'article de FLORENCE HARTMANN sur les résultats de l'élection présidentielle en Serbie et « Les autres soutiens de M. Slobodan Milosevic », dernier président de la Yougoslavie, par YVES HELLER.

Les réserves financières du Parlement

L'Assemblée rembourse à l'Etat 2 milliards de francs

L'Assemblée nationale a décidé de reverser à l'Etat 2 milliards de francs, soit une partie des réserves qu'elle s'est constituées au fil des ans. En revanche, le Sénat n'a pas manifesté la même intention. Profitant de l'autonomie financière qui leur est traditionnellement reconnue, les deux Chambres ont en effet accumulé des sommes importantes : au moins 4 milliards pour chacune. Au motif de garantir les retraites de leurs fonctionnaires et des élus, elles ont placé en Bourse le surplus des crédits que l'Etat est tenu de leur verser tous les ans et dont il ne contrôle ni le montant ni l'utilisation.

Les « fonds secrets » du législatif

par Thierry Bréhier

L'Assemblée nationale et le Sénat se sont constitués au fil des ans un confortable matelas financier : un peu plus de 4 milliards de francs pour la première, peut-être deux à trois fois plus pour le second. Pour mettre ainsi de côté une somme équivalente à plus de deux fois son budget annuel, le Parlement a abusé de la crédulité forcée de l'Etat et usé de méthodes de placement interdites à toute autre collectivité publique. Devant l'ampleur de cette « réserve », le bureau du Palais-Bourbon a décidé d'en reverser une partie au minis-

tre des finances. Mais ce remboursement soulève des craintes, apparemment non justifiées, chez les fonctionnaires parlementaires pour leurs retraites.

Pour comprendre ce qui s'est passé, il faut savoir que, si les Chambres du Parlement ne disposent pas de la personnalité morale (leurs immeubles sont propriété de l'Etat et leurs agents sont des fonctionnaires du même Etat, disposant d'un statut particulier et d'un régime de retraite établi par le bureau des Assemblées), elles bénéficient, de par une ordonnance de 1958, de l'autonomie financière.

Lire la suite page 8

Les députés limitent le droit de licenciement

Représent à leur compte un amendement communiste adopté en première lecture par l'Assemblée nationale, puis supprimé par le Sénat, les députés ont décidé, lundi 21 décembre, avec l'accord du gouvernement, de n'autoriser aucun licenciement qui ne s'accompagnerait pas de mesures de reclassement. Au nom de l'opposition, M. Jacques Toubon (RPR) a dénoncé dans cette disposition un retour à « l'autorisation administrative préalable de licenciement ».

Lire page 7
l'article de FREDERIC BOBIN
et le commentaire
d'ALAIN LEBLANC

L'« ardoise » de la CGT à Billancourt

Les comptes du comité d'établissement de Renault à Billancourt, gérés depuis la Libération par la CGT, font apparaître un « trou » d'au moins 12,2 millions de francs. Le comité d'établissement du siège de Renault (la majorité CGT-CGC-FO-CFTC), avant de fusionner dans une nouvelle structure, refuse d'endosser ce déficit. La direction a demandé la désignation d'un administrateur judiciaire.

Lire page 18 l'article de JEAN-MICHEL NORMAND

Les songes du « calife rouge » de Nazareth

Son maire arabe - et communiste - veut valoriser le capital touristique de la « ville du Christ »

NAZARETH

de notre envoyé spécial

Il était une fois, au fin fond d'une vallée biblique de Galilée, une petite ville orientale dépourvue de charme mais chargée d'Histoire. Abrutis de pauvreté, ses habitants, se croyant abandonnés du reste du monde, rejoignaient chaque jour plus nombreux les adeptes d'une secte politique nouvelle qu'on appelait bizarrement « le bloc de l'islam ». Le calife du lieu s'en désole.

Non que ce brave homme au sang chaud nommé Taoufik Ziyad, musulman de respect pour la religion du Prophète. Il avait lui-même grandi près d'un Coran plein de

durures, ramené de la sainte Mecque par son bienheureux « haj » de père. Mais à près de soixante-dix ans, Taoufik Ziyad n'avait plus vraiment la foi et, pour tout dire, il n'était pas loin de penser que la religion, c'est quand même un peu l'opium du peuple.

D'ailleurs, sur son grand bureau high-tech, il y avait bien longtemps

que le livre vert avait fait place à un joli petit buste blanc du camarade Lénine. Seul et unique maire communiste d'une localité de cette importance dans tout le Proche et le Moyen-Orient, Taoufik Ziyad avait tout essayé pour détourner ses électeurs de l'adversaire.

PATRICE CLAUDE
Lire la suite page 5

Le sort des Palestiniens expulsés au Liban sud

- Un face-à-face inégal par FRANÇOISE CHIPAUX
- M. Rabin veut gagner à la fois la « bataille de la paix » et la « guerre contre le terrorisme » par PATRICE CLAUDE

pages 4 et 5

Le non-lieu en faveur de M. Tapie

Offrez une poupée



Dans son ordonnance, M^{re} Edith Boizette, juge d'instruction, estime que « la morale de la vie des affaires a été maintenue ».

Lire page 11 l'article d'EDWY PLENEI

POINT

Le nouveau code de procédure pénale

La version finale de la réforme du code de procédure pénale a été adoptée samedi 19 décembre par le Parlement. Elle introduit de nouvelles dispositions visant notamment à garantir la présomption d'innocence et à renforcer les droits de la défense.

page 10

SCIENCES & MÉDECINE

L'ordinateur éclaté

Plus puissante, portable et surtout conviviale, l'information du futur va changer profondément notre façon de vivre.

- Les traitoirs du sida
- Les crickets repassent à l'attaque.

pages 13 et 14

Le sommaire complet se trouve page 26

Les Fredy's

FRED

JOAILLIER

6 rue Royale, Paris 8^e - 42.60.30.65

Le Claridge, 74, Champs-Élysées, Paris • Aéroport d'Orly • 92, rue Eugène Colas, Deauville • 21, boulevard de la Croisette, Cannes • Hôtel Louis, Monte-Carlo • 20, rue du Marché, Genève • Beverly Hills • Houston • Séoul • Tokyo • Hong Kong

Clips d'or, jais, perles, diamants et pierres précieuses. A partir de 15.000 F

Le Metier, Le Roi, La Chapelle

Milstein, prince du violon

Le virtuose d'origine ukrainienne est mort le 21 décembre à l'âge de quatre-vingt-sept ans

par Alain Lompech

La dernière fois que Nathan Milstein était venu à Paris, tout ce que la ville compte de violonistes s'était donné rendez-vous : saïle Pleyel, pour prendre sa leçon. Le violoniste s'était lancé dans une « interprétation magistrale du Concerto pour violon et orchestre de Brahms. Rien dans son jeu ne pouvait laisser penser que l'interprète voguait de filer ses quatre-vingts ans.

Droit comme un « i », bras souple comme une branche de saule, la main gauche intriquée dans le manche de son violon, il soutenait les assauts de l'Orchestre de Paris, dont le quatuor à cordes fut plus attentif, ce soir-là, que jamais.

Pourtant, à la générale, il y eut quelques heurts entre Milstein et

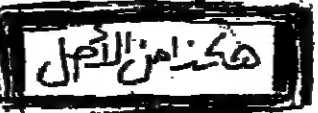
Baranboim. Fidèle à sa légende, le violoniste avait montré quel que agacement envers son jeune collègue.

Nathan Milstein n'aimait, en effet, pas beaucoup les chefs d'orchestre, ou plutôt prétendait qu'ils étaient très peu nombreux à accéder suffisamment de soin à l'accompagnement des concertos, préférant concentrer tous leurs efforts pour mettre au point la grande symphonie qui devait leur apporter le succès.

Né le 31 décembre 1904, à Odessa, Nathan Milstein appartenait à une génération bénie qui nous a donné quelques-uns des plus grands violonistes et pianistes du vingtième siècle, dont Rudolf Serkin, David Oistrakh, Claudio Arrau, Viado Perlemuter et Vladimir Horowitz.

Lire la suite page 16

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA; Maroc, 5 DH; Tunisie, 700 m.; Allemagne, 2,50 DM; Autriche, 25 ATS; Belgique, 40 FB; Canada, 3,25 \$ CAN; Espagne, 14 PTA; France, 7,00 F; Grèce, 220 DR; Italie, 1,20 L; Japon, 2,200 ¥; Luxembourg, 42 F; Norvège, 14 KRW; Pays-Bas, 2,75 F; Portugal, 170 ESC; Royaume-Uni, 480 F CFA; Suède, 15 KSE; Suisse, 1,20 SF; USA, 97¢; USA, 97¢; USA, 97¢.



MODE D'EMPLOI

LOGEMENT

Le créneau du parking parisien

Pour louer une voiture devenue indésirable en surface on peut acheter, louer ou prendre en amodiation un stationnement en sous-sol. Le placement est sans risque

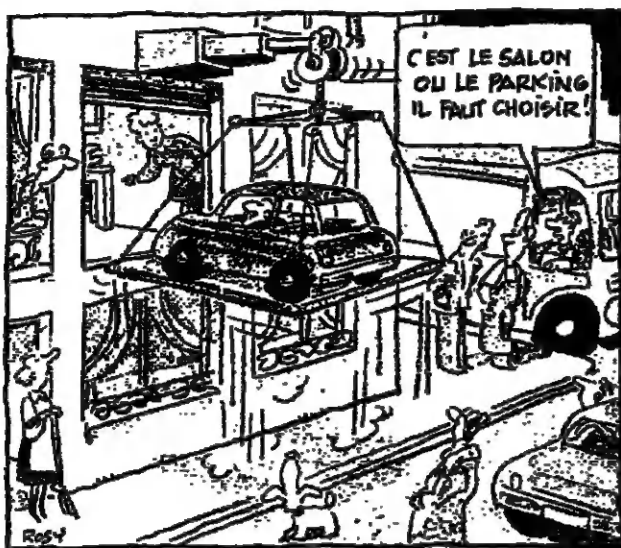
PARIS est, paraît-il, l'une des villes de France les moins motorisées. Pourtant, la capitale manque cruellement de places de stationnement. En dehors de la voie publique, 30 000 à 40 000 places seraient nécessaires pour faire face aux besoins des seuls habitants : les règles d'urbanisme imposent aujourd'hui aux constructeurs de doter les immeubles neufs de garages, mais ce n'était pas le cas du temps du baron Haussmann.

Conséquence : malgré la morosité du marché immobilier parisien, les prix des places de stationnement dans les immeubles ont grimpé de 6,7 % depuis un an et même de 9 % sur les neuf derniers mois, selon les statistiques de la chambre des notaires de Paris. Le prix moyen d'achat d'un emplacement approche les 160 000 francs dans les XIV^e, XV^e et IX^e arrondissements ; mais il dépasse 182 000 francs dans le XVII^e, 245 000 francs dans le XVI^e et 300 000 francs dans le VI^e. En revanche dans les XIX^e et XX^e arrondissements, il reste en deçà des 100 000 francs. Toutefois, il faut y ajouter les frais de mutation, entre 10 % et 12 % du prix.

« Avant d'acheter, même un parking, il est impératif de vérifier l'état de l'immeuble, de contacter le syndic et d'éprouver le règlement de copropriété », conseille Gilles Oury, notaire chargé de la conjonction à la chambre des notaires. Il faut en effet vérifier que le règlement distingue les charges imputables au parking de celles du bâtiment. En l'absence de cette séparation, tous les propriétaires, y compris ceux d'un modeste emplacement, doivent contribuer aux charges générales, à la réparation de l'immeuble, toiture et ravalement compris.

ENTRE VOISINS « En fait, il s'agit d'un marché de proximité, échappant aux agences immobilières. Les automobilistes, lassés de tourner des heures pour se garer, sont prêts à payer très cher un emplacement situé à moins de 250 mètres de chez eux », souligne Gilles Oury. Le parking est devenu aussi indispensable que l'ascenseur et, en période d'attente, pour accélérer la vente d'un appartement, il peut être judicieux d'acquiescer, pour 150 000 à

200 000 francs, le garage qui va avec. D'ailleurs, les grandes compagnies d'assurances creusent les sous-sols pour équiper de parkings leurs immeubles qui en sont dépourvus. « Pour valoriser notre patrimoine plutôt que dans un but d'investissement pur », précise Hervé Couroux, directeur des placements immobiliers de l'UAP.



La Ville de Paris a ouvert la chasse au stationnement libre, aux voitures-ventouses et multiplie les parcmètres. Parallèlement, tirant la leçon du succès mitigé des parkings situés aux portes de Paris, la mairie a lancé, en 1990, une campagne de rénovation des 30 000 places existantes et un programme de création de 5 000 places de parking par an jusqu'en 1995.

Ces parkings publics, concédés à de grandes entreprises privées ou semi-publics, accueillent l'automobiliste de passage, payant à l'heure, mais comportent aussi une zone réservée aux résidents. Ceux-ci peuvent y acquiescer une place par « amodiation », achat d'un droit d'usage pour une longue durée – 65 ou 75 ans. Là encore le prix dépend avant tout du quartier et de la rareté des espaces. Les places du parking de Saint-Pères, dans le VI^e arrondissement, se sont arrachées à 350 000 francs avant l'ouverture prévue en mai 1994. Dans le

XVI^e arrondissement, rue Wilhelm, les prix sont un peu plus raisonnables, entre 180 000 et 200 000 francs.

La Saemes, société d'économie mixte présidée par Jacques Dominati, adjoint au maire de Paris chargé de la voirie qui commercialise aujourd'hui 800 à 1 000 places, les cède au prix de 110 000 à 170 000 francs dans le tout nouveau parking Hector-Malo, face à la gare de Lyon, 145 000 francs, rue du Général-Berret, dans le XV^e arrondissement, 250 000 francs au parking Saint-Martin-Rivoli, 260 000 francs rue Delessert dans le XVI^e. Les tarifs varient selon l'accessibilité des places : aux niveaux inférieurs, ils sont plus bas. Il est difficile de les comparer avec ceux des immeubles privés : dans ces parcs publics, « gardiennage, éclairage, signalétique, ambiance musicale sont étudiés pour offrir l'accueil le plus sécurisant possible », fait valoir Jean-Pierre Guigne, directeur commercial à la Saemes.

SOUPLESSE Par rapport à l'achat la pleine propriété, l'amodiation comporte des avantages : pas de frais de notaire, pas de taxe foncière ni de taxe d'habitation : « Les seuls frais sont les dépenses d'entretien, que l'on peut évaluer à 2 000 francs par an », indique François Le Vert, responsable de la communication de GTM-Entreprise Développement Service. Quant aux loyers, ils restent modestes : 400 à 500 francs dans les arrondissements périphériques, 1 000 dans les beaux quartiers et 1 500 dans les centres d'affaires.

La location, échappant à toute réglementation, offre une réelle souplesse de gestion au propriétaire. En cas d'impayé, il suffit à l'exploitant du parking de déprogrammer la carte d'accès du locataire négligent. La revente se fait sans formalité. On peut même espérer une certaine plus-value, bien qu'en principe le capital investi s'érode au fil du temps. En fait, selon Gilles Oury, ce n'est qu'au-delà de 25 à 30 ans que le prix de revente subit une décade.

Bref, l'acquisition d'un parking valorise un appartement qui en est dépourvu, et peut se révéler un placement souple. Il suffit de repérer la bonne place.

Isabelle Rey-Lefebvre

HUMEUR • par Josée Doyère

Ruineuse obsession

GAME BOY. Les mêmes s'appellent « la » Game boy. Il y a de la pub pour la télé. Et pour Noël, un certain nombre de grands-parents vont offrir la mini-console tant désirée à leurs chers petits. Ou bien ils feront plus fort – pour ceux qui ont épuisé les jolies limites des cassettes de Game boy, – en leur offrant une « vraie » console de jeux, Sega ou Nintendo, qu'on branche sur la télé. Et les parents vont soupirer en pensant aux piles qu'il faudra inévitablement acheter et surtout aux ruineuses cassettes qu'il faudra bien fournir. En attendant d'interdire en semaine (« As-tu fini tes devoirs ? ») l'usage obsédant desdits jouets électroniques.

Car il paraît que ça fait des ravages chez les gamins. Les parents français, après les Britanniques, après les Américains, s'inquiètent des effets éventuellement nocifs sur l'esprit de leurs chers petits de ces jeux qui les fascinent au point de leur faire tout oublier. Des études fort sérieuses, outre-Atlantique et outre-Manche, étudient leurs effets nocifs sur les esprits des jeunes – et des moins jeunes – devenus prisonniers de logiciels diaboliques. Mais d'autres psychologues, tout aussi sérieux, vantent le caractère « actif » de ces jeux vidéo, par opposition à la passivité télévisuelle.

En fait, le phénomène n'est pas nouveau. Toujours, les enfants, les adolescents se sont passionnés pour un jeu, qui devenait un temps le centre de leur existence. Quand ma mère était petite fille, avant la guerre de 14, elle et ses copines jouaient aux osselets. De mon temps, on jouait aux billes.

C'était un jeu de garçons, mais j'avais réussi, nantie d'un

sac de billes (en terre) et d'un « calot » en verre, à me faire accepter dans un groupe de galopins. Et on oubliait au parol l'heure de rentrer...

Plus tard, on a vu filles et garçons se tortiller les doigts autour de fils de nylon de couleurs vives, tricotant des acrobides, plus compliqués les uns que les autres. On a vu aussi garçons et filles s'agiter en cadence au centre d'un léger cerceau de plastique – le hula-hoop – qui s'imposait jusque dans les récréations (je me souviens de concours... au Monde, dans les années 50).

Plus récemment, le Rubik's Cube a envahi de son bruit de crécelle légère les appartements, les salles de classe, mais aussi les wagons du métro et les trottoirs des rues, certains parvenant à unifier les six couleurs du cube en moins de trente secondes. Puis le goût en a passé, et ses dérivés n'ont pas connu le même succès.

Aujourd'hui, c'est Game boy. La grande différence avec les jeux du passé... c'est le prix. Car les industriels, pas fous, sont tous à la recherche du gadget qui va prendre, qui va passionner, enchanter, ensorceler les jeunes. Mais ils savent, j'en suis sûre, que cette frénésie n'aura qu'un temps. Déjà, dans des laboratoires, des centres de recherche, on piste le prochain jeu, celui qui deviendra à la mode quand les mêmes auront fait le tour de Game boy ou qu'ils s'en seront lassés, ce qui – au niveau du chiffre d'affaires du fabricant – revient au même.

Alors, pas d'angoisse, vous les parents. Ce leur passera. A votre place, je m'inquiéterais de savoir au profit de quoi. Une seule certitude : cela coûtera cher. Très cher. Toujours plus cher.

Précision. – La société La Crois-santerie (47, rue de Liège, 75008 Paris), fait remarquer que le terme « croissanterie » (« Le Monde-Economie » du 30 juin) correspond à une

marque qu'elle a fait enregistrer à l'Institut national de la propriété industrielle (INPI) le 17 décembre 1976, et donc à une marque déposée dont elle a l'exclusivité.

BLOC-NOTES

D'une semaine... à l'autre

BAISSE DES PRIX EN GRANDE-BRETAGNE : en novembre, les prix ont baissé de 0,1 %, annonce l'Office des statistiques le 11 décembre.

EXCIDENT COMMERCIAL AU JAPON : l'excédent commercial en novembre, annoncé le 14 décembre, a atteint 7,6 milliards de dollars (*le Monde* du 15 décembre).

ACCORDS AU SOMMET EUROPÉEN D'EDIMBOURG : les chefs d'Etat et de gouvernement de la CEE réunis à Edimbourg les 11 et 12 décembre ont décidé une « initiative européenne de croissance » et se sont mis d'accord sur le financement de la CEE dans les années à venir (*le Monde* du 16 décembre).

UN « PLAN D'URGENCE » DU CNPF : A l'occasion de son assemblée générale, le 15 décembre, le patronat a proposé un plan d'urgence, destiné au futur gouvernement issu des élections de mars 1993 (*le Monde* du 16 décembre).

SUPPRESSIONS D'EMPLOIS CHEZ IBM : 25 000 suppressions d'emplois supplémentaires en 1993 sont annoncées par la firme le 16 décembre, après une réduction de 40 000 en 1992 (*le Monde* du 17 décembre).

CROISSANCE FAIBLE EN 1993 SELON L'OCDE : selon le rapport de l'OCDE sur les perspectives 1993 rendu public le 16 décembre, la croissance devrait se limiter à 1,9 % l'an prochain dans l'ensemble des pays de l'OCDE (*le Monde* du 17 décembre).

RELEVEMENT DES TAUX DE BASE BANCAIRES : les taux de base des banques françaises ont été relevés de 9,45 % à 10 % le 16 décembre après avoir été ramené de 9,85 % à 9,45 % en deux fois, il y a un mois (*le Monde* du 18 décembre).

PLAN DE SOUTIEN DE L'IMMOBILIER : M. Michel Sapin, ministre de l'économie et des finances a présenté le 17 décembre le troisième plan de soutien de l'immobilier (*le Monde* du 19 décembre).

AIDE A L'AGRICULTURE : les ministres des Douze prennent une série de décisions satisfaisantes pour les paysans français (primes, réglementations de marchés, mécanismes de calcul des prix, etc.) le 17 décembre (*le Monde* du 19 décembre).

LUNDI 21 DÉCEMBRE. Bruxelles. Réunion du Conseil européen sur le plan de soutien à la télévision haute définition (TVHD). Paris. Réunion entre les syndicats de salariés et le CNPF sur les retraites complémentaires de l'ARRCO (Association des régimes de retraite complémentaire), notamment sur la revalorisation des pensions.

MARDI 22 DÉCEMBRE. New-York. Conférence sur la montée de l'antisémitisme en Allemagne, organisée par le Congrès juif mondial et une soixantaine de groupes juifs américains.

MERCREDI 23 DÉCEMBRE. Genève. Session de la commission des négociations commerciales du GATT pour faire le bilan de l'ensemble des négociations dans le cadre de l'Uruguay Round.

JEUDI 24 DÉCEMBRE. Pékin. Visite officielle d'une semaine du président israélien Chaim Herzog.

VENREDI 25 DÉCEMBRE. Minsk (Biélorussie). Réunion au sommet des Etats de la CEE.

DIMANCHE 27 DÉCEMBRE. Genève. Réunion de haut niveau sur le développement économique de l'Afrique, en présence du secrétaire général de l'ONU, M. Boutros Boutros-Ghali.

LOIS ET DÉCRETS
Conseil économique
et social de Corse

Un décret précise la composition et le fonctionnement du nouveau Conseil économique, social et culturel de Corse. Ses compétences sont plus larges que dans les autres régions, par suite du nouveau statut de la Corse. Il comporte deux sections : la section économique compte vingt-neuf membres représentant des entreprises, des organisations syndicales de salariés et une personnalité qualifiée ; la section de la culture, de l'éducation et du cadre de vie est composée de vingt-deux membres représentant des organismes participant à la vie culturelle, à la protection et à l'animation du cadre de vie en Corse, des associations de parents d'élèves et une personnalité qualifiée. Décret n° 92-1268 du 7 décembre 1992, Journal officiel du 7-8 décembre 1992, pp.16 754 à 16 757.

LA COTE DES MOTS

« Arbre de Noël »... offshore

En cette semaine, nous ne pouvions oublier de mentionner l'expression « arbre de Noël », qui appartient au jargon des professionnels du pétrole. Après tout, le pétrole est un élément essentiel du commerce international !

Par comparaison avec les résineux que, traditionnellement, on décore pour la fin de l'année, les pétroliers appellent en effet « arbre de Noël » la structure complexe de tubes, de vannes et de soupapes située en tête de puits, et destinée à contrôler le débit d'huile ou de gaz à haute pression. Ce dispositif permet l'accès des appareils de mesure et d'intervention à l'intérieur d'un puits.

Et nous demeurerons dans le domaine du pétrole avec une des acceptions de l'anglicisme *off shore*, ou *off-shore*, très fréquemment utilisé pour désigner ou qualifier la prospection, le forage et l'exploitation de gisements de pétrole situés « au large des côtes », en dehors de la terre ferme. On en dit tout autant, et même mieux, en employant les équivalents bien français *marin* et *en mer* : un *forage marin*, des *puits d'exploitation en mer*... Evidemment, des plates-formes (dotées d'« arbres de Noël ») peuvent être installées, parfois, non loin des rivages, du littoral, et il pourrait être inexact de parler alors de « forages en (pleine) mer »... Dans ce cas on a toujours la possibilité de recourir à l'expression au large (les forages au large se sont révélés fort décevants).

Reste encore le cas particulier des plates-formes installées dans des zones marécageuses : faute d'équivalent, il faut se résigner à utiliser *offshore*. Dans ce cas, rappelons qu'aujourd'hui les dictionnaires usuels français ont opté pour une graphie agglutinée : *offshore*, et que le mot, qu'il soit employé comme nom ou comme adjectif, est invariable.

Cependant, en dehors de cette dernière particularité, comme pour tous les anglicismes qui ont des équivalents français de bon aloi, nous recommandons de maintenir ce terme... au large !

Jean-Pierre Colignon

Le Monde

FORUM ENSAE

Économie Statistique Finance

Conférence-débat à 19 h
lundi 11 janvier 1993

ou grand amphithéâtre de la Sorbonne

LES ENJEUX ÉCONOMIQUES
DE L'ENVIRONNEMENT

Avec la participation de :

Dominique STRAUSS-KAHN, ministre de l'industrie et du commerce extérieur.
Michel BARNIER, député, président du conseil général de Savoie.
Jean-Bertrand DRUMMEN, directeur général de Sandoz-France.
Jacques MISTRAL, directeur scientifique d'AXA.
Joël De ROSNAY, directeur du développement à la Cité des sciences et de l'industrie.
Jean-Pierre CHAUSSEADE, responsable de la communication environnement et nucléaire à EDF.
Débat animé par Roger CANS, journaliste au Monde.

Avec le concours de EDF

Et le soutien des associations d'anciens élèves de l'ENSAE.

ENTRÉE LIBRE

Invitations à retirer au Forum ENSAE
3, avenue Pierre-Larousse 92241 Malakoff
Tél. : 46-55-67-58

BEAUCHESNE

SCIENCES RELIGIEUSES - PHILOSOPHIE - HISTOIRE - POLITIQUE

catalogue sur demande

72, rue des Saints-Pères, 75007 PARIS - Tél. : 45-48-80-28

Sur fond de fraude

M. Milosevic est donné pour vainqueur de l'élection présidentielle en Serbie

M. Stobdan Milosevic, considéré par les Occidentaux comme le principal responsable de la guerre dans l'ex-Yugoslavie, semble l'emporter dans l'élection présidentielle serbe, aussi bien au vu des premiers résultats partiels publiés, lundi 21 décembre, par la commission électorale serbe qu'au vu de ceux donnés par les statisticiens de l'opposition.

Sur les quelque dix mille bureaux de vote en Serbie, il n'y avait que cent soixante-trois centres de dépouillement, ce qui implique un transport des urnes et par conséquent des risques importants de fraudes, avaient noté les observateurs étrangers avant le scrutin. M. Olic a également fait état de la présence d'urnes à double fond, et le quotidien indépendant

belgradois *Berba* a dénoncé l'ouverture des urnes avant la fin du scrutin, comme à Subotica (Nord), et la disparition de «ruins entières» des registres électoraux, principalement dans le sud de la Serbie.

Les observateurs de la CSCE (Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe) à Belgrade confirment en grande partie les accusations de l'opposition et estiment que les nombreuses irrégularités qui ont été commises lors des élections de dimanche en Serbie sont susceptibles de modifier les résultats de 3 à 5 %. Selon eux, 5 à 10 % du corps électoral a été empêché de participer au scrutin en ne figurant pas sur les listes.

Il s'agit en grande partie de jeunes, votant pour la première fois, et de personnes qui avaient suivi les directives de l'opposition en boycottant les élections du 31 mai dernier. Les sondages prévoyaient une victoire plus courte de M. Milosevic entre les deux principaux candidats. Le chef de la délégation française considère pour sa part qu'«en France les élections auraient été annulées si elles s'étaient déroulées dans de telles conditions».

Dans la nuit de lundi à mardi, M. Milosevic était crédité de 55,39 % des voix contre 34,36 % pour M. Panic sur 23,38 % des bulletins de vote, selon la commission électorale de Serbie, qui a nié l'irrégularité du scrutin en dépit des plaintes qui se sont accumulées lundi dans ses bureaux et dans les états-majors de l'opposition. La commission parallèle du Parti démocrate (DS) a annoncé, mardi matin, une lutte plus serrée entre les deux candidats, créditant M. Milosevic de 49,4 % des voix contre 45,30 % pour M. Panic sur 7,45 % des bulletins de vote.

Les premières estimations des législatives en Serbie montrent une poussée de la droite ultranationaliste. Le Parti radical serbe (SRS) de M. Vojislav Seselj, dont les milices sont accusées par Washington de diverses exactions en Bosnie-Herzégovine, est crédité de plus de 20 % des suffrages, contre environ 10 % aux deux principales formations en lice, le Parti socialiste (SPS) de M. Milosevic et la coalition d'opposition DEPOS.

FLORENCE HARTMANN

Le dernier président de la Yougoslavie accuse l'Europe

Les amers souvenirs de M. Stipe Mesic

ZAGREB

de notre envoyé spécial

M. Stipe Mesic, un Croate, a été, en 1991, l'ultime président d'une Fédération yougoslave créée, près de cinquante ans auparavant, par un autre Croate ayant du sang slovène, Josip Broz Tito, et finalement défaits par... la Croatie et la Slovénie.

Président d'un Etat condamné par la sécession de deux de ses six Républiques, il était, constitutionnellement, l'un des chefs d'une armée yougoslave contre laquelle son peuple était en guerre, une situation qu'il évoque, il le qualifie lui-même d'«abus». Il disait lui-même de cet Etat fédéral qu'il était déjà mort. «Ce n'était pas un souhait, c'était un simple constat, alors que la communauté internationale voulait encore garder l'illusion de la Yougoslavie», note-t-il aujourd'hui.

Actuellement président du Parlement croate, juriste d'origine, M. Mesic est, à cinquante-huit ans, un homme respecté dans son pays, bien que nombre de ses compatriotes le jugent trop modéré. Ancien responsable du parti au pouvoir à Zagreb, l'Union démocratique croate (HDZ), il ne craint pas de s'opposer à ce dernier sur des sujets aussi cruciaux que la meilleure façon pour l'Etat croate de restaurer son autorité sur les territoires passés aux mains des forces serbes.

Alors que M. Tudjman et son gouvernement ne cessent d'assurer que le mandat des «cas-

ques bleus» en Croatie ne devrait pas être prolongé après mars, M. Mesic, lui, affirme le contraire : «Il faut demander à l'ONU d'aller jusqu'au bout de sa mission et ne pas interrompre ses efforts».

«Un jour, ton peuple te rendra»

L'autre terme de l'alternative, dit-il, serait la guerre; or, «toute vie croate est trop précieuse, et nous ne devons pas entrer dans une telle aventure». Il est partisan d'une intervention militaire internationale en Bosnie-Herzégovine, «car la seule chose qui puisse arrêter les dirigeants serbes est une thérapie de choc, de façon qu'ils comprennent qu'ils ne feront jamais la Grande Serbie et que [le président serbe] Milosevic soit renversé». «Et ce qui concerne la Croatie, le monde, et plus particulièrement l'Europe, sont responsables de nous avoir tirés des mains et de nous avoir empêché de nous défendre, estime-t-il. C'est donc à la communauté internationale de régler aujourd'hui le problème des territoires qui échappent encore à l'autorité de Zagreb».

Cette responsabilité de l'Europe, M. Mesic a pu en mesurer le degré au début du conflit yougoslave, lorsqu'il était encore président de la Fédération. Car le souvenir qu'il garde de cette période, c'est celui de son «impuissance à faire comprendre au monde ce qui se passait [ici] et ce qui se passerait si on laissait faire les Serbes». «Les pays qui ont été des empires, tels que la France ou la Grande-Bretagne,

ont montré un attachement maladif à la Serbie», raconte M. Mesic.

Et il se souvient : «M. Mitterrand a refusé de me recevoir lorsque, président de la Fédération yougoslave, je suis venu en France. Surtout, M. Dumas m'a reçu et m'a dit que la véritable raison pour laquelle le président Mitterrand n'avait ignoré était la crainte de protestations serbes. Et ce, alors que la France militait en faveur du maintien de la Fédération... dont j'étais le président. En revanche, M. Mitterrand a, plus tard, reçu Milan Panic, premier ministre d'une nouvelle Yougoslavie qui n'a pas été reconnue internationalement, sans se soucier des réactions des Croates, des Musulmans ou des Albanais du Kosovo».

Et M. Mesic de conclure : «En refusant de me recevoir, M. Mitterrand confirmait, de fait, que la Yougoslavie n'existait plus. Et il y a un an, se souvenant encore, les Serbes étaient persuadés d'avoir le soutien du monde entier. Or le seul objectif de Slobodan Milosevic a toujours été de faire la Grande Serbie en menant une politique suicidaire».

La dernière fois que M. Mesic a rencontré M. Milosevic, c'était au cours d'une session de la Conférence européenne - devenue, depuis, internationale - sur la Yougoslavie. «Un jour ton peuple te rendra, a-t-il dit au président serbe. Ce jour-là, souviens-toi de moi et de ce que je t'ai dit; moi, je penserai à toi et à ce que je t'ai prédit».

YVES HELLER

La fermeté de M. Bush

Suite de la première page

Français et Britanniques sont beaucoup plus réticents que leurs alliés américains. Ils veulent bien faire un geste politique, prendre une mesure de «dissuasion» psychologique en votant une résolution sur le respect de la zone d'exclusion aérienne, mais n'ont pas l'intention d'aller vraiment au-delà, c'est-à-dire de donner les moyens de faire appliquer un tel texte. Leurs raisons sont communes : refus, pour les uns, d'un acte de guerre contre les Serbes, crainte, des uns et des autres, de représailles contre les contingents français et britannique de la FOR-PRONU (qui ne comprend aucun soldat américain), conviction, enfin, qu'un engagement militaire occidental - autre qu'humanitaire - ne ferait qu'aggraver la situation. Si les Français ont été les premiers, soulignant à l'ONU, à déposer un projet de résolution sur la nécessité de faire respecter la zone, le geste était avant tout politique : il s'agissait d'éviter que l'initiative n'en revienne, une fois de plus, aux Etats-Unis.

Un projet de résolution commun aux Etats-Unis, à la France, à la Grande-Bretagne et à la Russie (le cinquième membre permanent du Conseil, la Chine, suit l'affaire à distance) a été discuté lundi soir à New-York et pourrait être présenté d'ici à la fin de la semaine.

De retour d'Europe, le secrétaire d'Etat, M. Lawrence Eagleburger, expliquait lundi soir, sur la chaîne de télévision PBS, qu'il avait vainement tenté de convaincre ses collègues européens qu'une levée de l'embargo sur les armes à destination de la Bosnie serait une mesure plus efficace que tout ce que les Occidentaux pourraient bien décider. «Les Européens m'ont opposé un refus catégorique», a dit M. Eagleburger. Vendredi dernier, les Etats-Unis ont voté, avec les pays islamiques, en faveur d'une résolution de l'Assemblée générale - un texte sans portée pratique - appelant à la levée de l'embargo

imposé à la Bosnie-Herzégovine; les Européens se sont abstenus.

Pour l'heure, la négociation entre Etats-Unis, d'un côté, Britanniques et Français, de l'autre, s'achève sur la portée des mesures militaires nécessaires pour faire respecter la zone d'exclusion aérienne. Les Etats-Unis sont prêts à tirer en vol contre tout contrevenant, et au sol en bombardant les aéroports. Les Européens sont plus timides; ils veulent bien parler d'interception en vol comme d'une mesure extrême, mais en aucun cas de bombardements au sol. Les Etats-Unis souhaitent pouvoir passer à l'action dès le vote de la résolution; Britanniques et Français veulent un délai de deux à quatre semaines, le temps pour leurs troupes en Bosnie de se préparer à d'éventuelles représailles.

Les Etats-Unis veulent un texte vague, leur laissant le choix de l'action; les Européens se prononcent pour un texte plus limité et précis. Une fois la résolution votée, les premiers entendent opérer en simple «consultation» avec le secrétaire général; les Français se prononcent pour une décision d'«après avis» pour l'autorité du secrétaire général, M. Boutros Boutros-Ghali - lequel est, en l'espèce, prudemment partisan de la formule américaine.

Des «zones protégées»

Après avoir été entendus lundi par M. Boutros-Ghali, les ministres des affaires étrangères de quatre pays d'Europe centrale - Autriche, Hongrie, Pologne, Slovaquie - devaient être reçus mardi par le président George Bush, puis par l'équipe du président élu Bill Clinton. Ils se font le porte-parole d'une «initiative d'Europe centrale», qui pourrait être sérieusement étudiée à Washington. Il s'agit de créer des «zones protégées» pour accueillir les dizaines de milliers de milliers de réfugiés victimes de l'épuration ethnique pratiquée par les Serbes, et d'assurer leur défense militaire par les Occidentaux. Cela serait fait notamment à Sarajevo, Bihac et

Tuzla. A ceux qui avancent que la création de telles zones ne ferait qu'entériner l'épuration ethnique ou installer des ghettos, le ministre autrichien, M. Alois Mock, répond qu'il s'agit d'un argument fallacieux puisqu'on a laissé faire l'épuration ethnique et qu'aucune puissance n'a sérieusement songé à s'y opposer.

Dans un entretien accordé au *Monde*, M. Mock s'est dit convaincu que la création de ces «zones protégées» est militairement tout à fait réalisable. «Malheureusement, c'est la volonté politique qui manque, notamment de la part des Européens», a-t-il ajouté.

AFSANÉ BASSIR POUR ALAIN FRACHON

TURQUIE

Le Conseil de l'Europe dénonce l'usage de la torture

Le Conseil de l'Europe a rendu public, lundi 21 décembre, un rapport dénonçant la torture en Turquie. Strasbourg multiplie en vain depuis deux ans les mises en garde envers Ankara.

STRASBOURG (Conseil de l'Europe)

de notre correspondant

Le Comité européen pour la prévention de la torture, créé en 1987 par les vingt-sept membres du Conseil de l'Europe, a commencé son enquête en septembre 1990. Il concluait déjà, révèle le rapport, que «la pratique de la torture et d'autres formes de mauvais traitements résultant directement ou indirectement de l'usage de la torture était en usage à la fois à l'égard de suspects de droit commun et de personnes détenues en vertu de la législation contre le terrorisme».

Le document publié lundi passe en revue tous les services exercés par la police et la gendarmerie, notamment à Ankara et Diyarbakir, la principale ville du Sud-Est anatolien, à majorité kurde; depuis la suspension par les pouvoirs attachés dans le dos de la victime («palestinian hanging») jusqu'aux coups assésés sur la plante des pieds («falaka»), en passant par les chocs électriques sur les parties sensibles du corps, «y compris les organes génitaux».

Malgré les avertissements du Conseil de l'Europe, le Comité a constaté en 1991 que, non seulement, «aucun progrès n'avait été réalisé», les policiers infligeaient toujours les mauvais traitements habituels, mais que de nouvelles pratiques avaient été découvertes, y compris dans les services de lutte contre le terrorisme de la police d'Ankara et de Diyarbakir. Les experts envoyés par Strasbourg observent «un nombre croissant d'allégations concernant l'introduction par la force d'un bâton ou d'une matraque dans les orifices naturels». Enfin, à la fin du mois dernier, la délégation européenne s'est rendue à Diyarbakir, pour y constater la présence dans les locaux de la police de «l'équipement nécessaire pour suspendre une personne par les bras». «La découverte a provoqué, souligne le document, une vive consternation parmi les fonctionnaires présents; certains ont exprimé des regrets, d'autres ont adopté une attitude de défi».

Évoquant les promesses de démocratisation faites par le gouvernement de M. Süleyman Demirel à son arrivée au pouvoir, en 1991, le rapport souligne que «les mesures législatives ne suffisent pas à elles seules à mettre un terme au phénomène de la torture et des mauvais traitements infligés par la police (...), car il y a tout lieu de croire que c'est là un problème profondément enraciné».

MARCEL SCOTTO

Un meeting à la Mutualité

«Des armes pour la Bosnie!»

Environ mille cinq cents personnes ont participé, lundi soir 21 décembre à la Mutualité, à Paris, à un meeting organisé par la revue *la Règle du jeu*, qu'anime Bernard-Henri Lévy, l'association Sarajevo et un mouvement écumenique Les gens du Livre.

Ont pris notamment la parole des personnalités politiques de toutes tendances, MM. Michel Barnier et Jacques Baumel (RPR), Philippe Douste-Blazy et Claude Malhuret (UDF), Jean-Marie Le Guen et Julien Dray (PS), ainsi que Jean-François Deniau (UDF) et des représentants de SOS-Racisme et de Médecins sans frontières, tandis qu'étaient lu un message de M. François Léotard. Après que les orateurs eurent dénoncé vigoureusement l'agression serbe et l'incertitude des gouvernements européens, dont celui de la France, un appel a été signé demandant au président de la République d'adresser un ultimatum à Belgrade pour que cessent le siège de Sarajevo et l'épuration ethnique, faute de quoi des représailles aériennes de type «chirurgical» devraient être envisagées.

Les organisateurs n'excluent pas d'ouvrir dans le public une souscription pour l'achat et l'envoi d'armes aux populations bosniaques. Ils invitent les Français à manifester leur solidarité auprès de l'ambassadeur de Bosnie à Paris, M. Bekro, qui a conclu la soirée en remerciant la société civile de ses initiatives.

DIAGONALES

On parle beaucoup de Munich, à propos de la faiblesse des démocraties devant l'agression serbe en Bosnie. La situation rappelle plutôt notre refus d'intervenir en 1936 aux côtés de l'Espagne républicaine contrainte par Franco.

Le Front populaire était empêché de voler au secours du Front populaire par l'allemande de sa coalition parlementaire, par l'armée, l'Église, la presse modérée en flirt avec l'Italie fasciste, et la peur des «rouges». Cela faisait beaucoup. S'y ajoutait l'Angleterre, déjà. Le même Chamberlain qui allait pousser à céder devant l'Axe juges payant de laisser les Espagnols s'entre-tuer. Cette insularité gribouille se retrouve aujourd'hui, après les intermédiaires marteaux des Malouines et du Koweït. Comme si Tolède et Sarajevo n'importaient pas davantage, pour l'avenir de nos idées européennes!

Blum dut trahir ses engagements. Du moins endosse-t-il le pathétique - ou le ridicule, comme on voudra - de le reconnaître en public, lors du célèbre discours-confession de Luna-Park. Ce qui déconcerte, dans l'attitude du pouvoir actuel qui se vante l'héritier de 1936, c'est son apparent consentement à la paralysie de la communauté internationale.

Qu'est-ce qui nous empêche, - qu'on nous le dise! - de mettre l'ONU ou l'Europe au défi de défier Milosevic? Renoncez au siège de Sarajevo et à l'épuration ethnique, ou nous intervenons en armes! Au lieu d'esquisser un tel ultimatum, le chef de notre état-major indique à l'agresseur que nous ne ferons rien pour sortir d'un drame qui «nous dépasse»!

Mourir pour Sarajevo

Devant cet abandon des principes qui nous font vivre, il devient logique que la société civile, comme en 1936, accentue sa pression et parte de prendre le relais de l'Etat défaillant, y compris sur le plan militaire. Les accents dont le *Mutualité* résonnait, lundi 21 décembre au soir, en faveur de la Bosnie martyre, évoquaient les meetings d'il y a cinquante-six ans pour l'aide à la République espagnole.

Les exhortations des parlementaires présents n'étaient pas les plus convaincantes. Les soutiens du gouvernement ont perdu le droit de réclamer ce qu'ils n'en ont pas obtenu jusqu'ici; et les tenants de l'opposition sont trop évidemment entrés en campagne électorale, avec les excès d'usage, comme de comparer Kouchner à Daladier. La future majorité fera-t-elle mieux dans trois mois? On voudrait le croire.

Plus troublantes apparaissent les démarches des simples citoyens, intellectuels réputés irresponsables ou spécialistes de l'humanitaire. Chez ces derniers, la conviction se répand qu'ils servent d'alibi à l'inertie des politiques et favorisent objectivement l'agresseur. Est-ce à dire qu'on doit suspendre les envois de couvertures et de vivres? Il faudrait connaître la-dessus l'opinion de ceux qui attendent la survie de cette aide et de ceux qui l'acheminent. Quelques séjours éclairés de stars médiatiques ne valent pas l'expérience de gens de terrain, reporters obscurs, visiteurs de réfugiés ou conducteurs de camions militaires.

BERTRAND POIROT-DELPECH de l'Académie française

Exiger le pillage «chirurgical» de l'artillerie assésée, envisager d'acheter et d'apporter des armes aux assésés si les Etats demeurent inertes; on s'achemine vers l'interventionnisme des «brigades».

Terrible précédent, pour qui, comme en 1936, vient du pacifisme et abhorre la violence. En Espagne, dix mille hommes s'engagèrent; trois mille disparurent, et ceux qui revinrent ne furent pas trop bien accueillis. Quelques avions enfraignèrent l'embargo. C'était trop peu pour compenser l'aide allemande; assez pour inspirer un grand roman, *L'Espoir*. Déjà ça.

Milosevic bénéficie de sinistres paradoxes : de bonne foi, les anciennes victimes du nazisme refusent la comparaison entre les deux expansionnismes génocidaires, alors qu'ils se ressemblent de plus en plus, par la théorisation préalable et la généralisation des méthodes. Se moindrent les forces de la rendent bien moins redoutable que le Troisième Reich, mais nos silences prudents l'assurent qu'il peut compter sur les pesanteurs diplomatiques et militaires de l'Occident.

Mourir pour Sarajevo : la formule déjà utilisée à propos de Barcelone, de Dantzig ou des Sudètes redevient tragiquement d'actualité. Un nombre grandissant de Français commencent à trouver que se jouent en Bosnie leurs raisons de vivre en France même, et la liberté de se regarder dans la glace sans rougir.

Ce serait une erreur, et bien du mépris, de croire qu'ils ne pensent, cette semaine, qu'à la dinde aux marrons.

EUROPE

ALLEMAGNE : le procès de l'ancien chef de l'Etat est-allemand

M. Erich Honecker restera en prison

BERLIN

de notre correspondant

L'ancien chef de l'Etat et du Parti communiste est-allemand, M. Erich Honecker, passera les fêtes de fin d'année en prison. Malgré la tumeur au foie, probablement cancéreuse, dont il souffre, le tribunal de Berlin a rejeté lundi 21 décembre la demande présentée par sa défense de mettre fin à son procès en raison de son état de santé.

M. Honecker doit répondre, en compagnie de plusieurs autres anciens dirigeants du régime communiste, des meurtres commis par les gardes-frontières de la RDA sur des personnes désireuses de quitter illégalement le pays. A l'ouverture du procès, le 12 novembre dernier, six personnes figuraient dans le box des accusés. Ils ne sont plus aujourd'hui que quatre : M. Honecker, les anciens ministres et ministre-adjoint de la défense, MM. Heinz Kessler et Fritz Streletz, tous deux également en prison, ainsi que M. Hans Albrecht, ancien responsable du parti dans la région frontalière de Suhl, en Thuringe, laissé en liberté pour raison de santé. Pour les mêmes raisons, deux autres co-accusés, l'ancien premier ministre, M. Willi Stoph, et surtout l'ancien chef de la Stasi, M. Erich Mielke, ont bénéficié dès la première semaine d'audience d'une suspension de la procédure.

Pas de grand déballage public

Ceux qui espéraient que le procès Honecker serait celui du régime de l'ex-RDA en sont pour leurs frais. Ce procès avait été prévu de faire l'unité. La condamnation à des peines de prison de plusieurs anciens gardes-frontières est-allemands pour avoir tiré sur des fugitifs rendait cependant difficile de ne pas demander justice aussi aux principaux responsables de l'ex-



RDA. Personne ne souhaitait non plus de grand déballage public, pas plus apparemment les autorités allemandes que les accusés eux-mêmes. Les débats semblent le confirmer.

Les onze premières audiences ont été presque exclusivement consacrées à la question de savoir si M. Honecker, souffrant d'une maladie probablement incurable, pouvait ou non être jugé. M. Honecker, dont on avait pu croire un moment, par sa façon de lever le poing en entrant dans la salle d'audience, qu'il aurait lutté, n'est parvenu à une seule déclaration pour revendiquer la responsabilité politique de la défense de l'ancienne frontière interallemande et stigmatiser « l'hyportisie » des dirigeants ouest-allemands qui l'avaient reçu en 1987 avec le tapis rouge. Ses avocats n'ont depuis lors cessé de lui faire pour obtenir l'abandon de la procé-

duire au nom de la « dignité humaine ».

Ces derniers jours, il ne s'agissait que de savoir si M. Honecker passerait Noël en prison ou irait rejoindre son épouse, Margot, et sa fille, Sonia, au Chili. Le tribunal a tranché en estimant que les expertises médicales sur l'espérance de vie du détenu Honecker n'étaient pas suffisamment probantes pour interrompre pour le moment la procédure. Rendez-vous à donc été pris en janvier pour la suite. Mais il est d'ores et déjà acquis que les séances vont devoir être espacées. Malgré les efforts des représentants des victimes du mur, partie civile, on voit mal comment ce procès, qui ne semble susciter ni passion ni même intérêt dans le pays, peut désormais éviter l'enlisement.

HENRI DE BRESSON

Profanation d'un cimetière juif à Leipzig. - Un nouveau cimetière juif a été profané à Leipzig (ex-RDA) dans la nuit du samedi 19 au dimanche 20 décembre. A-t-on après l'undi de source policière. Une dizaine de tombes ont été renversées. Plusieurs autres ont été marquées de slogans nazis, de même que l'ensemble du cimetière. Par ailleurs, une organisation d'extrême droite, «Alliance des camarades allemands de Wilhelmshaven» (norl) - dont le principal dirigeant purge actuellement une peine de seize mois de prison - a été interdite lundi par le ministère de l'Intérieur de Basse-Saxe. Il s'agit de la troisième organisation d'extrême droite interdite depuis un mois. - (AFP)

La tombe de Marlene Dietrich endommagée. - La pierre de granit sombre qui marque la tombe de l'actrice Marlene Dietrich, à Berlin, a été renversée par des inconnus dans la nuit du vendredi 18 au samedi 19 décembre, a indiqué lundi l'administration des cimetières de la ville. La pierre a été provisoirement enlevée en attendant qu'elle soit à nouveau solidement fixée. Selon un porte-parole de l'administration, il ne fait pas de doute que la pierre a été renversée volontairement. C'est cependant la seule exécution commise sur la tombe. - (AFP)

ESPAGNE : troisième perquisition au siège du PSOE dans le cadre du « dossier Filasa ». - M. Marino Barbano, juge du Tribunal suprême, la plus haute instance judiciaire espagnole, a fait procéder, lundi 21 décembre, à une troisième perquisition au siège madrillène du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) au pouvoir, dans le cadre d'une enquête sur une affaire de financement occulte du parti, connue sous le nom de « dossier Filasa ». A-t-on appris auprès du PSOE. Deux perquisitions ont déjà eu lieu au siège de ce parti, les 18 novembre et 18 décembre (le Monde daté 20-21 décembre).

GRÈCE : attentat du groupe terroriste 17 Novembre contre un député. - Le groupe terroriste grec 17 Novembre a revendiqué, lundi 21 décembre, un attentat commis le matin même contre M. Eleftherios Papadimitriou, député du Parti de la nouvelle démocratie (conservateur, au pouvoir), blessé aux jambes, par balles, à Marousi, dans la banlieue nord d'Athènes. Le groupe affirme avoir frappé M. Papadimitriou, membre de la commission parlementaire des finances, pour protester contre la politique de privatisations menée par le gouvernement. - (AFP, Reuters)

LAURENT ZECCHINI

PROCHE-ORIENT

L'expulsion de 415

Les Palestiniens sont contraints de regagner leurs abris de fortune

Les 415 Palestiniens expulsés par Israël ont été contraints de retourner dans leur camp de toile, mardi 22 décembre, dans la matinée, par des tirs d'obus de mortier des miliciens de l'Armée du Liban sud (ALS), créée par Israël, qui ont fait, dans leurs rangs, deux nouveaux blessés. L'armée libanaise qui avait ordonné, lundi, aux bannis de la bande de Gaza de quitter leurs abris de fortune et de regagner la zone-tampon, n'a rien fait pour les empêcher de s'y réinstaller.

Tandis qu'à Jérusalem, la Cour suprême devait statuer, mardi, sur le sort de ces expulsés, l'OLP, a

décidé de former un « haut comité » qui aura pour mission de « suivre l'affaire des déportés palestiniens et de s'opposer à la politique de poigne de fer » du gouvernement de M. Itzhak Rabin. De son côté, le mouvement intégriste Hamas a menacé, dans un communiqué, d'abattre un Israélien chaque fois qu'un Palestinien « innocent » sera tué par Tshah. Quant à M. Fayçal Hussein, le chef de file des Palestiniens modérés dans les territoires occupés, il a averti que le processus de paix au Proche-Orient risquait d'être « tué dans l'œuf » si le

gouvernement israélien ne modifie pas sa politique.

De nombreux autres appels ont été lancés aux dirigeants de l'Etat hébreu pour qu'il revienne sur sa décision de bannir temporairement ces 415 Palestiniens. C'est notamment le cas du président égyptien, M. Hosni Mubarak, qui a invité Jérusalem à « renoncer à tout ce qui peut entraver le processus de paix ». C'est aussi celui du général Colin Powell, chef d'état-major interarmes américain, qui estime que « les déportations ne sont pas des solutions aux besoins légitimes d'Israël en matière de sécurité ». - (AFP)

Un face-à-face inégal

Les expulsés ont été la cible des tirs de la milice pro-israélienne

MARJ-EZ-ZOUHOUR

de notre envoyée spéciale

Le face-à-face est inégal : assis à même l'asphalte, les uns contre les autres, les quatre cent quinze expulsés palestiniens ; à moins de 200 mètres, une barrière de terre minée et, déployés en arc de cercle surplombant la route, sept blindés de Tshah et de l'Armée du Liban Sud (ALS), la milice de l'Etat hébreu.

Tout avait commencé, lundi en début de matinée, quand l'armée libanaise, raconte le docteur Abdel Aziz Al Rantisi, une des figures de proue du mouvement islamiste Hamas, a « pris position autour du camp provisoire et qu'un officier nous a ordonné de quitter les lieux pour retourner vers le barrage de l'ALS ». « Notre Majlis Choura (Conseil consultatif), renchérit le docteur Salem Ahmad Salameh, président de l'université islamique de Gaza, avait décidé le retour à la vie normale. Nous ne pouvions pas rester ici et la décision de l'armée nous a aidés. »

L'armée libanaise informait le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et l'Office des Nations unies pour le secours aux réfugiés de Palestine (UNRWA) qu'ils ne seraient plus autorisés à apporter de l'aide aux expulsés et chassés du camp les secourus jusqu'à leur place. Seule désormais, la police était autorisée à franchir le barrage renforcé de l'armée libanaise.

Alors que la colonne s'avançait, l'ALS tira, à intervalles de quatre à cinq minutes, une quinzaine d'obus qui obligeaient les Palestiniens à chercher refuge entre les rochers. Après plusieurs tentatives, à chaque fois ponctuées de tirs, la colonne, encouragée par ses chefs, se retirait pour s'immobiliser, vers 14 heures, à 200 mètres à peine du premier barrage établi par les miliciens de l'ALS, qui marque l'entrée dans la zone d'occupation israélienne.

« Nous préférons rester ici... »

De nouveaux coups de feu étaient dirigés contre les « 415 » qui ne bougeaient plus. Un jeune homme de vingt-deux ans, gravement blessé, était alors évacué par des journalistes vers l'hôpital de Rachaya, sous contrôle libanais, ainsi qu'un de ses compagnons plus légèrement atteint. Un troisième homme, qui refusait d'être transféré, était soigné sur place par le docteur Mahmoud Zahar, chirurgien à Gaza.

Les déportés pouvaient contempler à loisir les renforts de l'ALS qui érigaient un remblai de terre en travers de la route, qu'une unité du génie israélien venait quelques instants plus tard miner. A l'heure de la prière, deux hélicoptères israéliens survolaient la scène. Tout l'après-midi, l'oreille rivée aux quelques postes de radio, les expulsés cherchaient à percevoir une petite lueur d'espoir dans les informations données à leur sujet.

Privés de nourriture, d'eau et de couvertures, par une température avoisinant de 0 degré et sur un terrain battu par un vent glacial, à 1 000 mètres d'altitude, les « 415 » faisaient toujours preuve de la même détermination, même si leur porte-parole, le docteur Rantisi, s'inquiétait du sort d'une cinquan-

taine de personnes âgées et malades. A la nuit tombante, après la dernière prière qui voyait ces hommes parfaitement alignés sur trois rangs, indifférents au bruit des chars, se prosterner face au mont Hermon cancé, le docteur Rantisi consultait, une fois encore, ses compagnons pour tenter de négocier un retour sous les tentes.

La réponse tombait nette : « Nous préférons rester ici sans rien. Notre terre mérite davantage de sacrifices. Nous sommes prêts à les faire pour la libérer, libérer nos enfants, nos mères, nos pères. » Tout était dit et chacun se rassurait alors que les projecteurs des blindés jetaient une lumière crue sur les groupes. Plus tard, des fusées éclairantes étaient lancées, alors que les expulsés tentaient de se réchauffer autour de petits feux de brindilles.

Dans la soirée, deux camionnettes de nourriture, envoyées par les habitants des deux villages proches de Qaroun et Leyla, réussissaient à franchir le barrage de l'armée et à apporter quelque réconfort à ces hommes transis. Deux malades étaient aussi évacués, toujours par des journalistes, sur l'hôpital de Rachaya. Devant le camp de toile désormais occupé par une quinzaine de soldats libanais, des jerricans d'eau douce étaient soigneusement alignés alors que des matelas et des couvertures étaient abandonnés en plein air.

Durcissement de l'armée libanaise

Le durcissement libanais est lié à la tentative israélienne de rejeter sur Beyrouth la responsabilité du sort des expulsés qui ne sont jamais entrés dans la partie du territoire sous contrôle libanais. Ce durcissement de l'armée a surpris le gouvernement qui démentait

ARABIE SAOUDITE

Le roi Fahd invite les dignitaires religieux à ne pas s'immiscer dans la politique

Le roi Fahd a tenu à rappeler que les lieux de culte doivent être réservés exclusivement à la prière et aux prêches. « Les chaires sont réservées à des affaires bien déterminées (...) et ne doivent pas être exploitées par certains pour tenter de porter préjudice à d'autres », a averti, samedi 19 décembre à Médine, le souverain wahabite, devant des dignitaires religieux.

S'étonnant que certains oulémas (théologues musulmans) « aient eu recours à la distribution de cassettes et de publications pour formuler leurs critiques » à l'encontre de sa politique, le roi Fahd a invité ses compatriotes à lui exprimer directement leurs doléances. « Ma porte est celle de l'émir Abdallah ben Abdel Aziz (le prince héritier) sont ouvertes à tous, à-t-il dit. Tout citoyen peut exprimer sa pensée, oralement ou mieux encore par écrit. »

Le Sunday Times avait récemment fait état d'un « conflit ouvert entre la famille régnante et l'institution religieuse ». Selon le journal britannique, « ce conflit est à l'origine de la mise à la retraite de sept oulémas ». Un porte-parole officiel avait démenti ces « allégations ten-

dancieuses ». Une partie importante de la hiérarchie religieuse n'en avait pas moins dressé, au mois de juillet, dans un document transmis au roi Fahd, un réquisitoire sévère sur la situation politique, économique et sociale du pays et recommandé un changement radical dans plusieurs domaines. - (AFP)

Ouverture du sommet du Conseil de coopération du Golfe. - Le 13^e sommet du Conseil de coopération du Golfe (CCG) s'est ouvert, lundi 21 décembre à Abou-Dhabi, sous la présidence du chef de l'Etat des Emirats arabes unis qui a invité ses pairs d'Arabie saoudite, du Koweït, du Qatar, d'Oman et de Bahrein à répondre « aux attentes des peuples (de la région) et de la nation arabe et islamique ». L'émir du Qatar, qui avait menacé de boycotter le sommet, était présent à la séance d'ouverture, sa participation ayant été rendue possible par un accord obtenu, la veille, sur le conflit frontalier qui l'opposait à son voisin saoudien. - (AFP)

GRANDE-BRETAGNE

La Haute Cour juge « illégale » la fermeture envisagée de trente et une mines de charbon

La Haute Cour de justice de Londres a jugé, lundi 21 décembre, que la décision du gouvernement de fermer trente et une mines de charbon et de licencier 30 000 mineurs était « illégale ». Cet arrêt constitue un camouflet pour le gouvernement, notamment pour M. Michael Heseltine, ministre du commerce et de l'industrie.

LONDRES

de notre correspondant

Les syndicats ont exulté en prenant connaissance de l'incroyable cadeau de Noël des juges : et M. Arthur Scargill, le chef « historique » des mineurs, n'a pas été long à demander la démission immédiate de M. Heseltine. Le jugement de la Haute Cour est en effet accablant : le gouvernement, ainsi que la direction de British Coal, ont « illégalement et irrégulièrement » ignoré le droit des mineurs et de leurs syndicats à être consultés à propos de la décision de fermeture des mines prise par le gouvernement le 13 octobre.

Devant la levée de bouillottes provoquée par cette annonce, le gouvernement de M. John Major avait effectué un mouvement de repli. Menacé d'une défaite à la Chambre des communes, il avait annoncé, six jours plus tard, que seules dix mines (les moins rentables) seraient éventuellement fermées à l'issue d'une période de consultation de quatre-vingt-dix jours, le sort des autres étant soumis aux résultats d'une vaste consultation englobant pratiquement tous les aspects de la politique énergétique. Or, selon Lord Justice Gidewell, cette seconde décision est tout aussi illégale que la première.

Dans les deux cas, l'absence de consultation préalable se heurte aux dispositions de la loi de 1975 sur la protection de l'emploi. Dans l'immédiat, aucune décision définitive à propos des dix mines les plus menacées ne pourra être prise sans la mise en œuvre de la procé-

dure de consultation (adoptée après les grandes grèves de 1984-1985) que British Coal avait ignoré afin de hâter le processus de licenciement.

Un répit de courte durée ?

Ce jugement ne constitue cependant pas une assurance sur l'emploi pour les mineurs : outre le fait que British Coal peut faire appel, l'arrêt de la Haute Cour concerne exclusivement la procédure suivie et non la décision proprement dite. D'autre part, elle ne change rien au déclin inéluctable du charbon par rapport au gaz, au pétrole et au nucléaire : en 1947, lorsque le charbon fut nationalisé, 750 000 mineurs étaient employés dans neuf cent cinquante-huit puits et la production atteignait 240 millions de tonnes. L'année dernière, 58 000 mineurs travaillaient dans les cinquante puits encore en activité. Plus d'un cinquième des 88 millions de tonnes de charbon consommées au Royaume-Uni était importé.

Dans l'avenir, il est probable qu'environ 40 millions de tonnes de charbon pourront être écoulées chaque année. Ces chiffres signifient que la « victoire » des mineurs est sans doute de courte durée, et qu'elle constitue surtout une défaite pour le gouvernement. M. Heseltine a reconnu lundi soir que celui-ci « s'est trompé », tout en refusant d'envisager sa propre démission, et de se prononcer sur le maintien en activité des dix mines les plus menacées.

Si le sort des mineurs est aujourd'hui tout aussi incertain qu'hier, la réputation de M. Heseltine est, elle, gravement ternie. La ligne de défense du ministre du commerce et de l'industrie, qui consiste à se retrancher derrière la décision de British Coal, paraît tardive : le 13 octobre, M. Heseltine avait clairement indiqué qu'il prenait la responsabilité politique du licenciement de 30 000 mineurs.

LAURENT ZECCHINI

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde ARTS ET SPECTACLES

PROCHE-ORIENT

Palestiniens par Israël

M. Itzhak Rabin veut gagner à la fois la « bataille de la paix » et « la guerre contre le terrorisme »

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Un petit garçon de dix ans est mort, lundi 21 décembre, d'une balle dans la poitrine, tirée par des soldats israéliens. Il s'appelle Hayman Abou Hahatma. Une fillette était morte, deux jours plus tôt, dans les mêmes circonstances et au même endroit, à Khan-Yousif, dans la bande de Gaza. Elle s'appelle Rana Abou Tyhour et elle avait neuf ans. Un soldat a blessé par balles un gamin du même âge, à Tulkarem, en Cisjordanie. S'il meurt, lui aussi, la chronique retiendra peut-être son nom.

Aucun de ces enfants palestiniens, ni les quelques dizaines d'autres mortellement touchés par des tirs de soldats depuis le début de l'intifada il y a cinq ans, aucun n'a jamais eu les honneurs des chaînes de télévision nationales et internationales. Quelques lignes dans un article, un point d'arrêt, tout. « Que voulez-vous ? », a expliqué, lundi, le général Danny Yatom, commandant en chef de l'armée en Cisjordanie, et premier conseiller militaire de M. Itzhak Rabin depuis quarante-huit heures, quand un de nos soldats est en danger, il a le droit de tirer et qu'il s'agit de ces innocents qui meurent. » Pas d'enquête militaire.

Un peu plus tard, tandis qu'il dressait, à la tribune du Knesset, la liste des douze civils et militaires israéliens, récemment tués par « les terroristes du Hamas et du Jihad islamique », le premier ministre, qui

est aussi ministre de la défense, n'a pas eu un mot pour ces enfants morts. Il a parlé des autres, de ceux d'Israël, menacés, eux aussi, par la folie des adultes, l'incompétence des généraux, la bêtise des politiciens.

« Le double langage des médias pleurnichards »

« Quand il s'agit de la sécurité de nos enfants, s'est exclamé le chef du gouvernement, le plus « à gauche » qu'on ait vu à Jérusalem depuis au moins deux décennies, nous seuls décidons de ce qui est bon pour nous. » Pour M. Rabin, le bannissement « temporaire » de quatre cent quinze Palestiniens, présumés activistes et sympathisants des organisations fondamentalistes islamiques, n'est pas une faute. Ni « le cinéma » projeté, depuis quarante-huit heures, sur les écrans de télévision du monde ni « le double langage des médias pleurnichards », qui font grand cas du sort de ces hommes, lesquels « ne sont ni des gens de bien ni des innocents aux mains propres », ne le feront changer d'avis.

« Nous ne leur permettrons pas de rentrer », a martelé le premier ministre. Certes, là-haut dans le Liban sud, « les conditions ne sont pas faciles, il fait froid ». Mais M. Rabin n'éprouve « aucune pitié pour eux ». Il pense « aux orphelins de Nissim Tzoref », le garde-frontière, « massacré », dans la nuit de dimanche à lundi, par ses ravisseurs islamistes. Et il avertit : « A chaque attaque, Israël répondra sept fois

plus fort. » Voilà pour ceux qui, en Israël et à l'étranger, se demandent si la riposte au meurtre barbare du garde-frontière n'a pas été quelque peu disproportionnée.

La volonté réaffirmée de « chercher la paix », de « rêver la paix » s'est fondue dans la rhétorique guerrière, la vulgate du vieux soldat, le clin d'œil politicien à l'opposition. « La main que nous tendons vers ceux qui veulent la paix est la même qui appuiera sur la gâchette contre les meurtriers », faute de dire que l'auteur de cette image, mis en cause par le dépôt d'une motion de censure, a aisément survécu au vote parlementaire. Une partie de la droite religieuse – le PNR, – qui rêve de le rejoindre au pouvoir, s'est abstenue.

Militaire dans l'âme

M. Rabin – ce n'est pas nouveau – est, au sein de la gauche, ce qu'on appelle un « faucon ». Ses actes désarçonnent souvent les plus illustres de ses camarades travaillistes et déçoivent ses alliés plus radicaux. Ce n'est évidemment pas un hasard si un homme comme M. Shimon Peres, ministre des affaires étrangères, se tient coi depuis le début de cette crise et se refuse tout autant à critiquer qu'à justifier. « Je n'étais pas là, je ne peux pas changer ce qui a été fait, je ne veux pas en parler », a déclaré, à la radio, le vieux rival, avec l'air de dire : « Vous m'avez préféré Rabin ? Maintenant, débrouillez-vous ! »

répondit-elle, c'est à Nazareth que la venue du Messie fut « annoncée » par l'archange Gabriel et qu'à la Sainte Famille. Et c'est ici, qu'après la naissance divine à Bethléem, puis la fuite en Égypte, celui qui deviendrait le Christ allait vivre son enfance et son adolescence.

Victime d'injustices

Les chrétiens, qu'on appelait d'ailleurs autrefois les « Nazaréens », ont même construit par la suite une église près de l'endroit où il vécut avec Marie sa mère. L'église fut détruite, reconstruite, redétruite, rebâtie plusieurs fois jusqu'à l'édifice qui enveloppe aujourd'hui la crypte et les ruines de ce qu'on croit être la maison de la Sainte Vierge. Elevée en 1962, la basilique de l'Annonciation est certes d'une lourdeur et d'une laideur à pleurer, mais l'édifice qui surplombe les jolis toits de tuiles rouges de la cité est irremplaçable. Et puis, le sanctuaire n'est-il pas, comme disent les guides touristiques, « l'un des sites les plus chers au cœur des chrétiens » ?

Voire, « C'est vrai que deux cent mille pèlerins passent ici chaque année, reconnaît Taoufik Ziyad, mais ils ne restent pas. Ils vont dormir et manger plus haut, à Tibériade ». Ou alors ils redescendent au sud, à Jérusalem, où le Christ est mort, et à Bethléem où il naquit. C'est d'autant plus « injuste », aux yeux du brave maire, que le Saint Sépulchre comme la prophétie de Matthieu sont le patrimoine commun de tous les Israéliens. L'annexion de Jérusalem est par l'Etat juif en 1967 n'a jamais été internationalement reconnue et Bethléem se situe bel et bien dans les territoires occupés, revendiqués par les Palestiniens.

Pourquoi les autorités et les compagnies israéliennes de tourisme assurent-elles avec un enthousiasme sonnant et trébuchant la promotion de sites qui ne leur appartiennent pas ? Pourquoi ignorent-elles une ville authentiquement chrétienne comme Nazareth – laquelle, c'est vrai, ne compte plus qu'une minorité de paroissiens (35 %) ? C'est le mystère, ou plutôt le problème auquel Taoufik Ziyad a résolu de s'attaquer. On peut avoir été formé à Moscou au début des années 60 et ne rien ignorer de la science du marketing.

Pour attirer les touristes dans sa ville, totalement dépourvue d'industrie, à un urgent besoin, le « calife rouge », comme on l'appelle parfois, a décidé de se lancer, comme on dit, dans l'animation culturelle. Il rêve d'un musée, d'un vrai théâtre, d'une vraie bibliothèque. Il veut « valoriser » le passé de la cité, augmenter le nombre de lits touristiques – moins de 500 à présent, – construire des hôtels.

Bien sûr, les localités arabes d'Israël sont bien placées pour

savoir que l'argent public de l'Etat juif s'investit extrêmement rarement chez elles. « A taille égale, affirme notre homme entre deux volutes de cigarette, le financement public de notre budget municipal est inférieur des deux tiers à celui consenti aux localités juives. Vous remarquerez en outre qu'aucune ville ou village arabe du pays ne bénéficie du statut de « zone de développement prioritaire » accordé à beaucoup de cités juives. »

Alors, pour forcer la main des autorités, Taoufik Ziyad, veste de tweed et cravate rouge, a exposé publiquement son projet : une grandiose célébration du « deuxième millénaire de la conception de Jésus-Christ ». Il veut inviter les maires des « quinze ou seize villes du monde dénommées Nazareth », comme nous. Il jure que « des millions de pèlerins » viendront à la fête, dévaliser les boutiques de breloques religieuses qui se bousculent rue Paul-VI et remplir les vingt églises de la ville. Nazareth, en ce sens, « retrouverait ainsi le statut de principale cité sainte de la chrétienté en Israël ».

Il reste sept ans pour mettre le show du siècle en place. Mais, déjà, Taoufik Ziyad a contacté les ministères concernés, constitué une société holding qui aura la haute main sur tout ce que le projet suppose d'investissements, et il envisage de se rendre en personne au Vatican pour « vendre » son idée au Pape. On imagine la rencontre entre le grand pontife polonais et le petit Arabe communiste et nouveau qui prêche aux destinées de « la cité du Christ ».

Mais il faudra d'abord vaincre les réticences des hiérarchies religieuses du crû. Un moine en robe de bure, questionné par nous sur le parvis de la « basilique de l'Annonciation » a carrément éclaté de rire à l'évocation des rêves du « calife rouge ». « Il faudra quand même que quelqu'un dise au maître qu'il a vu des plus récentes découvertes Jésus avait déjà cinq ou six ans en l'an 01. » Il ne manquait plus que les Saintes Ecritures se liguent contre Nazareth...

PATRICE CLAUDE

IRAN : première reconnaissance officielle de l'existence d'un membre de la communauté bahá'í. Un responsable iranien a reconnu, mardi 22 décembre, pour la première fois, l'existence, au mois de mars dernier, d'un membre de la communauté bahá'í. Dans un entretien accordé au quotidien Keyhan, le procureur de la révolution de Téhéran, l'hodjatolislam Raissi, a dénoncé l'allusion faite par l'émisaire de l'ONU pour les droits de l'homme en Iran, dans son dernier rapport sur l'exécution d'un bahá'í, M. Bahman Samandari. « Il s'agit, a-t-il indiqué, de l'exécution d'un espion stoniste appartenant à des services d'espionnage occidentaux ». – (AFP)

Les songes du « Calife rouge » de Nazareth

Suite de la première page

D'innombrables fois, Taoufik Ziyad avait pris sa plus belle plume de poète pour demander secours aux plus hautes autorités. Il avait écrit et déclamé à la tribune des députés, à Jérusalem, de copieuses et magnifiques diatribes contre l'indifférence et la discrimination dont ses administrés faisaient l'objet. Rien ne venait jamais, pas la plus petite subvention ne lui était accordée.

C'était un peu comme si Nazareth était frappée depuis toujours d'une sorte de malediction. D'ailleurs il n'y avait qu'à voir son histoire, à cette petite ville de pierre. Détruite au premier siècle par les Romains, réduite en cendres six cents ans plus tard par les envahisseurs arabes, conquise par les croisés, occupée par les Turcs et les Allemands de la première grande guerre, enlevée aux Anglais par l'armée d'Israël en 1948, « la gardienne », « en-Nazra » en arabe, « Nazrath » en hébreu, n'avait jamais subi que des avanies.

Aujourd'hui, principale ville arabe dans un Etat juif qui comence tout juste à réfléchir sur les moyens de mettre un terme aux injustices dont sont victimes les huit cent mille Palestiniens ayant accepté, il y a un demi-siècle, le passage forcé de la mémoire à sept branches, Nazareth, avec ses soixante mille habitants, est l'une des localités les plus misérables d'Israël. Quarante-cinq ans après son passage de « terre sainte » en « terre promise », la ville termine tout juste ces jours-ci un réseau d'égouts à peu près moderne.

C'est en réfléchissant à tout cela qu'un jour, dans l'esprit combatif du camarade Taoufik Ziyad, naquit une idée qu'il jugea sur-le-champ proprement géniale. Mais enfin, se dit-il, « ici, c'est la ville de Jésus, pas celle de Marx ! » N'est-ce point ici que « le Nazareth » fut conçu ? Peut-être ses connaissances on la matière, Taoufik alla s'enquérir de la justesse de ses thèses auprès de sa femme, communiste comme lui, mais chrétienne de naissance. Oui,

IRAK : après les attentats contre les camions d'aide alimentaire

L'ONU décide de déployer des gardes dans le Kurdistan

« Profondément inquiet en raison d'une multiplication récente d'incidents » dans le Kurdistan irakien, le secrétaire général des Nations unies a décidé de renforcer la protection des convois humanitaires vers le nord du pays en déployant des gardes de l'ONU dans deux postes de contrôle – Falidar et Khazr, – a annoncé, lundi 21 décembre, son porte-parole. M. Boutros Boutros-Ghali a demandé à Bagdad de « coopérer pleinement » à cet effort.

« L'accord conclu, le 22 octobre, entre l'Irak et les Nations unies sur le programme humanitaire de ces dernières est une aberration et constitue une réhabilitation du régime irakien », nous avait déclaré M. Jawhar Namiq, président du Parlement kurde, la semaine dernière, lors d'un séjour à Paris. C'est, en particulier, une faute énorme que d'avoir confié à ce gouvernement la distribution de l'aide et la liberté de fixer le taux de change du dollar. Qui plus est, l'accord, qui prévoit une aide humanitaire globale de 200 millions de dollars, dont près de la moitié pour le Kurdistan, n'est valable que jusqu'au 31 mars, date au-delà de

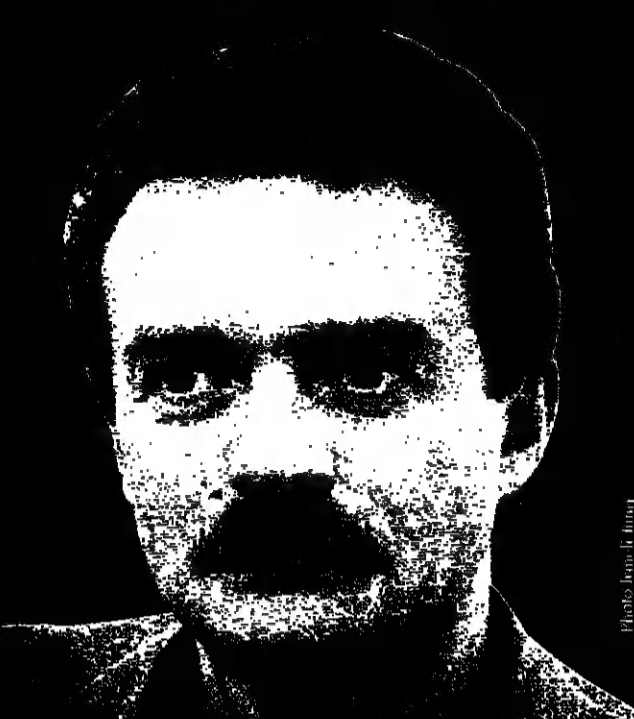
laquelle toutes les sommes non utilisées reviendront au Trésor irakien.

Or, les quelque 3,5 millions de Kurdes irakiens, dont l'assistance humanitaire « ne couvrait que 20 % des besoins », manquent dramatiquement de produits alimentaires et de combustible. Il faut donc que l'aide « soit confiée non pas au régime irakien mais à l'ONU, et qu'elle parvienne par n'importe quelle voie, aérienne ou terrestre » mais surtout qu'on ne laisse pas la population démunie alors que l'hiver, très rude a déjà commencé et que le Kurdistan est soumis à un double embargo : celui imposé par l'ONU à l'Irak et celui du gouvernement de Bagdad.

M. Namiq vient de faire une tournée dans plusieurs capitales européennes, à l'invitation de leurs Parlements respectifs. A Paris, il a pu s'entretenir avec le ministre de la santé et de l'action humanitaire, M. Bernard Kouchner, ainsi qu'avec le ministre délégué auprès du ministre des affaires étrangères, M. Georges Kiejman, et le président de l'Assemblée nationale, M. Henri Emmanuelli. Il a aussi rencontré M. Danielle Mitterrand en sa qualité de présidente de la Fondation Franco-Liberté. Il s'est enfin rendu au Parlement européen de Strasbourg.

MOUNA NAÏM

EDWY PLENEL



LA PART D'OMBRE

Rarement avaient été si bien tenus ensemble le souci du réel et l'urgence d'une déontologie.

Jean-Claude Guillebaud - Le Monde

Un grand livre, qui fait honneur à notre profession.

Bernard Langlois - Politis

L'un des plus brillants livres jalons de cette fin de règne.

Alain-Gérard Slama - Le Figaro

Le reporter se révèle ici un écrivain sensible, dans des pages pétillantes d'intelligence et de vrai talent.

Pierre Assouline - Lire

Une sainte colère... Plenel est l'un des informateurs les plus sérieux de ce temps.

Françoise Giroud - Le Journal du Dimanche

Les décus et les dessous du social-mitterrandisme... La part d'ombre, une vraie sanguine.

Dominique Durand - Le Canard enchaîné

Ce livre se dévore comme un polar et est écrit d'une plume superbe.

Dominique de Monvalon - L'Express

Livre attachant, profondément humain et vrai, implacable aussi... A lire d'urgence, absolument.

Maurice T. Maschino - La Quinzaine littéraire

Stock

AMÉRIQUES

BRÉSIL : après que le président a récusé ses deux avocats

Le vote définitif du Sénat sur la destitution de M. Fernando Collor est repoussé de quelques jours

Moins de vingt-quatre heures avant la date prévue pour son jugement définitif par le Sénat, le président Fernando Collor de Mello a provoqué un nouveau coup de théâtre en récusant, lundi 21 décembre, ses deux avocats. Cette décision oblige le président du Tribunal suprême, M. Sydney Sanches, à désigner un avocat commis d'office et à reporter le procès. Selon les premières informations données par M. Sanches, la date retenue pourrait être celle du 29 décembre.

RIO-DE-JANEIRO

de notre correspondant

Dans un manifeste à la nation qu'il a diffusé à cette occasion, M. Collor a expliqué son geste en affirmant que « les conditions minimales pour un jugement impartial

n'étaient pas réunies », et en soulignant qu'il lui revenait « de protéger la fonction présidentielle ». Il a aussi rendu un hommage appuyé à ses défenseurs, M. José Guilherme Villela et Evaristo de Moraes Filho, démontrant ainsi sa seule volonté de ralentir la procédure. Son porte-parole, M. Etevaldo Dias, a pour sa part expliqué que le président, écarté de ses fonctions pour 180 jours le 29 septembre dernier, entendait « lutter jusqu'à la fin pour se faire reconnaître le droit de se défendre ».

Dramatique et vanderlillesque

Ce nouveau rebondissement de la crise brésilienne intervient au moment où un sondage, effectué par la firme Gallup, montre que 87 % de la population souhaite la condamnation de M. Collor, un taux qui dépasse même 90 % dans les principales villes du pays. Le premier discours du président en exercice, M. Itamar Franco, initia-

lement prévu pour le 23 décembre, a d'autre part été ajourné sine die. M. Franco a confirmé qu'il ne s'adresserait pas au pays avant l'annonce du verdict des sénateurs.

Dans ce contexte difficile, l'un des personnages centraux du réseau de corruption, l'ancien trésorier de la campagne électorale de M. Collor, l'entrepreneur Paulo Cesar Farias, a quitté le Brésil dimanche. Son voyage, celui de sa femme et de ses deux enfants, a été autorisé par la police fédérale, et sans doute par d'autres autorités, malgré les multiples enquêtes dont il fait l'objet. Officiellement, son absence prévue jusqu'au 24 janvier prochain est justifiée par des raisons de santé, plus précisément des problèmes respiratoires. Il se trouve actuellement en Espagne, à Barcelone, et devrait se rendre ensuite aux États-Unis.

Ce départ a simplement fait l'objet d'une série de commentaires ironiques : « J'ose espérer qu'il ne se rend pas en Suisse » a plaisanté

le ministre de la justice brésilien, M. Mauricio Correa. Le célèbre présentateur de la chaîne de télévision SBT, M. Boris Casoy, s'est pour sa part lamenté « de l'importance des brèches de la législation de notre pays qui sont de la taille du stade du Maracanã [le plus grand du monde, à Rio-de-Janeiro] », et a ironisé sur « les problèmes de roulement de M. Paulo Cesar Farias qui provient au moins d'un excellent sommeil ».

Malgré le caractère tour à tour dramatique et vanderlillesque de la procédure de destitution déclenchée à l'encontre du président Collor, son issue à plus ou moins long terme ne fait pratiquement plus aucun doute, pas plus que les limites de la « croisade » contre la corruption. La grande incertitude des milieux politiques, économiques et financiers concerne en revanche toujours le futur programme de gouvernement de M. Itamar Franco.

DENIS HAUTIN-GUIRAUT

Le beau-frère d'un ancien président mexicain déclaré complice du meurtre d'un agent américain. — Le beau-frère d'un ancien président mexicain, M. Ruben Zuno Arce, a été reconnu coupable, lundi 21 décembre à Los Angeles (Californie), de complicité dans le meurtre d'un agent américain de la lutte antidrogue. M. Zuno, âgé de soixante-quatre ans, est le beau-frère de l'ancien président Luis Echeverría. Il encourt une peine de prison à vie. Le verdict doit être prononcé le 8 février prochain. Il était l'un des coaccusés du docteur Humberto Alvarez-Machain, médecin enlevé au Mexique par les services américains et acquitté la semaine dernière par un juge fédéral de Los Angeles pour manque de preuves. Les deux hommes avaient été accusés d'avoir participé au meurtre, en 1985 au Mexique, d'un agent de l'Agence américaine de lutte contre la drogue (DEA), M. Enrique Camarena. — (AFP)

ÉTATS-UNIS : nouvelles nominations de M. Clinton

M. Richard Riley à l'éducation et M^{me} Hazel O'Leary à l'énergie

Le président élu Bill Clinton a annoncé lundi 21 décembre à Little Rock la nomination de M. Richard Riley au poste de secrétaire à l'éducation et de M^{me} Hazel O'Leary à celui de secrétaire à l'énergie. Ancien gouverneur de Caroline du Sud, âgé de cinquante-neuf ans, M. Riley est un proche de M. Clinton et un ferme partisan d'une rénovation du système éducatif.

Au cours de ses deux mandats à la tête de la Caroline du Sud, de 1979 à 1987, cet avocat de formation s'était consacré tout particulièrement aux questions d'éducation et à la protection de l'environnement en s'attaquant notamment au problème des déchets nucléaires. Au sein du Parti démocrate,

M. Riley a été, comme M. Clinton, l'un des fondateurs du Conseil des dirigeants démocrates dont l'objectif était de redonner vie au parti après la défaite écrasante subie par M. Walter Mondale face à M. Ronald Reagan lors de l'élection présidentielle de 1984. Il a aussi joué un rôle actif au sein de l'Association nationale des gouverneurs, en particulier dans les domaines de l'éducation et de l'environnement.

M^{me} Hazel O'Leary, qui sera secrétaire à l'énergie, est vice-présidente d'une compagnie d'électricité et spécialiste du problème de traitement des déchets. Agée de cinquante-cinq ans, cette avocate n'est pas connue du public dirige actuellement Northern States

Power, qui fournit en électricité les États du Wisconsin, du Minnesota et les deux Dakotas. Durant le mandat de Jimmy Carter, M^{me} O'Leary était membre d'un conseil chargé de la réglementation économique au sein du ministère de l'énergie. Puis elle a travaillé comme consultante pour des entreprises du secteur de l'énergie.

En tant que vice-présidente de Northern States Power, M^{me} O'Leary a également été consultée en 1990 pour l'élaboration de la loi américaine sur la pollution. Elle est considérée comme une spécialiste du traitement des déchets et a fait de Northern States Power l'une des firmes américaines les plus avancées dans ce domaine. — (AFP)

AFRIQUE

SOMALIE

M. Boutros-Ghali estime qu'un « départ prématuré » des troupes américaines serait une « tragédie »

Dans un rapport, qui devait être officiellement publié mardi 22 décembre, à New York, le secrétaire général de l'ONU, M. Boutros-Ghali, a estimé que les États-Unis ont contre tout « départ prématuré » de leurs troupes actuellement présentes en Somalie. Un retrait trop hâtif des Américains, qui dirigent la force multinationale dans ce pays, serait une « tragédie », risquant de « replonger la Somalie dans l'anarchie et la famine, et détruire les progrès politiques fragiles de ces dernières semaines », souligne M. Boutros-Ghali.

Reconnaissant des « différences d'approche » entre le secrétariat de l'ONU et le gouvernement américain — qui souhaiterait que les Nations unies prennent totalement la relève en Somalie, « le plus tôt possible » — le secrétaire général prône un nouveau concept, celui de « l'imposition de la paix », avec des règles d'engagement différentes pour l'ONU.

« Sans vouloir, un seul instant, suggérer que la force multinationale reste en Somalie jusqu'au moment où le processus politique aura atteint ses objectifs, je pense

Une réunion à Addis-Abeba

Selon lui, la « réunion informelle » entre factions somaliennes, qu'il préside, le 4 janvier à Addis-Abeba (Éthiopie), aura une « importance particulière » à cet égard.

Sur le terrain, l'opération « Rendre l'espoir » se poursuit sans trop d'entraves : après Mogadiscio, Baidoa, Berbera et Kismayo, c'est la petite ville de Huddur, située non loin de la frontière éthiopienne, qui devrait recevoir la visite des troupes étrangères. Un convoi d'aide humanitaire, escorté par quelque cinq cents soldats français et une compagnie de « marines », y sont attendus le vendredi 23 décembre. — (AFP, Reuters)

COMORES : le genre du chef de l'État battu aux élections législatives. — Le genre du président Saïd Mohamed Djohar, l'ancien ministre de l'économie et des finances, M. Mohamed Saïd Abdallah M'Changama, a été battu lors du second tour des élections législatives partielles, organisé dimanche 20 décembre, à Moroni, par le candidat du Parti comorien pour la démocratie et le progrès (PCDP), M. Elbak. L'autre surprise a été créée par un militant du Mouvement pour la démocratie et le progrès (MPD), M. Cheikh Ali Bazar Kassim, qui a devancé M. Mouhammad Abdallah, dirigeant charismatique du parti Uwezo. — (AFP)

MALAWI : plus de deux cents manifestants arrêtés. — Plus de deux cents personnes ont été arrêtées, dimanche 20 décembre, alors qu'elles manifestaient dans les rues de Blantyre pour protester contre la récente condamnation à deux ans de prison du syndicaliste Chakufwa Chihana. Selon les opposants de l'Alliance pour la démocratie (AFORD), la plupart des personnes interpellées ont été relâchées quelques heures plus tard, une cinquantaine d'entre elles restant détenues — dont M. Harry Chiume, porte-parole de l'AFORD, et son épouse. — (AFP)

A TRAVERS LE MONDE

AFGHANISTAN

Le Grand Conseil

se réunit à Kaboul

sous les obus

Le Grand Conseil de mille cinq cents députés nationaux (choura), convoqué à Kaboul pour organiser la succession du président inéminent, M. Burhanuddin Rabbani, a tenu sa première session lundi 21 décembre. Comme il était réuni, plusieurs obus sont tombés sur le bazar, faisant douze morts. L'origine des tirs n'était pas évidente. Selon certaines sources, ils ont été effectués par des soldats du ministre de la défense Ahmed Shah Massoud, en vue de reconquérir le Bala-Hissar, la forteresse qui domine l'est de la capitale, et que les miliciens ouzbeks ex-communistes du général Dostom avaient capturée une semaine plus tôt. Pour d'autres, les obus sont partis de positions tenues par le chef intégriste, M. Gulbuddin Hekmatyar.

M. Rabbani espère que la choura lui accordera un nouveau mandat, pour dix-huit mois. Ses adversaires l'accusent d'avoir fait désigner des députés qui lui sont favorables. Les autres candidats déclarés sont M. Yunus Khalis, chef de la dissidence du Hazb-i-Islami, et Pir Sayyad Gailani, leader royaliste. Une transaction pourrait se faire sur le nom de M. Nabi Mohammadi, un chef religieux traditionneliste. — (AFP, AP, UPI)

INDE

Echec

d'une motion de censure des hindouistes

Le gouvernement indien a sié-ment passé l'épreuve d'une motion de censure déposée par le parti hindouiste BJP, le lundi 21 décembre. Outre le soutien de ce parti, le Congrès, le premier ministre, M. Narasimha Rao, a obtenu celui des communistes, des régionalistes et des indépendants. Le Janata Dal (centriste) de l'ex-chef du gouvernement, M. V.P. Singh, s'est abstenu.

Ce vote illustre une nouvelle polarisation de la vie publique du pays : toutes ses forces se sont unies, au nom de la légitimité constitutionnelle, contre le confessionalisme du BJP, après la destruction,

le 6 décembre, de la mosquée d'Ayodhya et les émeutes provoquées par cet acte d'hindouistes fanatiques, qui ont officiellement fait 1 119 morts. Ce débat marquait aussi le retour du BJP au Parlement, qu'il boycottait depuis deux semaines, pour protester contre l'arrestation de son leader, M. L.K. Advani.

M. Rao a, lors du débat, confirmé sa promesse de reconstruire la mosquée. Il a aussi annoncé qu'il n'interdirait pas les réunions du parti hindouiste. Peu avant, il avait libéré un chef modéré du BJP, M. A.B. Vajpayee, interpellé lors d'une manifestation à Delhi. M. Vajpayee, soixante-six ans, ex-ministre des affaires étrangères, est le dernier grand leader des hindouistes demeuré en liberté.

RUSSIE

Démission de l'administrateur de l'ingouchie

Le général Rouslan Auchav, qui avait été nommé début novembre administrateur de la République russe d'Ingouchie, dans le Caucase du Nord a présenté sa démission le week-end dernier. Le général, un ancien officier soviétique d'origine ingouchie qui a servi en Afghanistan, a accusé l'administration provisoire russe créée dans la zone du conflit de n'avoir « rien entrepris, depuis le début de l'état d'urgence, pour la libération des otages et pour le retour des ingouches qui vivaient dans la région de Prigorodny ». Il a également accusé l'administration provisoire de ne pas « désarmer les bandes illégales osètes ».

De nombreux ingouches ont été chassés de la région osète de Prigorodny, limitrophe de l'Ingouchie, lors des violents combats entre les deux communautés qui ont fait plus de 300 morts depuis leur déclenchement, fin octobre. Le président russe Boris Eltsine avait déclaré début novembre l'état d'urgence et mis en place une administration provisoire en Ingouchie et Ossète du Nord. L'état d'urgence a été prolongé jusqu'au 2 février. — (AFP)

TADJIKISTAN

Les forces procommunistes poursuivent leur avance

Les forces gouvernementales procommunistes gagnent du terrain au Tadjikistan : après avoir chassé les islamodémocrates de la capitale, Douchanbé, il y a dix jours, elles les ont délogés ce week-end de Kafirnikhon, plus à l'est, et ont lancé parallèlement une offensive à la frontière avec l'Afghanistan. Les combattants qui avaient défendu la capitale puis Kafirnikhon sont maintenant regroupés plus à l'est, dans les contreforts du Pamir, où les forces gouvernementales s'apprêtent à lancer une offensive. Les troupes procommunistes, qui étaient entrées vendredi 18 décembre dans Kafirnikhon à l'issue de violents combats qui avaient fait cent cinquante morts en deux jours, ont dû faire face, tout le week-end autour de cette ville, à des combats d'arrière-garde des forces islamodémocrates, avant de prendre dimanche soir le contrôle de la ville.

Après avoir reconquis la capitale et sa région, les forces gouvernementales s'attaquent également maintenant à la région de la frontière avec l'Afghanistan, où sont réfugiés des dizaines de milliers de personnes fuyant l'avancée des communistes. Les troupes procommunistes ont ainsi lancé une offensive appuyée par des blindés vers la ville frontalière de Parikhar-Piandj, où se sont réfugiés des milliers de partisans des islamodémocrates. — (AFP)

ZAÏRE

Des soldats ont pillé la ville de Kisangani

La ville de Kisangani, déjà touchée par les pillages à la fin 1991, a été le théâtre de nouvelles émeutes, dimanche 20 et lundi 21 décembre. Selon des habitants de l'ex-Stanleyville, située à 1 200 km au nord-est de Kinshasa, des soldats de la 41^e brigade, jugeant leur solde insuffisante, ont entrepris une révolte systématique contre la ville et pris en otage le gouverneur de la région. Cette « gigantesque mutinerie », selon les termes d'un officier en poste à Kinshasa, a conduit les rares entreprises encore sur place à affréter un avion pour évacuer leurs employés expatriés. Ces émeutes auraient fait plusieurs morts, a-t-on indiqué, de bonne source. — (AFP, Reuters)

DIPLOMATIE

A partir de février

La présidence danoise de la CEE accordera la priorité à l'élargissement

La Communauté européenne va amorcer au mois de février le processus de son élargissement aux pays de l'Association européenne de libre-échange (AELE), en commençant des négociations avec l'Autriche, la Suède et la Finlande. Une réunion entre les ministres des affaires étrangères de la CEE et des représentants des gouvernements de ces trois pays, marquera symboliquement et formellement, le début de ces discussions, les 1^{er} et 2^e février, a annoncé lundi à Bruxelles le ministre danois des affaires étrangères Uffe Ellemann-Jensen.

La Commission européenne s'est en outre engagée à rendre son avis sur la candidature de la Norvège au mois de mars. Ce pays devrait rapidement rejoindre le premier peloton des pays de l'AELE en passe d'intégrer la CEE.

Le Danemark, qui assurera la présidence de la Communauté pen-

dant le premier semestre de 1993, a également inscrit la lutte contre le chômage parmi ses priorités, a indiqué M. Ellemann-Jensen. Une « politique de croissance » devra être lancée durant la présidence danoise, a-t-il déclaré. Il a encore cité la politique d'environnement et la conclusion d'un accord « rapide et équilibré » au GATT parmi les priorités.

Dans le domaine extérieur, le Danemark considère que la question de l'ex-Yougoslavie devra figurer « en tête de chaque ordre du jour » des réunions de coopération politique des Douze.

Enfin, le ministre danois a souligné une plus grande transparence des affaires communautaires. Dans cette optique, la première réunion des ministres des affaires étrangères sous présidence danoise, le 1^{er} février, sera télévisée. — (AFP, Reuters)

En visite officielle au Togo

M. Charles Pasqua exprime son « admiration » pour le général Eyadéma

M. Charles Pasqua a exprimé, lundi 21 décembre, à l'issue d'une visite de deux jours au Togo, son « admiration » et sa « considération » pour le président Gnassingbé Eyadéma, « un homme de caractère » avec qui il entretient « depuis longtemps des relations amicales ». Le sénateur RPR, qui conduisait une délégation du conseil général des Hauts-de-Seine, qu'il préside, a été chaleureusement accueilli, dimanche, dans la ville de Pè, dont est originaire le chef de l'État.

« Si les élections [législatives] en France sont remportées par l'opposition et que nous soyons au gouvernement à partir du mois de mars, ne doutez pas que nous apporterons au

Togo toute l'aide et l'assistance nécessaires », a précisé M. Pasqua. La France a suspendu, fin octobre, sa coopération militaire avec le Togo, une semaine après la prise en otage de quarante membres du Parlement par des militaires. Les propos de M. Pasqua ont suscité de vives réactions parmi les opposants au président Eyadéma, certains jugeant « inopportune » la visite du responsable français, dont les déclarations ont « choqué la population ». M. Pasqua, qui a quitté Lomé, lundi, est arrivé à Brazzaville (Congo) en fin d'après-midi, après une courte escale à Libreville (Gabon). — (AFP)

La spectaculaire odyssee d'un transfuge cubain

Conversations téléphoniques codées, vol clandestin au-dessus de Cuba et atterrissage surprise sous le nez d'un camionneur sidéré : la spectaculaire opération menée par un transfuge cubain pour récupérer sa famille a tout pour plaire à un producteur d'Hollywood.

Avant de faire défection en mars 1991 à bord d'un Mig-23, M. Orestes Lorenzo, alors commandant dans l'armée de l'air cubaine, avait promis à sa femme de tout faire pour que leur famille soit un jour réunie. Il a tenu sa promesse samedi 18 décembre.

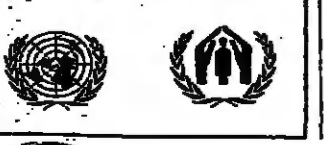
A bord d'un bimoteur Casas prêt par une riche Américaine d'origine cubaine, M. Lorenzo a décollé de la pointe sud de la Floride, franchi le bras de mer entre les États-Unis et Cuba, en volant à très basse altitude et atterri sur une route où attendaient sa femme et ses deux enfants. Il a pu ensuite regagner avec eux les États-Unis. — (AFP)

LES RÉFUGIÉS ?

Ils ont dû tout abandonner. Ne les abandonnons pas. Pour en savoir plus :

3615 HCR

Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés HCR
Trois petites lettres contre de grands maux.



L'examen de diverses mesures d'ordre social

Les députés limitent la liberté des entreprises en matière de licenciement

Lors de l'examen en nouvelle lecture, dans la nuit du 21 au 22 décembre, du projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (DMOS), les députés ont adopté un amendement prévoyant l'annulation de toute procédure de licenciement économique qui ne s'accompagnerait pas de mesures de reclassement de salariés. Approuvé par le gouvernement, cet amendement a conduit les communistes à voter avec les socialistes en faveur de l'ensemble du projet, que l'opposition a rejeté.

Bloc contre bloc. Un instant, cette fin de législature a exhalé les parfums des vieux combats du début des années 80. Est-ce le procès de la conversion des socialistes au credo libéral que M^{me} Martine Aubry a instruit lorsqu'elle s'est subitement exclamée : « On nous «hassine» depuis quinze ans avec les rigidités. Nous avons eu beau supprimer celles que dénonçaient les entreprises, les créations d'emplois promises n'ont pas eu lieu. Les vraies rigidités sont celles qui empêchent les salariés d'évoluer dans leur entreprise ». Le fait est que le ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle n'a pas craint de «gauchir» son langage pour exprimer haut et fort son désappointement d'assister ces derniers temps à «des plans de licenciements économiques massifs» qui sont «loin d'être toujours accompagnés des garanties indispensables aux salariés». Cette nouvelle tonalité du discours officiel sur la dégradation du marché de l'emploi a été interprétée par M. Jean-Yves Charnat (RPR, Vienne) comme un «concubinage intellectuel entre le gouvernement et le Parti communiste».

Tout avait pourtant commencé par un malentendu. Lors de l'exa-

men en première lecture du projet, dans la nuit du 4 au 5 décembre, une erreur apparente de procédure conduisait en effet l'Assemblée à entériner un amendement communiste déclarant «nulle et de nul effet» toute procédure de licenciement qui ne serait pas accompagnée d'un plan de reclassement des salariés présenté par l'employeur aux syndicats (le Monde daté 6-7 décembre). Comme il était prévisible, le Sénat supprimait aussitôt cet amendement. La surprise est en revanche venue de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales de l'Assemblée, où les socialistes sont majoritaires, qui décidait, au cours du dernier week-end, de reprendre à son compte l'amendement du PC, ce qui donnait une indication assez claire de l'humeur belliqueuse de certains députés du PS sur ce sujet.

Présomption d'«archaïsme»

Climat préélectoral ou raisonnement plus profond ? Il était en tout cas évident que la présomption d'«archaïsme» avait perdu de son pouvoir d'inhibition. Le gouvernement l'a bien senti qu'il n'a pas cherché à faire obstruction. L'amendement finalement adopté, fruit d'un compromis entre M^{me} Aubry et le groupe socialiste, dispose que «la procédure de licenciement est nulle et de nul effet tant qu'un plan visant au reclassement de salariés s'intègre dans le plan social et n'est pas présenté par l'employeur aux représentants du personnel qui doivent être réunis, informés et consultés». M. André Lajoie, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, s'est félicité d'une telle mesure, même s'il aurait souhaité davantage de «clarifications», tandis que M. Jacques Toubon (RPR, Paris) a vu «le retour à l'autorisation administrative préalable de licenciement».

L'autre sujet brûlant de ce nouvel examen du projet DMOS

devait être le sort des personnes âgées dépendantes. Mais la controverse a tourné court puisque M. Alfred Recours (PS, Eure), rapporteur au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, a finalement décidé de retirer les amendements de la commission visant à réintroduire dans le projet DMOS les dispositions créant une «allocation dépendance». Celles-ci étaient déjà présentes dans le projet de loi sur le fonds de solidarité-vieillesse, adopté en première lecture à l'Assemblée mais non inscrit à l'ordre du jour de l'actuelle session extraordinaire. C'est précisément parce qu'ils craignaient l'enlèvement de ce dossier que les députés socialistes avaient pris l'initiative de le «raccorder» à la dernière minute au texte DMOS. Hostile à ce procédé, M. René Toulade, ministre des affaires sociales et de l'intégration, s'est en revanche solennellement engagé à ce que la discussion sur le projet relatif au fonds de solidarité vieillesse «aite à son terme d'ici à la fin de la présente législature».

Les députés de la commission des affaires sociales ont bien voulu s'en convaincre. Après avoir rétabli l'essentiel du projet dans la version issue de la première lecture à l'Assemblée, notamment en matière de déphasage de l'auto-avortement, de délit d'«entrave à l'IVG» et de retransmission des compétences de sport mécanique, les députés ont adopté deux nouvelles mesures d'importance. La première, à l'initiative de M. Toubon, précise qu'«après information et conseil des femmes enceintes, est proposée lors des examens prénatals un dépistage de l'infection par le virus de l'immunodéficience humaine». La seconde améliore le statut des photographes de presse (le Monde daté 20-21 décembre) qui pourront désormais bénéficier de la convention collective des journalistes.

FREDERIC BOBIN

Adoptant un amendement du gouvernement

Le Sénat étend aux infirmiers libéraux la maîtrise de la dépense médicale

Au cours de leur séance du 21 décembre, les sénateurs ont adopté définitivement, en première lecture, le projet de loi relatif à la carte du combattant. Ils ont ensuite approuvé définitivement les conclusions de la commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à la transfusion sanguine.

Les sénateurs ont examiné également le projet de loi relatif à la maîtrise des dépenses de santé. Ils ont prorogé jusqu'au 30 juin 1993 la convention nationale des médecins qui vient à expiration le 31 décembre 1992. Ils ont ensuite

modifié et adopté, après les interventions de MM. Jean-Pierre Fourcade (RI, Hauts-de-Seine) et Charles Descours (RPR, Isère), un amendement présenté par M. René Toulade, au nom du gouvernement, tendant aux infirmiers libéraux le principe de la maîtrise concertée de la dépense médicale. Ce texte reprend pour l'essentiel une disposition proposée par les députés socialistes en première lecture et adoptée en juin dernier, mais qui avait été supprimée en seconde lecture à l'Assemblée nationale au début du mois de décembre.

L'amendement stipule «qu'une partie de la dépense des régimes d'assurance maladie» est prise en charge par les infirmiers en cas de dépassement d'un seuil d'activité, conformément à un objectif provisionnel d'évolution des dépenses en soins infirmiers. Le dispositif proposé par cet amendement, qui entrera en vigueur au 1^{er} janvier 1994, a été adopté par les socialistes et une partie du RDE. Le PC a voté contre et la droite s'est abstenue. Sur l'ensemble du projet, le PC a voté contre, le PS s'est abstenue et la droite a voté pour.

SERIES 3 NE COUTE QUE 2490 F. ET SI VOUS AVEZ UNE VIEILLE CALCULATRICE, VOUS POUVEZ L'AVOIR POUR 1690 F*.

C'est le moment de faire évoluer votre calculatrice.

Regardez bien Series 3. C'est l'agenda électronique le plus puissant du monde. Mais aussi le plus simple. Il s'utilise intuitivement, sans lire le manuel. Sa mémoire peut s'augmenter jusqu'à des millions de caractères et son procédé multi-tâches vous évite de perdre du temps pour passer d'une fonction à une autre. Il est léger et son design élégant permet de le loger dans une poche de veste ou dans un sac à main. Son écran reste lisible, même dans des circonstances difficiles. Le tout est livré avec des logiciels simples d'emploi : une gestion multi-fichiers, un vrai traitement de texte, un agenda pratique, une formidable calculatrice... Pour n'en citer que quelques-uns. Car vous pouvez ajouter

Tableur, Gestion de comptes bancaires, Traducteur multilingues, Echecs, Finance...

Table personnelle, calendrier, simple et rapide, puissant aussi.

Un ordinateur de poche comprenant un agenda...

Un gestionnaire de fichiers rapide, simple et adaptable.

Un traitement de texte pour vos notes et rapports.

Un traitement de texte pour vos notes et rapports.

Un traitement de texte pour vos notes et rapports.

Un traitement de texte pour vos notes et rapports.

Un traitement de texte pour vos notes et rapports.

Un traitement de texte pour vos notes et rapports.

Tableur, Gestion de comptes bancaires, Traducteur multilingues, Echecs, Finance...

Table personnelle, calendrier, simple et rapide, puissant aussi.

Un gestionnaire de fichiers rapide, simple et adaptable.

Un traitement de texte pour vos notes et rapports.

Un traitement de texte pour vos notes et rapports.

Un traitement de texte pour vos notes et rapports.

Un traitement de texte pour vos notes et rapports.

Un traitement de texte pour vos notes et rapports.

Un traitement de texte pour vos notes et rapports.

Le soupçon de l'autorisation administrative

par Alain Lebaube

PAR un amendement adopté en deuxième lecture par l'Assemblée nationale, lundi 21 décembre, dans le cadre fourre-tout des DMOS (diverses mesures d'ordre social), M^{me} Martine Aubry, ministre du travail, a tenté de se sortir d'un double piège. Mais on peut se demander si elle y est parvenue. M. Jacques Toubon (RPR) stigmatisait aussitôt, après le vote par les députés socialistes et communistes, ce «véritable retour à l'autorisation administrative préalable de licenciement»...

D'abord, le ministre devait revenir sur un cafouillage dû à son collègue des affaires sociales, M. René Toulade, qui avait accepté le 5 décembre un amendement du PCF selon lequel tout licenciement économique serait désormais annulé en l'absence d'un reclassement. Ensuite, il lui fallait, face à l'inquiétante croissance des sup-

pressions d'emploi, trouver une parade suffisamment dissuasive pour empêcher le développement des «mauvais plans sociaux», et aux seuls.

La porte était forcément étroite, puisqu'il s'agissait de viser les 5 % à 10 % d'entreprises qui, d'après le ministre, livrent leurs efforts à des mesures de préretraites, au mieux à une convention de conversion, et, le plus souvent, à une prime de départ négociée.

Par un chemin détourné, il a fallu commencer par définir ce qui n'avait jamais été fait, à savoir le contenu d'un bon plan social. Lequel doit comprendre, outre les ingrédients habituels, «des mesures tendant à faciliter le reclassement» telles que, par exemple, des actions de reclassement interne ou externe à l'entreprise, des créations d'activités nouvelles, des mesures de réduction ou d'aménagement de la

durée du travail, etc. Faute de ces éléments, l'inspecteur du travail — auquel le document est remis en même temps qu'aux représentants du comité d'entreprise, dans la procédure normale, — pourra d'ailleurs constater s'il est en présence ou non d'un plan social. Et, s'il considère que le dossier est incomplet, il demandera, dans un délai de huit jours, que la démarche soit reprise à son début.

On voit bien quelles sont les motivations qui ont dicté ce renforcement du contrôle. M^{me} Aubry peut en outre prétendre que son texte s'inspire directement des rubriques de l'accord interprofessionnel signé en 1988 par les partenaires sociaux. Mais, dans le climat actuel, le soupçon de l'autorisation administrative de licenciement plane à nouveau sur les relations sociales. Malgré les précautions prises.

An conseil régional de Franche-Comté

La droite fait des économies

BESANCON

de notre correspondant

Le conseil régional de Franche-Comté a adopté son budget pour 1993, vendredi 18 décembre, au terme de deux journées de débats émaillées d'incidents. Les socialistes, les écologistes et le Front national s'étaient déclarés insatisfaits des propositions de l'exécutif et inquiets de l'augmentation annoncée de 32 % de la fiscalité directe. Mais à l'évidence le président, M. Pierre Chantelat (UDF-PR), était soucieux de «se réconcilier» avec le monde économique et, plus encore sans doute, avec M. Jean Michel, président de la chambre régionale de commerce et d'industrie, élu en mars sur une liste indépendante après avoir été évincé de la liste UDF-RPR. Le président du conseil régional a ainsi imposé des coupes budgétaires souvent contraires aux vœux des commissions et dont l'assemblée a découvert, dossier par dossier, qu'elles étaient pratiquement la copie conforme de la liste arrêtée par M. Michel.

Les élus du Front national puis ceux du groupe socialiste et démocrate ayant quitté la salle, il ne restait au moment du vote que les vingt-deux conseillers de droite et cinq écologistes. Ce vote a consacré, par vingt et une voix contre cinq et une abstention, une limitation des dépenses à 1,8 million de francs, soit une progression de seulement 2,85 % par rapport au budget primitif de 1992. Le recours à l'emprunt, qui avait été inscrit pour 235 millions de francs au budget primitif de 1992, est ramené à 151 millions de francs.

CLAUDE FABERT

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

Mercredi 23 décembre, Super Cagnotte de 40 millions.
Samedi 26 décembre, Super Cagnotte de 60 millions.

-Si je gagne, je pars au soleil.

LOH

* Somme à partager entre les gagnants du 1^{er} rang du 2^e tirage.

LA FRANÇAISE DES JEUX

POLITIQUE

L'affaire du sang contaminé

La commission d'instruction de la Haute Cour commencera ses travaux dans quelques jours

La commission d'instruction de la Haute Cour de justice présidée par M. Louis Gondre, conseiller à la chambre criminelle de la Cour de cassation, devrait se réunir prochainement pour commencer l'étude des dossiers des trois anciens ministres socialistes accusés de non-assistance à personnes en danger dans l'affaire du sang contaminé. Cette réunion ne pourra cependant avoir lieu avant la nomination du successeur du procureur général de la Cour de cassation Pierre Bazile, décédé le 9 décembre.

Dans quelques jours, les cinq magistrats composant la commission d'instruction de la Haute Cour de justice découvriront les fastes du château de Versailles. Ainsi le veut l'usage, sinon la tradition. Accompagnés du greffier en chef de la Cour de cassation, les cinq juges appelés à instruire les dossiers de M. Laurent Fabius, M^{me} Georgina Dufoix et M. Edmond Hervé, accusés de non-assistance à personnes en danger dans l'affaire du sang contaminé, prendront possession de leurs nouveaux bureaux dans l'aile du Congrès.

Le décorum et la noblesse du lieu pourraient surprendre les républicains. Mais la Haute Cour de justice, dont l'ordonnance du 2 janvier 1959 décrit la composition et le fonctionnement, ne dispose d'aucun lieu particulier pour se réunir et ne saurait entretenir la confusion avec la justice ordinaire. Pour la première fois sous la V^e République, à l'occasion de l'affaire du Carrefour du développement, les juges avaient trouvé refuge dans le cadre grandiose du château.

De la fin de l'année 1987 à 1989, les détournements d'argent public reprochés à M. Christian Nucci, ancien ministre socialiste de la coopération, avaient ainsi été évoqués sous des lambris prestigieux, et chaque procès-verbal couché sur papier à entête portant la mention : « *Haute Cour de justice, commission d'instruction, château de Versailles* ». La commission s'était alors réunie tous les jeudis et vendredis pour instruire à charge et à décharge, entendant de

nombreux témoins à l'abri des indiscrets.

On ne sait encore quel rythme de travail sera adopté par les cinq juges désignés par le bureau de la Cour de cassation, mais le président de la commission d'instruction, M. Louis Gondre, soixante-six ans, bénéficie à l'évidence, par rapport à ses collègues, d'une solide expérience puisqu'il fut membre de la commission qui eut à instruire le dossier de M. Nucci. Ce conseiller à la chambre criminelle, réputé pour son professionnalisme, a une longue pratique de l'instruction et des affaires financières. Il eut notamment la charge d'instruire dans les années 70 le scandale sur les vins dénombrés par les autonomistes corsés lors de l'occupation de la cave de M. Depeille à Aleria. Devenu par la suite président de la 11^e chambre correctionnelle à Paris, il jugea l'affaire dite des « *starrtrons* », les infractions à la législation sur les changes volants avec une étonnante vente d'armes au profit de la Libye.

« Sans délai »

Parmi les quatre autres juges, seul M. Jean Simon, soixante-quatre ans, conseiller à la chambre criminelle, a déjà connu, mais de loin, les usages de la commission d'instruction, dans la mesure où il fut juge suppléant en 1987. Pour MM. Robert Fabre et Gérard Guilloux, tous deux âgés de soixante et un ans et aussi conseillers à la chambre criminelle, la découverte sera totale. Autant le premier de ces magistrats ne semble guère disposé aux éclats, autant le second, qui fut notamment procureur général à Bastia, a souvent affirmé son goût pour les déclarations fracassantes et une répression marquée. Au poste d'avocat général à Paris en 1986, il réclama ainsi contre deux malheureux la réclusion criminelle à perpétuité, sans être du reste suivi par le jury, après avoir lancé : « *Ces gens-là, je ne crains pas de dire, sont des fauves et ne doivent être tués qu'au feu, à la charrue* ». M. Pierre Derouze, soixante-cinq ans, est pour sa part le seul des cinq juges à être conseiller à la 2^e chambre civile.

Dans l'immédiat, conformément à l'article 21 de l'ordonnance de 1959, il appartient à M. René Monory, président du Sénat, de

communiquer « sans délai » au procureur général de la Cour de cassation, qui fait fonction de procureur général de la Haute Cour de justice, la résolution de mise en accusation votée par les deux Assemblées. Le décès du procureur général Pierre Bazile, le 9 décembre, empêche momentanément cette transmission, mais l'on estime que le nouveau procureur général pourrait être nommé dès mercredi en conseil des ministres.

Le haut magistrat républicain, une fois saisi, a l'obligation de notifier la mise en accusation au président Louis Gondre « dans les vingt-quatre heures ». La commission d'instruction peut dès lors se mettre au travail. Elle en a même l'impérieux devoir. L'article 23 de l'ordonnance de 1959 prévoit que la commission « est convoquée sans délai sur l'ordre du président » et que ce dernier peut, jusque-là, « accomplir tous les actes d'instruction utiles à la manifestation de la vérité, et peut décerner mandat contre les accusés ».

La simple lecture de cette ordonnance montre à l'évidence que, si les règles du code de procédure pénale doivent présider à l'instruction, quelques-unes, et non des moindres, en sont exceptées. Ainsi, « les actes de la commission d'instruction ne sont susceptibles d'aucun recours » et la « constitution de partie civile n'est pas recevable ».

En revanche, la commission travaille sous l'autorité de son président à la manière d'une chambre de conseil qui instruit le dossier d'un délit. Dans l'instruction du dossier de M. Nucci, la commission avait entendu collégialement les témoins principaux et l'ancien ministre, assisté de ses avocats. Au terme de leur enquête, l'un des cinq juges avait rédigé un rapport de synthèse afin de faciliter la discussion entre ses collègues.

Si jamais la commission découvre, en cours d'instruction, des faits ne « relevant pas des dispositions de la loi pénale énoncées dans la résolution de mise en accusation », elle devrait alors communiquer son dossier au procureur général, à charge pour lui de le transmettre au président de l'Assemblée nationale ou du Sénat. L'ordonnance de 1959 précise : « *Si les deux Assemblées n'ont pas adopté dans les dix jours suivant la communication du procureur général une motion tendant la mise en accusation, la commission reprend l'information sur les derniers erre-*

ments de la procédure. » Dans le cas présent, les juges commenceront ainsi à instruire en se fondant sur le chef d'accusation de non-assistance à personnes en danger, délit pour lequel on encourt, lorsqu'il est constitué, de trois mois à cinq ans de prison et/ou de 360 francs à 20 000 francs d'amende. Maîtres de leur instruction, les cinq magistrats le sont, bien sûr, tout autant de sa conclusion. Ils peuvent, en fonction des résultats de leurs recherches, prononcer un, deux ou trois non-lieux, ou décider de renvoyer les anciens ministres devant les vingt-quatre juges titulaires, leurs pairs.

Le dernier alinéa de l'article 26 de l'ordonnance de 1959 résume en quelques mots neutres ce qui constituerait un événement unique sous la V^e République : « *Lorsque la procédure lui paraît complète la commission ordonne, s'il y a lieu, le renvoi devant la Haute Cour.* »

LAURENT GRELSAMER

► Lire aussi les articles d'Alain Touraine et de Gérard Miller, page 2, et le témoignage du docteur Christian Hervé, page 14.

M. Chirac : les socialistes « ne se sont pas grandis »

GRENOBLE

de notre correspondant

M. Jacques Chirac, président du RPR, qui effectuait un voyage de deux jours dans l'Isère, à l'invitation du maire de Grenoble, M. Alain Carignon (RPR), s'est exprimé lundi 21 décembre devant 2 500 militants et sympathisants de son parti sur l'affaire du sang contaminé. Selon lui les socialistes, et au premier chef les responsables politiques concernés par ce drame, « ne se sont pas grandis en multipliant les volte-face, là où l'exigence de justice et la volonté de voir écarter la vérité auraient dû, seules, inspirer leurs actes ».

« Un État impuissant »

« Dans ce drame il n'y avait qu'une seule voie possible : découvrir la vérité pour que plus jamais une telle monstruosité ne soit possible ». « Je regrette profondément, a-t-il dit, cette succession d'atermoiements qui retardera gra-

vement cette découverte ». L'ancien premier ministre a d'autre part porté un jugement sévère sur la politique menée depuis douze ans par le chef de l'État.

« Il est devenu difficile, pour nos compatriotes, de garder modèles et références. Des métiers de vocation déconsidérés et sous-payés, au regard de tous les autres métiers beaucoup moins nécessaires à la vie de la cité, où l'argent coule à flot. Une certaine dérive mercantile de la médecine, naguère au-dessus de tout soupçon, même si les médecins dans leur immense majorité sont remarquables de dévouement. Un État impuissant.

« Il n'est pas étonnant que se soient approfondies au cours des derniers mois non seulement une crise politique, mais aussi civique. La tentation est grande pour nos concitoyens de vouloir tirer individuellement leur épingle du jeu, faute de se sentir membres d'une même collectivité qui construirait solidement son destin. »

C. F.

Les suites de l'affaire Mérioux

Deux sénateurs proposent de sanctionner les « dépositions sciemment inexactes » devant les commissions d'enquête

MM. Etienne Dailly et François Lesein, sénateurs du groupe RDE, ont déposé le 20 décembre une proposition de loi en vue de « réprimer les dépositions sciemment inexactes effectuées sous serment par les témoins entendus par les commissions d'enquête parlementaires ». Ce dépôt intervient quelques jours après la décision du bureau du Sénat de ne pas engager de poursuites à l'encontre de M. Alain Mérioux, PDG de l'Institut Mérioux (le Monde du 18 décembre).

M. Claude Estier, président du groupe socialistes, avait estimé en effet que M. Mérioux s'était rendu coupable de faux témoignage devant la commission d'enquête sur le sys-

tème transfusionnel français. L'industriel lyonnais, par ailleurs président de la fédération RPR du Rhône, avait indiqué à cette occasion que sa firme n'avait jamais travaillé sur les produits antihépatophiles avant de reconnaître plus tard, dans le Monde, que son institut s'était lancé dans la production industrielle d'un des ces produits, le facteur VIII.

Au bureau du Sénat, la droite avait fait obstacle à la demande des socialistes, soutenus par MM. Dailly et Lesein, d'engager des poursuites contre l'industriel. « Si on souhaite que, lors du « précédent Mérioux », des témoins entendus par les commissions d'enquête puissent désor-

mais en toute impartialité livrer sous serment de fausses déclarations à la représentation nationale, estimons les deux sénateurs, il ne faut surtout rien changer » aux dispositions actuelles. MM. Dailly et Lesein proposent donc d'ajouter à l'ordonnance du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des Assemblées parlementaires un article qui sanctionne le fait de livrer « les informations sciemment ou incomplètes » des mêmes peines que celles prévues dans le code pénal pour les faux témoignages, à savoir la peine d'emprisonnement de six mois à trois ans et l'amende de 5 000 à 15 000 francs.

Les « fonds secrets » du législatif

Suite de la première page

En vertu de ce texte, les crédits dont elles ont besoin sont fixés par une commission composée des députés de chacune des Assemblées et présidée par un président de chambre à la Cour des comptes, désigné par le premier président de celle-ci; deux membres de cette même Cour assistent la commission, avec voix délibérative. Ces crédits sont automatiquement inscrits dans le budget de l'État, le ministère des finances n'ayant aucune possibilité de discuter leur bien-fondé et aucun organe non parlementaire n'en vérifiant la bonne utilisation.

Le seul contrôle émane, dans chaque Chambre, d'une commission élue à la proportionnelle des groupes « chargée de vérifier et d'appurer les comptes », pour reprendre la formule du règlement de l'Assemblée nationale comme de celui du Sénat. En fait, tout se passe dans la plus

extrême discrétion, chacun s'efforçant de jeter un voile pudique sur ce que coûte le fonctionnement du Parlement. Le seul document public est un « rapport » budgétaire, fort éloquent. Pour 1993 il indique que l'Assemblée pourra dépenser, cette année-là, 2 355 628 000 F, et le Sénat 1 383 798 000 F, la première somme étant en augmentation de 4,71 %, la seconde de 4,9 % sur 1992. Cette discrétion traditionnelle explique la difficulté à déceler tous les tenants et aboutissants de l'affaire.

C'est ce budget versé automatiquement par l'État qui permet, notamment, de payer les indemnités des parlementaires, les salaires des agents, mais aussi les retraites des uns et des autres, les cotisations prélevées sur leur traitement ne couvrant que de 10 % à 14 % des sommes nécessaires aux versements des pensions. Certes, il existe depuis toujours des « caisses de pensions » (une résolution a même été votée en ce sens en 1904 par la Chambre des députés), mais si celles du Sénat ont une apparence d'existence juridique, avec des organes de gestion, celles de l'Assemblée ne sont qu'une fiction. En tout état de cause, elles n'ont plus de raison d'être depuis qu'existe un système national de retraite, et de toute façon elles n'ont à verser ni des retraites complémentaires ni des retraites par capitalisation, mais simplement à distribuer les pensions dues aux retraités et à leurs ayants droit, grâce aux cotisations des actifs et aux compléments indispensables de l'employeur, en l'occurrence l'État.

Des économies bien placées

Pourtant, les fonctionnaires gérant les finances des deux Chambres, qui, théoriquement, agissent sous le contrôle des questeurs (trois sénateurs et trois députés chargés de la bonne marche administrative et financière de leur Chambre), ont jugé

bon de constituer des « réserves » sous prétexte de garantir le versement de ces retraites, avec le plein accord de M. Laurent Fabius, alors président de l'Assemblée nationale, 500 millions ont été reversés à l'État en 1991. Mais cela s'est fait dans la plus extrême discrétion, puisque cette somme a été mêlée à d'autres dans le ligne budgétaire des « recettes non fiscales de l'État ».

Ce camouflage n'a pas empêché M. Alain Carignon, député PR du Val-de-Marne, membre de la commission de contrôle, d'être alerté et de demander des éclaircissements. Faute de les obtenir, il a écrit à toutes les autorités du Palais-Bourbon. Déjà prévenu par les questeurs, M. Henri Emmanuelli, nouveau président de l'Assemblée, a été bien décidé à mettre fin à cette situation.

Se souvenant qu'il avait été secrétaire d'État au budget, il ne comprenait pas que l'État se serve la ceinture et qu'une partie de ses crédits permettent au Parlement de se constituer des réserves sur une base légale pour le moins sujette à caution.

Il a donc pris contact avec les présidents des groupes parlementaires, ne voulant pas prendre seul une décision qui engage d'autant plus l'Assemblée tout entière qu'il s'agit de mettre fin à une pratique ancienne, qui a survécu à toutes les alternances. Les représentants du RPR, de l'UDF et de l'UDC ont simplement souhaité que tout cela soit réglé lors d'une réunion du bureau de l'Assemblée sous « la haute direction » d'un quelconque des questeurs. Ensuite, accord a été donné pour un reversement immédiat de 2 milliards à l'État, un au titre de 1992, un autre au titre de 1993, la majorité issue des élections de mars prochain pouvant continuer ce rem-

boursement. A la demande expresse de M. Pierre Mazeaud, député RPR de Haute-Savoie, il a été convenu que cela ne se ferait plus d'une manière discrète, mais à travers une ligne clairement identifiée d'un collectif budgétaire.

Cette décision n'est pas du goût d'une partie du personnel de l'Assemblée. Les contestataires - une protestation a été signée par la plupart des organisations syndicales - font valoir qu'il s'agit d'une atteinte au principe de l'autonomie financière du Parlement, celui-ci n'ayant pas à aider l'État à boucler ses fins de mois. Il est vrai que le ministère du budget, qui, depuis plusieurs années, fait chasser à tous les plans d'argent camouflés dans des organismes dépendant plus ou moins de l'administration, ne peut être ravi de ce « cadeau » inespéré. Les hauts fonctionnaires de l'Assemblée et du Sénat estiment que, pour ne pas dépendre de l'extérieur, le législatif doit éviter d'être contraint de lui demander les crédits nécessaires à son fonctionnement. C'est oublier que justement l'ordonnance de 1958 prévoit que l'État ne peut refuser les sommes que lui demandent, tous les ans, le Sénat et l'Assemblée.

Le Sénat garde son magot

Cette obligation de versement est valable pour les retraites comme pour le reste. Seulement, les fonctionnaires parlementaires savent que, nettement mieux payés que leurs homologues de l'administration classique, ils ont des retraites elles aussi supérieures, et que les députés comme les sénateurs profitent aussi d'un régime de retraite très avantageux, dont la seule justification est le caractère aléatoire de leur mandat. Ils redoutent donc que, dans quelques années, lorsqu'il est envisageable que le système classique des retraites explose sous le poids du nombre des ayants droit, il ne leur soit demandé un sacrifice important. Disposer d'une « réserve » permettrait de faire face, en meilleure position, à cet aléa redouté.

Au non du respect de l'autonomie financière, quelques hauts fonctionnaires du Palais-Bourbon ont donc jugé utile d'alerter les

« politiques » contre ce qu'ils ressentent comme un mauvais coup. Mais ils l'ont fait en court-circuitant leur hiérarchie et en ne donnant pas d'informations à tous les membres du bureau. Cet incident a été d'autant plus mal vécu qu'il intervient dans un climat gravement perturbé par l'approche des élections. Si la plupart des fonctionnaires de l'Assemblée oublient dans leur travail leurs options politiques, il en est, à droite et à gauche, qui s'efforcent de profiter du passage de leurs amis au pouvoir. Certains donc, qui s'estiment « brimés » depuis 1981, attendent mars prochain avec impatience.

Cette situation a conduit M. Emmanuelli à réunir, jeudi 17 décembre, les directeurs des services pour les rappeler aux devoirs de leurs charges. Devant la contestation qui s'est fait jour, y compris au cours de cette réunion, le président de l'Assemblée nationale a fini par demander à ces interlocuteurs « de ne pas se comporter en propriétaires d'une entreprise dont les députés ne seraient que des intérimaires ».

L'Assemblée nationale ayant décidé de brancher dans le vif, il reste à savoir ce que va faire le Sénat. M. René Monory a trouvé ce dossier, parmi beaucoup d'autres, en s'installant dans le fauteuil de M. Alain Poirer. Il doit batailler pour que les questeurs ne continuent pas à gérer le Palais du Luxembourg dans la plus totale discrétion, y compris vis-à-vis de leurs collègues. Il a ainsi réussi à obtenir qu'ils s'expliquent, au cours de cette session, devant le bureau qui a, d'après le règlement, « autorité » sur les services.

A mi-mot, on affirme que le « matelas » des caisses de pensions n'est que de 4 milliards de francs, même si ailleurs on évoque un chiffre variant de 9 à 12 milliards. En tout état de cause, le Sénat, pour l'instant, n'a pas, contrairement à l'Assemblée, l'intention de reverser au budget de l'État une partie du trop-perçu. Il a toujours su, notamment à travers de nombreuses acquisitions immobilières, faire fructifier son patrimoine. Aujourd'hui, il continue.

THIERRY BRÉHER

le journal mensuel de documentation politique

après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

L'ÉDUCATION ARTISTIQUE

Envoyer 80 F (timbre à 2,50 F au chèque) à APRÈS-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolot, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 150 F pour l'abonnement annuel (60 % d'économie, qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro)

Le rapport du préfet Broussard sur la lutte contre le trafic et l'usage de stupéfiants

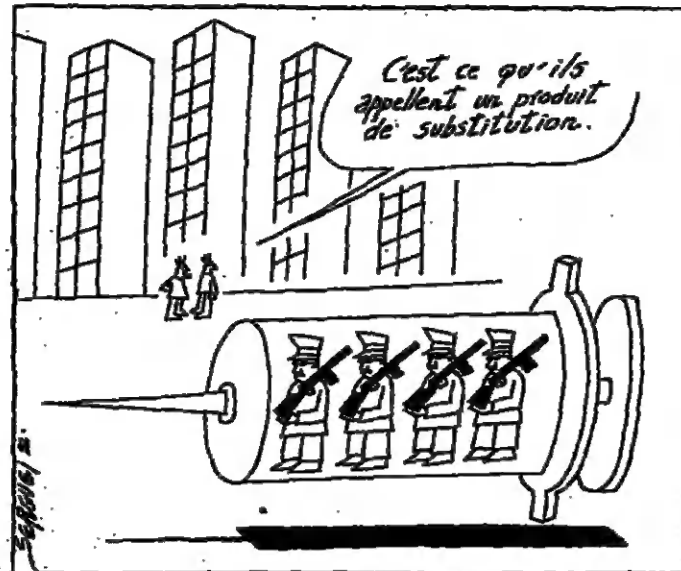
Le ministre de l'intérieur déclare une « guerre de harcèlement » contre la drogue

Le préfet Robert Broussard, placé à la tête de la Mission de lutte anti-drogue (MILAD) de la police nationale, a remis au ministre de l'intérieur, M. Paul Quilès, un plan visant à renforcer la lutte contre le trafic et l'usage de stupéfiants. Commentant les grandes lignes de ce rapport, lundi 21 décembre, le ministre a lancé « une véritable guerre à la drogue », qui devient la « priorité » de son action ministérielle. MM. Quilès et Broussard se sont notamment opposés à toute perspective de légalisation de la consommation des stupéfiants.

Faut-il légaliser l'usage de drogues pour mieux contrôler leur consommation et leur trafic? Doit-on développer la distribution d'un produit de substitution - la méthadone - aux toxicomanes, comme le suggère (le Monde du 4 novembre) M. Bernard Kouchner, ministre de la santé et de l'action humanitaire?

A ces questions qui intéressent tout autant les services chargés de la santé publique, le ministre de l'intérieur entend apporter des réponses précises. Il a engagé la police à appliquer sans faille le plan à dominante nettement répressive proposé par le préfet Broussard. « La France n'a qu'une seule attitude face à ce fléau mondial qu'est la drogue: la fermeté », a confirmé M. Quilès. « Cette fermeté s'appuie sur une loi - la loi du 31 décembre 1970 - qui n'a jamais été remise en cause et qui condamne aussi bien l'usage, la revende que le trafic, a poursuivi le ministre. Drogues dures et drogues molles, le même régime répressif s'applique. »

Il n'est donc pas question « de dépenaliser l'usage de la drogue en France. Certains pays (l'Espagne et les Pays-Bas ont été cités) en ont fait et en font la douleur de leur expérience. Une approche libérale et laxiste dans ce domaine ne donne que des résultats désastreux: le trafic augmente, le



nombre de toxicomanes s'accroît. » Le ministre de l'intérieur met en avant les divergences existant dans le milieu médical à propos de la distribution systématique de méthadone. « Il faut bien sûr aussi soigner les toxicomanes, les aider à sortir de leur dépendance, mais pas pour les faire retomber dans d'autres dépendances », ajoute-t-il, se démarquant ainsi des propositions avancées par M. Kouchner.

Priorité au volet répressif

« Pour ce qui me concerne, je n'ai pas d'état d'âme », assure le ministre de l'intérieur. « J'ai fait de la lutte contre la drogue ma priorité. » Aussi le préfet Broussard a-t-il pu poser en « préalables » certains « grands principes » de la stratégie policière. « La distribution des seringues pour limiter la propagation du sida doit s'effectuer dans des conditions extrêmement rigoureuses de flexibilité, de circonstances et de modalités », a-t-il insisté, ajoutant qu'« une véritable politique de

prise en charge des toxicomanes doit être en priorité dirigée vers ceux qui veulent s'en sortir. »

Certaines des analyses du préfet Broussard ne manquent pas de provoquer des grincements du côté des services spécialisés dans la prise en charge des toxicomanes. N'a-t-il pas proposé d'« augmenter et de répartir différemment, en raison de la priorité accordée à la lutte contre le trafic, les crédits de la DGLDT [Délegation générale à la lutte contre la drogue et la toxicomanie] »? Non sans ajouter que « le trop grand nombre et la diversité d'organismes, publics, associatifs ou privés, traitant de la toxicomanie appellent un recentrage autour de l'autorité fédérative du préfet », dans chaque département. S'agissant de la police nationale, le plan proposé par M. Broussard donne priorité au volet répressif, en clarifiant le « dialogue entre prévention

et répression ». Un message limpide est adressé aux services policiers: « La répression doit s'appliquer aux trafiquants et aux revendeurs, même usagers (...). L'usager-délinquant est d'abord délinquant et ensuite usager. L'usager-revendeur est d'abord revendeur, ensuite usager. » Sans doute le volet préventif n'est-il pas oublié, mais il devra être réorienté vers le « public le plus en danger, les adolescents ». Mais l'ossature du plan Broussard est constituée de mesures répressives, comme en témoignent les principales mesures retenues par le ministre de l'intérieur.

Chargés de mener une « guerre de harcèlement » visant notamment à « casser » la mise en place dans certains quartiers d'un système micro-économique de type mafieux (voir d'autre part), des « brigades spécialisées anti-drogue » seront créées au sein des polices urbaines. Transformée en « priorité absolue », la lutte contre le trafic de rue se traduira par des « opérations très ciblées, très offensives », en coopération avec les flottes et les Renseignements généraux.

Des « bureaux de liaison anti-drogue » seront installés, dans chaque département et dans chaque région, afin de centraliser les informations et de coordonner l'action des services de police. Au niveau national, la cohérence de ce dispositif policier sera assurée par la Mission de lutte anti-drogue (MILAD), dont la responsabilité a été confiée au préfet Broussard.

Pour compléter ce plan de bataille, le ministre de l'intérieur a ordonné à chaque préfet de créer une « cellule opérationnelle anti-drogue », ouverte aux autres services de l'Etat concernés. D'autres mesures, gardées secrètes, viendront compléter le dispositif adopté sur la base du rapport Broussard: « Tout son contenu n'est pas rendu public, a commenté M. Quilès, car il serait préjudiciable à la lutte contre la drogue de révéler certains aspects internes de notre organisation. » E. in.

EN BREF

Deux personnes écrouées après la saisie de plus d'une tonne de haschisch à Toulouse. - Jean-Jacques Prugnot, directeur d'une entreprise de transport routier de Tarbes (Hautes-Pyrénées) et l'un de ses chauffeurs, Christian Mal-

avait été intercepté en Espagne avec à son bord près de 4,8 tonnes de haschisch.

Interpellations en Corse à la suite d'une opération de commando. - Huit personnes ont été interpellées, dimanche 20 décembre, à Porto-Vecchio (Corse-du-Sud), dans le cadre de l'enquête sur un attentat à l'explosif perpétré par un commando armé, le 14 décembre, contre la maison et l'atelier de MM. Jean-Pierre Rostaing et Jacques Charvet, dépanneurs en télévision et cogérants de la société Téléciel. Sur les lieux, les enquêteurs avaient relevé l'inscription « PLAN-danger-miné ». L'un des hommes interpellés serait un proche du Mouvement pour l'autodétermination (MPA).

Belgique: pas de distinction entre les drogues dures et molles. L'usage collectif de drogue est passible de 3 mois à 5 ans de prison. Les trafiquants s'exposent à une peine de 3 mois à 5 ans d'emprisonnement, de 10 à 20 ans lorsque la cession à des usagers s'est faite à une grande échelle.

La déception des associations

La Cavalcanti, intervenante en toxicomanie de l'association Espoir Goutte-d'Or s'est déclarée « déçue » par le ton des déclarations de MM. Paul Quilès et Robert Broussard, lundi 21 décembre, à Paris. « Je continue à dire qu'après le procès du sang contaminé, précisément, il existe un décalage entre l'ampleur de la réaction des politiques face au problème des hépatites et l'indifférence dans laquelle la contamination des toxicomanes les laisse. » On nage dans l'obscurantisme.

Le docteur Francis Curtet, directeur de l'association Grande Ecoute et psychiatre des hôpitaux, est pour sa part davantage inquiet de voir « la querelle qui se poursuit entre le ministère de la santé et le ministère de l'intérieur ruiner des années de coopération intelligente entre médecins et policiers en matière de toxicomanie ». « Que Quilès parle de répression, c'est son rôle. Mais je préfère que la prévention reste à la charge des soignants afin d'éviter une confusion des tâches », ajoute M. Francis Curtet.

En Europe, des législations disparates

Les législations sur la toxicomanie sont extrêmement disparates en Europe. Si tous les pays européens ont voté des textes répressifs pour lutter contre le trafic, les sanctions prévues varient beaucoup. A titre d'exemple: un trafiquant d'héroïne risque une peine maximum de dix ans de prison au Danemark, la perpétuité en Grèce ou en Irlande.

L'hétérogénéité est encore plus marquée en ce qui concerne les usagers. La France, qui ne distingue pas les drogues dures (cannabis) des drogues molles (héroïne, cocaïne, etc.), est de loin la plus répressive. La plupart des autres pays européens (Royaume-Uni, Pays-Bas, Danemark, Allemagne, Portugal, Irlande, Grèce) ne considèrent pas le consommateur comme un délinquant. Celui-ci, qu'il soit consommateur de haschisch ou de cocaïne, n'est donc pas poursuivi à partir du moment où il n'est pas pris en possession de stupéfiants.

Allemagne: pas de distinction entre les différentes drogues. Les usagers ne sont pas poursuivis. Les trafiquants risquent une peine allant de 1 à 15 ans de prison.

Belgique: pas de distinction entre les drogues dures et molles. L'usage collectif de drogue est passible de 3 mois à 5 ans de prison. Les trafiquants s'exposent à une peine de 3 mois à 5 ans d'emprisonnement, de 10 à 20 ans lorsque la cession à des usagers s'est faite à une grande échelle.

Danemark: pas de distinction entre les drogues. Pas de répression de l'usage. De 2 à 10 ans d'emprisonnement pour le trafic ou la cession de drogues aux usagers.

Espagne: distinction entre cannabis et autres dro-

gues. Traitement « volontairement incitatif » et même forcé des consommateurs. Le possesseur de stupéfiants en vue de l'usage n'est pas poursuivi. La cession de drogues dures est passible de 6 mois à 6 ans de prison, celle de drogues molles, de 6 ans à 14 ans. Le trafic de drogues dures: 10 à 17 ans de prison, de drogues molles: 14 à 23 ans.

Italie: distinction entre cannabis et autres drogues. L'usage de stupéfiants est interdit mais non réprimé. Le traitement des drogués peut être forcé. La détention de stupéfiants peut valoir de 2 à 5 ans d'emprisonnement pour les drogues dures, de 4 à 15 ans pour les drogues molles. La cession et le trafic sont passibles de 4 à plus de 20 ans d'emprisonnement dans les cas aggravés.

Pays-Bas: distinction entre le cannabis et les autres drogues. L'usage de stupéfiants n'est pas réprimé mais peut être l'objet d'un traitement forcé. La détention de stupéfiants peut valoir 2 ans d'emprisonnement. La cession de drogues dures est passible de 2 ans d'emprisonnement, de drogue dure, jusqu'à 8 ans d'emprisonnement. Les trafiquants risquent, quant à eux, jusqu'à 4 ans d'emprisonnement pour les drogues dures, jusqu'à 12 ans pour les drogues molles.

Royaume-Uni: distinction entre trois niveaux de dangerosité. Seul l'usage de l'opium est incriminé. Un traitement obligatoire peut être décidé. La possession de stupéfiants est réprimée. La cession et le trafic peuvent donner lieu à une peine allant de 5 ans à la prison à vie selon l'objet du trafic (drogues dures, molles, opium).

CADEAU: Un pack lors de l'achat d'un **MACINTOSH** (Boîte POSSO - disquettes - tapis souris)

Mac Le 4/40
+ écran Apple 12" coul. + Claris Works
Même configuration avec 14" coul.: **8423F ht**

7495F ht

Apple Computer

PLANETE CABLE, LA CHAÎNE QUI MET LES PIEDS SUR TERRE ET QUI REGARDE LE MONDE DANS LES YEUX.

PLANETE CABLE

PARTIS VOIR DU PAYS, 1992. HISTOIRE ET PASSION avec Hannelore Dusserre, 1993. PAULEMILE VICTOR, UN PEUVRE DANS LE SIECLE, De Julie et Odie, 1990. LA FAUNE IBERIQUE (L'Anglo Inconnu), 1979. HISTOIRES D'AGRICULTEURS "Le Mal du Pays", 1990. BRADLO "Les Menapitains", 1992. LE VOYAGE INFINI "L'Horloge Vivante", 1990. LES PERS DE LA VIE "Le Village du Village", 1990. LE MONDE DES CORRAI "Les Redoux Normands", 1997.

Sur le CABLE, numéro vert 05 05 20 20 • Sur CANALSATELLITE, téléphone 49 87 23 23

POINT / LE NOUVEAU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE

Renforcer
les droits
de la défense

Le Parlement a adopté, samedi 19 décembre, la version finale de la réforme du code de procédure pénale. Ce texte, rédigé pour partie par M. Michel Sapin, ministre délégué à la justice du gouvernement de M. Edith Cresson, et par M. Michel Vauzelle, actuel garde des sceaux, modifie tous les stades de la procédure, de la garde à vue à l'audience, en passant par l'inculpation, le régime des nullités et les privilèges de juridiction.

La chancellerie, qui a renoncé aux bouleversements de procédure suggérés en 1990 par la commission Justice pénale et droits

de l'homme présidée par M. Mireille Delmas-Marty, a finalement choisi de conserver l'architecture générale de la procédure pénale française tout en instillant ici et là des dispositions destinées à garantir la présomption d'innocence et les droits de la défense. Le juge d'instruction est ainsi maintenu, mais l'avocat sera désormais présent pendant la garde à vue, l'inculpation sera supprimée au profit d'un mécanisme en deux temps comprenant une « mise en cause » et une « ordonnance de présomption de charges », la mise en détention sera décidée

par une collégialité, dont le juge d'instruction sera absent, et le caractère contradictoire de l'instruction sera renforcé. L'entrée en vigueur de ce texte, qui modifie plus de cent cinquante articles du code de procédure pénale, sera étalée dans le temps. Certaines de ses dispositions sont immédiatement applicables - c'est le cas de la suppression des privilèges de juridiction, - d'autres nécessitent une phase transitoire - c'est le cas pour l'introduction de l'avocat pendant la garde à vue et de la constitution de la collégialité chargée de la mise en détention.

Des transformations plus que des bouleversements

Au terme d'un an de discussions, de rebondissements et d'hésitations, la France vient de se doter d'un nouveau code de procédure pénale. L'histoire tumultueuse de ce texte résume à elle seule les rapports difficiles qu'entretenaient les hommes politiques et la justice : réclamée avec insistance par l'opposition lors de la discussion sur la réforme du code pénal, discutée plusieurs mois durant avec les syndicats du monde judiciaire par le ministre délégué à la justice du gouvernement de M. Cresson, M. Michel Sapin, ce texte a bien failli ne jamais venir devant le Parlement.

L'annonce, au mois d'août, de l'inculpation de M. Henri Emmanuelli a finalement sauvé le projet de l'oubli : interrogé le 14 juillet au sujet de la procédure « infamante » de l'inculpation, le président de la République, M. François Mitterrand, affirmait « tenir absolument » à ce que ce texte soit adopté lors de la session par-

lementaire d'automne. Le gouvernement, qui ne souhaitait pas se lancer dans une véritable révolution procédurale, a finalement renoncé à s'inspirer des propositions avancées en 1990 par la commission Justice pénale et droits de l'homme, présidée par M. Mireille Delmas-Marty.

Instituée en 1988 par M. Pierre Arpaillange, alors garde des sceaux, cette commission avait dessiné une architecture procédurale plus conforme, selon elle, aux droits de l'homme. Dénotant le cumul, entre les mains du juge d'instruction, des fonctions d'enquête et des fonctions juridictionnelles, la commission proposait de confier l'enquête au parquet et de créer un juge des libertés chargé de contrôler les décisions touchant aux droits fondamentaux : prolongation de la garde à vue, détention provisoire, contrôle judiciaire, perquisitions (1).

Cette architecture novatrice avait

toutefois le défaut, aux yeux du gouvernement, d'imposer une réforme du statut du parquet qui a été écartée à plusieurs reprises. Lors des débats au Parlement, M. Vauzelle s'est d'ailleurs clairement prononcé en faveur du maintien des liens entre le parquet et le garde des sceaux. « Il appartient au ministre de veiller à la cohérence, la stabilité et la continuité de l'action publique », notait-il. Si l'on entend que le ministre exerce ses responsabilités, si l'on ne souhaite pas qu'il se retire dans le confort de l'abstentionnisme, les professionnels exerçant les pleins pouvoirs, on le mettra en mesure de donner aux parquets des instructions à caractère général mais aussi des instructions particulières qui peuvent être des instructions de poursuite ou de non-poursuite ».

Malgré l'assistance de MM. Michel Pezet (PS) et Jacques Toubon (RPR), l'Assemblée nationale a donc renoncé à ce que les instructions du ministre

soient motivées et versées au dossier, pour se contenter d'imposer des instructions écrites qui ne bouleverseront pas les relations entre la Place Vendôme et les parquets.

Le gouvernement ayant choisi de ne pas modifier le statut du parquet, il devenait impossible de se lancer dans la « réforme judiciaire » proposée par la commission Delmas-Marty. Après maintes discussions, M. Sapin avait donc choisi de s'inspirer de la réforme fondée sur la collégialité lancée en 1985 par M. Robert Badinter.

Peser sur le fonctionnement
de la machine judiciaire

Son texte était cependant nettement plus ambitieux que celui de 1985 : il ne se contentait pas de réformer l'instruction mais il modifiait l'ensemble de la procédure pénale, de la garde à vue à l'inculpation, en passant par le régime des nullités, les privilèges de juridictions

et les conditions de la mise en détention. Au mois de septembre, l'actuel garde des sceaux, M. Vauzelle, accablait l'ampleur de la réforme en introduisant une série de dispositions sur le respect de la présomption d'innocence et de nouvelles règles de conduite pour l'audience de jugement. Les débats au Parlement ont complété cet édifice en autorisant la présence de l'avocat lors de la garde à vue et en introduisant deux échelons dans le collège chargé de la mise en détention.

La réforme touche même aux procédures postérieures à la condamnation puisque le nouveau texte confie au juge de l'application des peines les dossiers de libération conditionnelle non plus seulement des condamnés à plus de trois ans mais de ceux condamnés à plus de cinq ans.

En renforçant les droits de la défense et en accentuant le caractère contradictoire de la procédure, MM. Sapin et Vauzelle espèrent

peser au fil des ans sur le fonctionnement de la machine judiciaire. Ce pari a toutefois son revers : en multipliant les garanties accordées au justiciable, il alourdit et complique une procédure d'instruction de plus en plus marginalisée. Ce texte pourrait ainsi accentuer cet abandon au profit des procédures plus rapides et moins contradictoires : en trente ans, de 1960 à 1990, la part des affaires portées à l'instruction a diminué de moitié, passant de 20 % à moins de 5 %. Le monde judiciaire observe en outre ce texte avec inquiétude : l'abandon de certaines des nouvelles dispositions suscitent une grande méfiance dans les cours et tribunaux.

Maintenant que le texte est voté, le gouvernement espère mener à bien son entrée en vigueur afin de conjurer le mauvais sort qui pèse depuis quelques années sur les réformes de l'instruction. Le texte de M. Badinter de 1985, qui nécessitait 65 créations d'emploi, avait ainsi été victime de l'alternance et celui de M. Alain Chabaudon, qui en prévoyait 150, avait été abrogé en 1989, après le retour des socialistes au pouvoir. La réforme de MM. Sapin et Vauzelle nécessite moins d'effectifs, mais, pour éviter toute mésaventure, le gouvernement a décidé de faire rapidement entrer en vigueur les dispositions les plus simples à appliquer (voir encadré). Si la droite revient au pouvoir d'ici l'été prochain, le destin de ce nouveau code n'est d'ailleurs pas scellé : les groupes UDF, UDC et RPR de l'Assemblée nationale ont voté contre, mais il sera sans doute difficile d'abroger le texte en totalité. A l'exception de M. Toubon, qui a annoncé que la loi serait « refaite », la plupart des responsables politiques de droite se sont d'ailleurs bien gardés de se prononcer avec clarté sur une éventuelle abrogation.

(1) Les deux rapports de la commission ont été publiés à la Documentation française, 29-31, quai Voltaire, 75384 Paris Cedex. La Mise en état des affaires pénales, rapport, 120 F.

Une application par étapes

Certaines des dispositions adoptées par le Parlement seront plus difficiles à appliquer que d'autres. La chancellerie, qui diffusera une circulaire détaillée au cours des semaines à venir, a donc finalement opté en faveur d'une entrée en vigueur progressive.

• Dès la promulgation de la loi, soit dans le courant du mois de janvier, la suppression des privilèges de juridiction, l'obligation d'écrire les instructions adressées au parquet et certaines dispositions sur la présomption d'innocence - notamment l'application de l'article 9 du code civil sur les atteintes à la présomption d'innocence et la réouverture des délais pour le droit de réponse, et l'action en

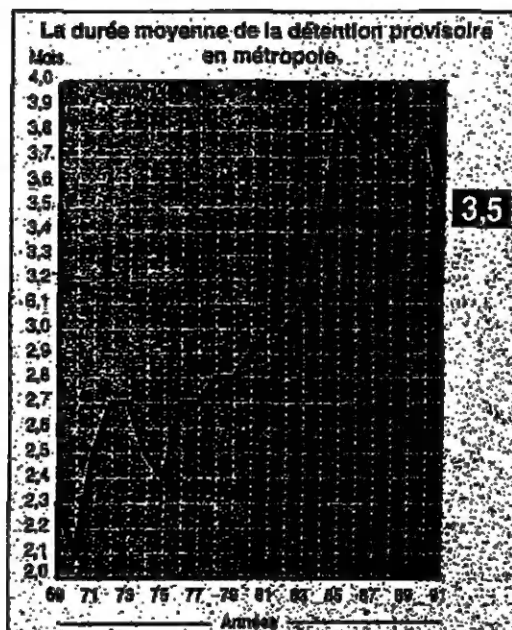
diffamation après une décision de non-lieu, de relaxe, ou d'acquiescement - entreront en vigueur. Les nouveaux droits accordés aux personnes en garde à vue seront également appliqués dès cette date.

• Le 1^{er} mars 1993, la suppression de l'inculpation, le renforcement des droits de la défense pendant l'instruction, la réforme des nullités et le travail en équipe des juges d'instruction entreront en vigueur. Les dispositions transitoires sur la garde à vue et sur la mise en détention seront également appliquées dès cette date : l'avocat pourra être introduit à la vingt-troisième heure de la garde à vue et le président du tribunal ou un magistrat délégué

sera chargé de la mise en détention.

• Le 1^{er} janvier 1994, le régime définitif de la garde à vue et de la mise en détention sera appliqué. A cette date, l'avocat sera donc autorisé à entrer en contact avec la personne gardée à vue dès le début de la mesure et la mise en détention sera confiée à un collège composé du président du tribunal et de deux échelons.

• Le 1^{er} octobre 1994, le caractère contradictoire de l'audience de jugement, qui pourra être expérimenté d'ici là si le président de l'audience la décide après accord du ministère public et des avocats des parties civiles et de la défense, entrera en vigueur.



Les principales dispositions

■ Les droits des personnes gardées à vue. - Le nouveau texte introduit la présence de l'avocat pendant la garde à vue. Du 1^{er} mars 1993 au 1^{er} janvier 1994, toute personne gardée à vue pourra demander à s'entretenir avec un avocat à partir de la vingt-troisième heure. A compter du 1^{er} janvier 1994, cet entretien pourra avoir lieu dès le début de la garde à vue. Les personnes impliquées dans des affaires de terrorisme ou de trafic de stupéfiants seront toutefois soumises à un régime spécial : la présence de l'avocat ne pourra intervenir qu'à l'issue de la première prolongation de la garde à vue, soit après quarante-huit heures de la garde à vue.

Toute personne gardée à vue sera en outre « immédiatement » informée « dans une langue qu'elle comprend » des droits qui lui sont désormais reconnus : faire prévenir sa famille par téléphone et solliciter un examen médical qui sera confié à un médecin désigné par le procureur de la République. En cas de prolongation de la garde à vue, elle pourra demander à subir un second examen médical. Le légis-

lateur a interdit le port des menottes ou des entraves, sauf si la personne interpellée est considérée comme dangereuse pour elle-même ou pour autrui ou si elle cherche à prendre la fuite.

Actuellement, les simples témoins peuvent être placés en garde à vue lors d'une enquête préliminaire. Cette possibilité sera désormais supprimée, sauf en cas de flagrance. Dans ce dernier cas, l'officier de police judiciaire informera « sans délai » le procureur de la République de cette mesure qui ne pourra excéder vingt-quatre heures. Si les « éléments recueillis sont de nature à motiver l'exercice de poursuites », l'OPJ présentera avant l'expiration des vingt-quatre heures la personne au procureur de la République, qui pourra prolonger la mesure. Il pourra cependant décider « à titre exceptionnel » de prolonger la mesure sans présentation.

■ L'inculpation remplacée par un système en deux temps. - Afin de garantir la présomption d'innocence, l'inculpation sera remplacée par une procédure dissociant

l'exercice des droits de la défense de la notification des charges. En cas d'« indices graves et concordants », la personne soupçonnée sera « mise en examen », ce qui ouvre les droits de la défense. A la fin de l'instruction, avant de transmettre le dossier au procureur de la République, le juge d'instruction donnera connaissance à la personne mise en examen des « présomptions de charges constitutives d'infraction pénale » et recueillera les observations de l'intéressé. Il rendra ensuite une « ordonnance de présomption de charges » proche de l'actuelle ordonnance de renvoi.

Afin d'éviter l'enlèvement des procédures, la personne « mise en examen » ou la partie civile pourra demander au juge d'ordonner un non-lieu ou de rendre une ordonnance de renvoi au terme de l'année suivant la notification de la mise en examen. Le juge devra alors fournir une réponse motivée dans un délai d'un mois, faute de quoi la personne examinée ou la partie civile pourra saisir la chambre d'accusation. Sur les 73 649 inculpations prononcées en 1990, 7 762, soit 11,2 %, ont finalement fait l'objet d'un non-lieu.

■ Les droits de la défense. - Les avocats de la défense et des parties civiles ont actuellement accès au dossier quarante-huit heures avant les interrogatoires par le juge d'instruction. Désormais les avocats auront un droit d'accès permanent au dossier les jours ouvrables à compter des quatre jours précédant la première comparution ou la première audition. Toute partie pourra en outre solliciter du juge d'instruction des mesures d'investigation (audition de témoins, confrontation ou transport sur les lieux) auxquelles le juge sera tenu de répondre dans un délai d'un mois par une ordonnance motivée

susceptible d'appel devant la chambre d'accusation.

■ Une mise en détention décidée collégialement. - A compter du 1^{er} janvier 1994, la détention provisoire sera prescrite ou prolongée par une « chambre » composée d'un magistrat du siège désigné par le président du tribunal de grande instance et de deux échelons. Contre l'avis du gouvernement et du Sénat, les députés ont décidé d'exclure le juge d'instruction de cette « chambre ». En attendant l'entrée en vigueur de cette mesure, du 1^{er} mars 1993 au 1^{er} janvier 1994, le président du tribunal ou le magistrat délégué par lui prescrira ou prolongera à titre transitoire la détention provisoire à la demande du juge d'instruction.

■ Le travail en équipe des juges d'instruction. - Lorsque « la gravité ou la complexité de l'affaire le justifie », le président du tribunal pourra adjoindre au juge d'instruction chargé du dossier un ou plusieurs juges d'instruction qu'il désignera. Cette décision pourra intervenir à son initiative dès l'ouverture de l'information ou à la demande du juge chargé du dossier à tout moment de la procédure.

■ La présomption d'innocence et le rôle de la presse. - M. Vauzelle a introduit en première lecture à l'Assemblée nationale une série d'amendements destinée à faire cesser les atteintes à la présomption d'innocence. Un article sur ces atteintes rédigé sur le modèle de celui qui protège depuis 1970 les atteintes à la vie privée sera introduit dans le code civil. Lorsqu'une personne sera en outre « publiquement présentée comme coupable avant toute condamnation », alors qu'elle fait l'objet d'une enquête ou d'une instruction, le juge pourra, même en référé, ordonner l'insertion d'un communiqué rectificatif. Afin de permettre à tous ceux

qui ont été « blanchis » par la justice de faire connaître les décisions qui les innocentent, M. Vauzelle a introduit en première lecture un amendement permettant aux juges, en cas de non-lieu, d'ordonner la publication dans la presse écrite ou audiovisuelle du contenu de la décision. Les délais du droit de réponse et de l'action en diffamation seront en outre réduits pour trois mois après une décision de non-lieu, une relaxe ou un acquiescement. Les entraves à l'exercice du droit de réponse, qui sont aujourd'hui de simples contraventions, seront correctionnalisées.

Pour garantir la liberté de l'information, le garde des sceaux a obtenu l'adoption d'un amendement précisant que les perquisitions dans les locaux d'une entreprise de presse ou de communication audiovisuelle ne pourront être effectuées sans un magistrat chargé de veiller à ce que les investigations conduites « ne portent pas atteinte au libre exercice de la profession de journaliste et ne constituent pas un obstacle ou un entrave à son activité ». Tout journaliste entendu comme témoin sera libre de ne pas révéler l'origine de ses sources.

■ La réforme du régime des nullités. - Afin d'éviter des annulations de procédure pour des raisons de pure forme, le texte énumère de manière limitative les dispositions protectrices des libertés individuelles dont la violation sera sanctionnée de nullité (saïssies, perquisitions, règles essentielles de la garde à vue, écoutes téléphoniques, etc.). Les avocats, qui ne peuvent aujourd'hui soulever les nullités qu'au stade de l'audience, pourront le faire au cours de l'instruction en saisissant directement la chambre d'accusation. Le texte étend enfin à l'ensemble des des-

siers la procédure qui est actuellement la règle pour les affaires criminelles : l'ordonnance de répression qui clôture l'instruction purgera de manière définitive les irrégularités.

■ La procédure « contradictoire » à l'audience de jugement. - Le garde des sceaux a introduit en première lecture à l'Assemblée une série de dispositions réorganisant les débats à l'audience de jugement sur un mode « contradictoire ». Le président sera cantonné dans son strict rôle d'arbitre tandis que les accusés, les témoins et les experts seront interrogés par le ministère public, la partie civile, les avocats de la partie civile, ceux de l'accusé et l'accusé lui-même. Les débats porteront d'abord sur les faits avant de traiter de la personnalité de l'accusé.

■ La suppression des privilèges de juridiction. - Actuellement, lorsque le nom d'un magistrat, d'un préfet, d'un maire, d'un maire adjoint ou d'un officier de police judiciaire apparaît dans une procédure, le juge d'instruction est tenu de transmettre son dossier à la chambre criminelle de la Cour de cassation, qui désigne une nouvelle juridiction d'instruction (704 requêtes en 1990). Ces « privilèges de juridiction », destinés à l'origine à protéger ces personnes d'une procédure locale qui pourrait se révéler malsaine, ont été abrogés. Les personnes « protégées » seront donc désormais soumises au droit commun de la procédure pénale.

Dossier réalisé par
ANNE CHEMIN
et FRÉDÉRIC BOBIN

LE MONDE
diplomatique

"MANIÈRE DE VOIR"
N° 16

États-Unis,
fin de siècle

100 pages - 42 francs

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Le non-lieu en faveur de M. Bernard Tapie dans le dossier Toshiba « Seule la morale de la vie des affaires a été malmenée »

Fort du non-lieu rendu le 18 décembre par le juge d'instruction parisien, M. Edith Boizette, dans l'affaire Toshiba qui l'opposait à son ancien associé, M. Georges Tranchant, député (RPR) des Hauts-de-Seine (le *Monde* du 20-21 décembre), M. Bernard Tapie revient sur la scène politique. Il devait rencontrer prochainement M. Pierre Bérégovoy pour en envisager les modalités, n'ayant pas oublié que son *arrêté au gouvernement* lorsque la justice ne s'est prononcée n'avait pas été exclu par le premier ministre quand, en mai, l'annonce de son inculpation l'avait contraint à la démission. Les attendus de l'ordonnance de non-lieu rédigée par M. Boizette restent sévères à son égard, le magistrat instructeur n'ayant guère apprécié de devoir interrompre ses investigations en raison de l'accord amiable intervenu entre M. Tapie et M. Tranchant, par lequel le premier s'est engagé à verser au second une somme de 18 millions de francs.

affirmant que son enquête avait rendu les poursuites et démontré que l'inculpation de l'ancien ministre de la ville pour complicité et abus de biens sociaux était injustifiée. Tout au contraire, une enquête complémentaire ne justifie son non-lieu que par le retrait de la plainte avec accusation du parti libéral de M. Tranchant.

Redoutable homme d'affaires et, par ailleurs, proche de M. Charles Pasqua au sein du RPR, l'ancien ministre de M. Tapie a réussi, au bout du compte, une belle opération financière. L'ancien ministre a été libéré de sa responsabilité, la loi de droit de M. Tranchant jusqu'à la fin par laquelle il a été libéré farouchement au début de leur affaire. Ce dernier, qui n'a pris une démission préliminaire que le 2 janvier, a vu le dépôt de la plainte de M. Tranchant suivi, le 8, de l'ouverture d'une information, et, latente depuis la fin 1989. A cette date, une enquête préliminaire menée par la police judiciaire révèle des faits constituant des infractions non prévues d'abus de biens sociaux et de présentation de faux bilans. Au centre du litige : une mystérieuse somme de 18 millions de francs.

Depuis 1989, M. Tranchant soutient que M. Tapie lui a versé la somme de 18 millions de francs, soit 6,5 millions. Mais ses démarches judiciaires furent vaines, donnant même lieu en 1991 à une saisie d'ordonnance de M. Tranchant jusqu'à la fin par laquelle il a été libéré farouchement au début de leur affaire. Ce dernier, qui n'a pris une démission préliminaire que le 2 janvier, a vu le dépôt de la plainte de M. Tranchant suivi, le 8, de l'ouverture d'une information, et, latente depuis la fin 1989. A cette date, une enquête préliminaire menée par la police judiciaire révèle des faits constituant des infractions non prévues d'abus de biens sociaux et de présentation de faux bilans. Au centre du litige : une mystérieuse somme de 18 millions de francs.

Le juge d'instruction s'interroge notamment sur la somme d'un million de 31 millions à propos duquel elle tend à faire expressément remarquer qu'il s'agit d'une somme pour le capital, la publicité marketing et les relations commerciales. Les énigmatiques 31 millions de francs

Le juge d'instruction s'interroge notamment sur la somme d'un million de 31 millions à propos duquel elle tend à faire expressément remarquer qu'il s'agit d'une somme pour le capital, la publicité marketing et les relations commerciales. Les énigmatiques 31 millions de francs

Attendu que l'ordre public, économique et commercial n'a pas été menacé par ce litige, où seule la morale de la vie des affaires a été malmenée et où les deux parties ont obtenu satisfaction, M. Boizette ne s'est pas vu contraint de poursuivre l'enquête. Les pages de son arrêt ne mentionnent pratiquement rien de M. Tapie sur le fond de sa vision du monde. Le juge d'instruction aurait pu se décider en

Altercation dans les tribunaux

Associée depuis 1982 dans la société Nippon Audio Video System (NAVS), qui avait fabriqué des lecteurs de cassettes, la firme japonaise Toshiba, MM. Tapie et Tranchant décident en 1985, faute de résultats probants, de céder à Toshiba leur fonds de commerce pour 1,8 million de francs. Or l'enquête de la police judiciaire révèle tardivement qu'à cette

occasion, une somme d'un million de francs a été versée à M. Tapie. M. Tranchant, actionnaire à 49,9 % de NAVS contre 50,1 % pour le Groupe Bernard Tapie, en ait été libéré. Mais encore, les 18 millions furent directement versés par la société de M. Tapie et sur instructions personnelles de ce dernier, sans passer par la comptabilité de NAVS.

Le juge d'instruction s'interroge notamment sur la somme d'un million de 31 millions à propos duquel elle tend à faire expressément remarquer qu'il s'agit d'une somme pour le capital, la publicité marketing et les relations commerciales. Les énigmatiques 31 millions de francs

Après la mort d'un jeune Marocain à Béziers

Un CRS a été inculpé de « coups et blessures volontaires »

Daniel Marty, quarante-cinq ans, le CRS qui avait tué un jeune Marocain lors de son interpellation, dimanche 20 décembre, à Béziers (le *Monde* du 22 décembre), a été inculpé, lundi soir 21 décembre, de coups et blessures volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner. Il a été libéré en liberté et placé sous contrôle de son médecin.

MONTPELLIER

de notre correspondant

La nuit du lundi 21 à mardi 22 décembre a été calme mais tendue dans une ville de 100 000 habitants sous surveillance. Des forains, installés sur les bords du canal, en plein centre, ont vu la garde près de leurs manèges. Plusieurs voitures, conduites par des personnes inconnues, ont été bloquées au carrefour de la rue de la République et de la rue de la Liberté. Les CRS ont été envoyés pour les arrêter. Les CRS ont été envoyés pour les arrêter. Les CRS ont été envoyés pour les arrêter.

Plusieurs appels au calme ont été lancés par les « anciens » de la communauté marocaine, par le sous-préfet de l'Hérault, M. Charles Meunier, qui a lui aussi, reçu une délégation de jeunes, et par le consul du Maroc, venu à Béziers pour annoncer qu'il allait commettre un acte de violence. Lundi, dans la soirée, M. Barau a réuni un conseil municipal extraordinaire pour demander à l'ensemble des élus et des représentants de la communauté marocaine de se tenir tranquilles et de ne pas se laisser entraîner par des tensions.

JACQUES MONIN

L'abus d'alcool est dangereux pour la santé, consommez avec modération.



N'avouez jamais à un Ecossais que vous ne connaissez pas Whyte & Mackay.

WHYTE & MACKAY
Scotch des Ecossais

Faisant appel à un nouvel avocat

La famille de Céline Jourdan veut « demander des comptes à la justice »

Le père et les grands-parents de Céline Jourdan entendent « demander à la justice des comptes sur les dysfonctionnements graves qui ont fait perdre la vie à leur fille. La famille, qui ne peut pas attendre l'acquiescement de Richard Roman, prononcé le 17 décembre par la cour d'appel de Paris (le *Monde* du 17 décembre), a confié la défense de ses intérêts à l'avocat Vincent Gilibert Collard. Ce magistrat, notamment, fait valoir que les deux qui paraissent sur cette affaire.

« Nous avons demandé à M. Collard de faire une lecture complète du dossier et de nous expliquer le fonctionnement de l'inhumaine machine judiciaire, ce que nous n'avons pas fait », a déclaré M. Gilbert Jourdan, le père de Céline. M. Collard, soulignant le « désespoir » de cette famille, a exprimé son intention de faire de la « pédagogie judiciaire ».

REPERES

ENVIRONNEMENT
Cinq femmes intoxiquées après le nettoyage d'une usine de la Sarre

Une enquête a été ouverte par le parquet de Sarrebruck (Allemagne) après la découverte de traces de PCB (polychlorobiphényles) dans le sang de cinq femmes de Sarreguemines et Folschviller (Moselle) qui avaient procédé au nettoyage d'une usine de la Sarre après un accident. Employées par une entreprise allemande de nettoyage, elles étaient intervenues après l'explosion d'un transformateur au pyralène, le 5 octobre, dans les établissements Kießer AG. Depuis lors, elles sont

PARIS
Les pins malades du bois de Boulogne

Dès janvier, 1 700 pins malades vont être abattus dans le bois de Boulogne, ce qui va créer des trous de coupe rase sur environ 4 hectares, a annoncé, lundi 21 décembre, M. Jacques Tibéri, 21^e adjoint de Paris, chargé des espaces verts à la Ville de Paris, d'une visite de terrain. Sur les 35 000 pins plantés dans le bois de Vincennes et surtout de

Assassiné il y a un an

Un avocat cannois aurait été victime d'un règlement de comptes dans des affaires de placement

NICE

de notre correspondant régional

Un an après l'assassinat, à Cannes, d'un avocat de la ville, M. Lucien Henricsey, quarante-cinq ans, M. Catherine Raby, juge d'instruction à Grasse, a inculpé d'homicide volontaire, samedi 19 décembre, une dizaine d'affaires de la victime, Jacques Breilman, quarante-trois ans, gérant d'un magasin de vêtements à Nice, habitant Le Cannet. M. Breilman, qui a refusé de s'expliquer hors de la présence de ses proches, est soupçonné d'avoir tenté de détourner le compte de M. Henricsey qui appartenait à des clients de M. Henricsey que celui-ci était chargé de faire fructifier par le biais de placements de fonds.

REPÈRES

Boulogne, 16 700 sont en effet atteints par un champignon, le *Sphaeropsis sapinea*, qui provoque un dessèchement de l'arbre et favorise l'invasion des cochenilles.

L'origine du mal serait au compte des trois années de sécheresse qu'a connues le pays. L'an dernier, déjà, il avait fallu abattre 300 pins dans le bois de Boulogne, et l'on ne voit pour l'instant pas d'autre moyen que d'enlever les pins morts ou dépérissants, ce qui coûtera environ 120 000 F. Un programme de reboisement, avec des essences adaptées au climat parisien (chênes, hêtres, châtaigniers, frênes, érables et aléou), prévoit de replanter 14 000 arbres et 6 500 arbustes, pour un coût de 1,7 million de francs.

L'abus d'alcool est dangereux pour la santé, consommez avec modération.



Cela fait plus de cent ans que les Ecossais nous connaissent, il était bien temps que ce soit votre tour.

WHYTE & MACKAY
Scotch des Ecossais

G. P.

SOCIÉTÉ

CATASTROPHES

Plus de cinquante morts au Portugal

Des rafales de vent seraient à l'origine de l'accident du DC-10 à Faro

On ignorait dans la matinée du mardi 22 décembre les causes de la catastrophe du DC-10 de la compagnie néerlandaise Martinair qui a fait 54 morts et 283 blessés, selon le bilan provisoire, après s'être écrasé sur l'aéroport de Faro au Portugal.

Les Pays-Bas ont été touchés par une catastrophe aérienne pour la première fois cette année. Le dernier bilan diffusé lundi soir, 24 décembre, indique que l'accident du DC-10 de la compagnie néerlandaise Martinair qui s'est écrasé lundi matin sur l'aéroport de Faro au Portugal (le 22 décembre) a fait 54 morts et 283 blessés.

Le DC-10 néerlandais avait décollé à 5 h 35 de l'aéroport de Schiphol à Amsterdam en direction de Faro. Ce vol supplémentaire de 1000 devait atterrir environ trois heures plus tard à Faro, un aéroport du sud du Portugal qui dessert les sites touristiques de l'Algarve. Au moment de l'atterrissage, les conditions météorologiques étaient particulièrement mauvaises. La pluie et les bourrasques de vent balayaient l'aéroport. « Il y avait une tempête énorme au moment où l'appareil a tenté de se poser sur l'aéroport », a expliqué le directeur de celui-ci.

Les responsables de l'aéroport ont déclaré que l'avion s'est écrasé lors de sa deuxième tentative d'atterrissage. L'aile gauche a d'abord touché la piste puis il y aurait eu une explosion

et l'avion aurait pris feu puis dérapé, expliquent-ils. Mardi matin, on ignore toujours les causes réelles de l'accident. Les deux boîtes noires de l'appareil ont été retrouvées parmi les débris et le pilote et le copilote figurent parmi les rescapés qui ont survécu à l'accident. Le pilote aurait déclaré qu'une rafale de vent aurait déséquilibré l'appareil. L'hypothèse de la foudre, évoquée la veille, paraissait peu probable. Les avions de ligne sont protégés contre ce phénomène et sont à moyenne foudroyés toutes les 1 500 heures, expliquent les spécialistes de l'aéronautique. Le DC-10, l'avion qui se comporte comme une cage de Faraday, comprend des cheminements très précis pour évacuer la foudre.

On évoquait également l'hypothèse d'un cisaillement de vent. Selon les spécialistes de l'université de Chicago, ces cisaillements de vent ont déjà causé depuis 1962, trente acci-

dents d'avions qui ont entraîné la mort de 680 personnes et fait 260 blessés. Sur la trajectoire d'un avion, la direction du vent peut s'inverser sur une distance très courte ce qui entraîne une perte de portance de l'appareil qui perd brutalement de l'altitude.

Il existe une forme particulière de cisaillement de vent, les « micro-bursts » ou micro-rafales, qui se produisent plus précisément lors d'un orage. A partir d'un nuage qui se développe verticalement peut se produire un effondrement dynamique, c'est-à-dire que l'air est entraîné depuis la base du nuage vers le sol. Lorsque la masse d'air atteint le sol elle se sépare en deux directions opposées et peut à encore soulever l'appareil à des hauteurs considérables. Toutefois, signalent les spécialistes aéronautiques, ces phénomènes produisent le plus souvent dans des climats tropicaux.

MARTINE LARONCHE

COMMUNICATION

Nouveau chassé-croisé d'éditeurs dans la presse économique

Hachette-Filipacchi vend « le Nouvel Economiste »

La cession du Nouvel Economiste traduit un nouveau retrait d'Hachette du secteur de la presse économique qui est le boulevard de la presse économique.

La vente de l'hebdomadaire le Nouvel Economiste a été conclue le 7 décembre entre son actionnaire principal, Hachette-Filipacchi (65 % du capital), et M. Henri J. Nijdam, président du groupe Capital Média. Le second actionnaire du titre, CEP Communication (35 %), pouvait user de sa clause de préemption. Il s'y est refusé, et la vente est désormais officielle.

Le Nouvel Economiste a été vendu 60 millions de francs à M. Nijdam. Il prévoit d'y investir une somme équivalente, soit une augmentation du capital de la société, à laquelle participeraient plusieurs de ses actionnaires - la société genevoise Argos Sotistik, Metpart (société à capital risque de la Société marseillaise de crédit et de Wagons-Lits), la Communication (famille Midy), M. Nijdam a créé un groupe de presse économique et professionnelle, après avoir vendu son hebdomadaire professionnel du même nom, au groupe Reed Elsevier. Le Capital Média contrôle des journaux spécialisés économiques comme le Journal de l'assurance, Capital finances, ou de la presse comme l'Épave, le Yacht-Club, le Monde de l'aviation, enfin, le Trombinoscope. Parle-

ment. Le Nouvel Economiste est de 12 millions de francs, contre 80 millions de francs.

Le nouveau propriétaire du Nouvel Economiste a en ce titre. Durement éprouvé par la baisse de la publicité, l'hebdomadaire a perdu 40 % de ses recettes publicitaires cette année - après un niveau de perte équivalent en 1991 - et enregistre un déficit de 25 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 18 millions. Enfin, la diffusion du Nouvel Economiste, qui dépassait 110 000 exemplaires au milieu des années 80, n'est plus que de 80 000 en 1991, la diffusion du Nouvel Economiste s'établissant à 85 300 exemplaires selon l'Office de justification de la diffusion (OJD), soit 8 % d'exemplaires de moins qu'en 1990.

Cette vente a été expliquée par le refus du CEP Communication de racheter le titre. Christian Filipacchi, pourtant attaché au titre, a déclaré qu'il n'a pas contribué à la vente. En 1975, on fusionnait les deux hebdomadaires, l'Entreprise (Hachette) et l'Informations (groupe Usine-Publications), en un seul intitulé le Nouvel Economiste. « Le dossier est complexe », explique-t-il, « mais la vente est la seule solution ». Cette vente a été expliquée par le refus du CEP Communication de racheter le titre.

Le Nouvel Economiste possède des atouts, estime M. Nijdam, dont un important portefeuille de lecteurs (64 566, en 1991) et le statut, particulier de Franco, d'hebdomadaire

d'actualité économique. Enfin, il compte une véritable rédaction - quarante journalistes sur quinze et onze personnes - qui semble avoir résisté à la crise de l'an dernier, aidée par le fait que M. Michel Tardieu, son directeur de la rédaction, a quinze ans, en désaccord avec Hachette (le 22 décembre 5 octobre 1991). M. Nijdam espère faire atteindre les 100 000 exemplaires au Nouvel Economiste, en le redynamisant (embauches à la rédaction, création d'une règle publicitaire intégrée), en lui donnant la rigueur de Business Week ou de The Economist et une nouvelle équipe de rédaction, et enfin, en facilitant la coordination avec les journaux qu'il contrôle déjà.

Cette vente du Nouvel Economiste traduit le chassé-croisé de la presse économique, après l'arrêt de Fortune-France II y a deux ans et la récente vente de la Tribune aux États-Unis. Elle indique aussi que ce secteur, après la vente de la Tribune aux États-Unis, est fragilisé par la crise. Enfin, le Nouvel Economiste était le seul hebdomadaire à être plus grand groupe de communication français, Hachette et Havas (maison mère du CEP), étaient associés.

YVES-MARIE LABÉ

M. Ian Maxwell est condamné à payer 4,19 millions de francs aux caisses de retraite du « Mirror »

M. Ian Maxwell, l'un des fils du magnat de la presse britannique Ian Maxwell, mort en mer le 21 novembre 1991, a été condamné, lundi 22 décembre, par la Haute Cour de Justice de Londres à payer 111 111 livres (4,19 millions de francs) de dommages et intérêts aux caisses de retraite du groupe de presse Mirror.

Robert Maxwell ayant été accusé d'avoir largement puisé dans les caisses de retraite, le bureau des liquidateurs britanniques (BDO) enquête, depuis sa mort, sur ces détournements financiers. Les deux frères Maxwell, placés à la tête de deux groupes de presse, le groupe Mirror et le groupe News International Corp., ont fait l'objet de décisions de Justice. M. Kevin Maxwell, frère cadet de Ian, a déjà été condamné à payer 406,5 millions de livres pour manquement à ses responsabilités (le 21 juin), ce qui a fait de lui le plus grand délinquant de Grande-Bretagne.

NOËL

Services ouverts ou fermés le 25 décembre

Presses. Les quotidiens nationaux paraîtront normalement vendredi 25 décembre.

Bureaux de poste. Les bureaux de poste fermeront le 24 et le 25 décembre. La distribution de courrier sera interrompue les deux jours. Les services de distribution de courrier à domicile, Samedi 26 les journaux de presse seront ouverts jusqu'à 12 h. La distribution de courrier sera interrompue.

Banques. Les banques françaises partiellement fermées le 25 décembre. Les banques seront fermées le 25 et le 26 décembre. Elles seront fermées vendredi 25 et ouvertes aux heures habituelles le lundi 28 décembre.

RATP. Service réduit les jours de Noël.

Grands magasins. Les grands magasins parisiens seront fermés vendredi 25 décembre.

Assurances-vieillesse. Les centres de services de la Caisse primaire d'Allocations Familiales de Paris recroqueront le public jusqu'à 15 heures le 24 décembre. Le service d'urgence sera ouvert jusqu'à 24 heures le 25 décembre. Les services de la Caisse d'Allocations Familiales de Paris seront fermés le 24 et le 25 décembre. Ils seront ouverts aux heures habituelles le 26 décembre.

Assurances-vieillesse. Les points d'accueil retraite bureaux seront fermés le 24 et le 25 décembre. Ils seront ouverts aux heures habituelles le 26 décembre.

Archives nationales. Le Musée de l'Histoire de France sera fermé vendredi 25 décembre. Le CARAN sera

fermé le 24 et le 25 décembre.

Bibliothèque nationale. Les services de lecture seront fermés du 24 décembre à partir de 13 h jusqu'au 27 décembre. Les expositions « Des livres et des rois », « Trésors de l'écrit » et « Monnaies de Chine » seront fermées du 24, 25, 26 et 27 décembre. Les expositions « Un amour de style », « Palimpseste », Benoît Lemoine, qui se tiennent dans la galerie d'Art de la bibliothèque, seront fermées du 24 et 25 décembre.

Hôtel national des Invalides. Les services de l'Hôtel national des Invalides - Plans-Reliefs, Musée de l'Empereur (Tombeau de l'Empereur) seront fermés vendredi 25 décembre. Toutefois, l'église Saint-Louis demeure libre pour permettre aux fidèles d'aller aux offices.

L'Institut de France. Le château de Chantilly et le domaine de Chantilly (seulement le parc) seront ouverts jusqu'au 25 décembre.

Musées nationaux. Les musées nationaux seront fermés à l'exception du musée J. J. Henner vendredi 25 décembre. Le musée d'Orsay ainsi que l'exposition seront fermés (exceptionnellement le musée d'Orsay sera fermé jeudi 24 décembre à 18 h au lieu de 21 h 45). La Villette sera également fermée jeudi 24 et vendredi 25 décembre.

Le Centre des Sciences sera fermé vendredi 25 décembre. Le Centre Georges-Pompidou sera ouvert jeudi 24 décembre de 12 h à 20 h et vendredi 25 de 12 h à 22 h. Le Grand Palais sera fermé vendredi 25 décembre.

En Ile-de-France, le Musée de l'air et de l'espace, au Bourget, et le musée du Prieuré, à Saint-Germain-en-Laye, seront fermés vendredi 25 décembre.

CARNET DU Monde

Décès

- Jean et Mireille Amar, Michel et Françoise Amar, les enfants, Dominique, Sylvie, Elise et Juliette, les petits-enfants, et la famille, ont le regret de faire part du décès de

M. Charles AMAR,

survenu le 17 décembre 1992, à l'âge de quatre-vingt-un ans.

9 bis, rue des Ecoles, 94000 Créteil, et du Général-Sarrail, 94000 Créteil.

- M. et M. Bernard, Le et M. et M. Jean-Claude Bader, M. et M. Bernard, Brigitte et François Mourier, leurs enfants, Didier et Nathalie Bernard, leurs enfants, Eric Bernard, leurs enfants, ont le regret de faire part du décès de

M. René BERNARD,

survenu le 18 décembre 1992.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

- « Serviteur bon et fidèle, dans la joie de son Seigneur », le 25, 21.

La communauté du Chemin neuf, la communauté du Chemin neuf, M. Alexandre Bouillot, son père, M. et M. Geneviève Bouillot, son épouse, Bénédicte, Guillaume et Anne, ses enfants, Adrien, son petit-fils, ses frères, sa famille, ont le regret de faire part du décès de

Jean-Claude BOUILLOT,

le 19 décembre 1992.

La cérémonie religieuse a eu lieu le mardi 22 décembre, en la chapelle de Tigry (Eure-et-Loire), à 14 h 30.

- M. et M. Adrienne Crépin, Jean et Madeleine Crépin, M. et M. Denis Crépin, M. et M. Liliane Crépin, Yves et Françoise Crépin, ses enfants, et ses deux petits-enfants, font part du décès de

Raoul CRÉPIN,

le 12 décembre 1992, dans sa soixante-dixième année.

Un service d'action de grâce réunira la famille et les amis au temple de l'église réformée d'Aix-en-Provence, 4, rue Villars, le samedi 2 janvier 1993, à 10 heures.

- Ne me manquez pas, car j'ai tant de choses à vous dire. Le 24, 24.

1, parc Aurélie, 13, avenue du Val-Saint-André, 13100 Aix-en-Provence.

- Nous apprenons le décès de

M. DROUILLY M.B.E.,

professeur honoraire au lycée Lavoisier, vice-président de l'Association des anciens élèves.

Les obsèques seront célébrées à l'église Saint-François de Montreuil, 88, avenue du Général-Leclerc, Paris-14^e, le jeudi 24 décembre 1992, à 10 h.

Le 24, 24.

1, parc Aurélie, 13, avenue du Val-Saint-André, 13100 Aix-en-Provence.

- Nous apprenons le décès de

M. DROUILLY M.B.E.,

professeur honoraire au lycée Lavoisier, vice-président de l'Association des anciens élèves.

Les obsèques seront célébrées à l'église Saint-François de Montreuil, 88, avenue du Général-Leclerc, Paris-14^e, le jeudi 24 décembre 1992, à 10 h.

Le 24, 24.

1, parc Aurélie, 13, avenue du Val-Saint-André, 13100 Aix-en-Provence.

- Nous apprenons le décès de

M. DROUILLY M.B.E.,

professeur honoraire au lycée Lavoisier, vice-président de l'Association des anciens élèves.

Les obsèques seront célébrées à l'église Saint-François de Montreuil, 88, avenue du Général-Leclerc, Paris-14^e, le jeudi 24 décembre 1992, à 10 h.

Le 24, 24.

1, parc Aurélie, 13, avenue du Val-Saint-André, 13100 Aix-en-Provence.

- Nous apprenons le décès de

M. DROUILLY M.B.E.,

professeur honoraire au lycée Lavoisier, vice-président de l'Association des anciens élèves.

Les obsèques seront célébrées à l'église Saint-François de Montreuil, 88, avenue du Général-Leclerc, Paris-14^e, le jeudi 24 décembre 1992, à 10 h.

Le 24, 24.

1, parc Aurélie, 13, avenue du Val-Saint-André, 13100 Aix-en-Provence.

- Nous apprenons le décès de

M. DROUILLY M.B.E.,

professeur honoraire au lycée Lavoisier, vice-président de l'Association des anciens élèves.

Les obsèques seront célébrées à l'église Saint-François de Montreuil, 88, avenue du Général-Leclerc, Paris-14^e, le jeudi 24 décembre 1992, à 10 h.

Le 24, 24.

1, parc Aurélie, 13, avenue du Val-Saint-André, 13100 Aix-en-Provence.

- Nous apprenons le décès de

M. DROUILLY M.B.E.,

professeur honoraire au lycée Lavoisier, vice-président de l'Association des anciens élèves.

Les obsèques seront célébrées à l'église Saint-François de Montreuil, 88, avenue du Général-Leclerc, Paris-14^e, le jeudi 24 décembre 1992, à 10 h.

Le 24, 24.

1, parc Aurélie, 13, avenue du Val-Saint-André, 13100 Aix-en-Provence.

- Nous apprenons le décès de

M. DROUILLY M.B.E.,

professeur honoraire au lycée Lavoisier, vice-président de l'Association des anciens élèves.

Les obsèques seront célébrées à l'église Saint-François de Montreuil, 88, avenue du Général-Leclerc, Paris-14^e, le jeudi 24 décembre 1992, à 10 h.

Le 24, 24.

1, parc Aurélie, 13, avenue du Val-Saint-André, 13100 Aix-en-Provence.

- Nous apprenons le décès de

M. DROUILLY M.B.E.,

professeur honoraire au lycée Lavoisier, vice-président de l'Association des anciens élèves.

Les obsèques seront célébrées à l'église Saint-François de Montreuil, 88, avenue du Général-Leclerc, Paris-14^e, le jeudi 24 décembre 1992, à 10 h.

Le 24, 24.

1, parc Aurélie, 13, avenue du Val-Saint-André, 13100 Aix-en-Provence.

- Nous apprenons le décès de

M. DROUILLY M.B.E.,

professeur honoraire au lycée Lavoisier, vice-président de l'Association des anciens élèves.

Les obsèques seront célébrées à l'église Saint-François de Montreuil, 88, avenue du Général-Leclerc, Paris-14^e, le jeudi 24 décembre 1992, à 10 h.

Le 24, 24.

1, parc Aurélie, 13, avenue du Val-Saint-André, 13100 Aix-en-Provence.

- Nous apprenons le décès de

M. DROUILLY M.B.E.,

professeur honoraire au lycée Lavoisier, vice-président de l'Association des anciens élèves.

Les obsèques seront célébrées à l'église Saint-François de Montreuil, 88, avenue du Général-Leclerc, Paris-14^e, le jeudi 24 décembre 1992, à 10 h.

Le 24, 24.

1, parc Aurélie, 13, avenue du Val-Saint-André, 13100 Aix-en-Provence.

- Nous apprenons le décès de

M. DROUILLY M.B.E.,

professeur honoraire au lycée Lavoisier, vice-président de l'Association des anciens élèves.

Les obsèques seront célébrées à l'église Saint-François de Montreuil, 88, avenue du Général-Leclerc, Paris-14^e, le jeudi 24 décembre 1992, à 10 h.

Le 24, 24.

1, parc Aurélie, 13, avenue du Val-Saint-André, 13100 Aix-en-Provence.

- Nous apprenons le décès de

M. DROUILLY M.B.E.,

professeur honoraire au lycée Lavoisier, vice-président de l'Association des anciens élèves.

Les obsèques seront célébrées à l'église Saint-François de Montreuil, 88, avenue du Général-Leclerc, Paris-14^e, le jeudi 24 décembre 1992, à 10 h.

Le 24, 24.

1, parc Aurélie, 13, avenue du Val-Saint-André, 13100 Aix-en-Provence.

- Nous apprenons le décès de

M. DROUILLY M.B.E.,

professeur honoraire au lycée Lavoisier, vice-président de l'Association des anciens élèves.

Les obsèques seront célébrées à l'église Saint-François de Montreuil, 88, avenue du Général-Leclerc, Paris-14^e, le jeudi 24 décembre 1992, à 10 h.

Le 24, 24.

1, parc Aurélie, 13, avenue du Val-Saint-André, 13100 Aix-en-Provence.

- Nous apprenons le décès de

M. DROUILLY M.B.E.,

professeur honoraire au lycée Lavoisier, vice-président de l'Association des anciens élèves.

Les obsèques seront célébrées à l'église Saint-François de Montreuil, 88, avenue du Général-Leclerc, Paris-14^e, le jeudi 24 décembre 1992, à 10 h.

Le 24, 24.

1, parc Aurélie, 13, avenue du Val-Saint-André, 13100 Aix-en-Provence.

- Nous apprenons le décès de

M. DROUILLY M.B.E.,

professeur honoraire au lycée Lavoisier, vice-président de l'Association des anciens élèves.

Les obsèques seront célébrées à l'église Saint-François de Montreuil, 88, avenue du Général-Leclerc, Paris-14^e, le jeudi 24 décembre 1992, à 10 h.

Le 24, 24.

1, parc Aurélie, 13, avenue du Val-Saint-André, 13100 Aix-en-Provence.

- Nous apprenons le décès de

M. DROUILLY M.B.E.,

professeur honoraire au lycée Lavoisier, vice-président de l'Association des anciens élèves.

Les obsèques seront célébrées à l'église Saint-François de Montreuil, 88, avenue du Général-Leclerc, Paris-14^e, le jeudi 24 décembre 1992, à 10 h.

Le 24, 24.

1, parc Aurélie, 13, avenue du Val-Saint-André, 13100 Aix-en-Provence.

- Nous apprenons le décès de

M. DROUILLY M.B.E.,

professeur honoraire au lycée Lavoisier, vice-président de l'Association des anciens élèves.

Les obsèques seront célébrées à l'église Saint-François de Montreuil, 88, avenue du Général-Leclerc, Paris-14^e, le jeudi 24 décembre 1992, à 10 h.

Le 24, 24.

1, parc Aurélie, 13, avenue du Val-Saint-André, 13100 Aix-en-Provence.

- Nous apprenons le décès de

M. DROUILLY M.B.E.,

professeur honoraire au lycée Lavoisier, vice-président de l'Association des anciens élèves.

Les obsèques seront célébrées à l'église Saint-François de Montreuil, 88, avenue du Général-Leclerc, Paris-14^e, le jeudi 24 décembre 1992, à 10 h.

Le 24, 24.

1, parc Aurélie, 13, avenue du Val-Saint-André, 13100 Aix-en-Provence.

- Nous apprenons le décès de

Le Monde

SCIENCES • MEDECINE

L'ordinateur éclaté

Puissante, portable et conviviale, l'informatique du futur changera notre façon de vivre

LES circuits de l'ordinateur futur seront-ils en silicium, en arseniure de gallium, en matériaux supraconducteurs ? Quand on se pose la question, les chercheurs prennent généralement un air d'intense réflexion, avant de fournir une réponse de Normand, à la fois précautionneuse et optimiste. « Comment savoir ? Les voies possibles sont nombreuses. Les progrès constants, et sans cesse remis en cause, on cherche dans toutes les directions, à tout hasard, reconnaissant les responsables des grandes firmes comme IBM ou ATT. Mais, à court ou moyen terme, la question n'est pas là. L'enjeu c'est le logiciel. »

Les fabricants d'ordinateurs ont désormais une idée assez claire de la manière dont devraient évoluer leurs machines. Ils disposent d'ores et déjà de « neurones » aux performances impressionnantes. Reste à imaginer comment les connecter, les faire travailler ensemble, et comment amener les « cerveaux » ainsi formés à communiquer. L'Institut national de recherche en informatique et automatique (INRIA) a récemment convié à Paris vingt-huit des chercheurs les plus en pointe dans ce domaine à se pencher sur la question (1).

Sur les circuits intégrés les plus modernes, la taille des transistors ne dépasse pas 20 microns et les lignes d'alimentation de ces circuits sont inférieures à 1 micron. Ce simple chiffre donne la mesure de la course vertigineuse à la miniaturisation menée en électronique depuis une trentaine d'années. Certes, d'autres progrès sont à venir. Mais « on voit apparaître certaines limites », affirme M. Jean-Pierre Verjus, président de la commission d'évaluation de l'INRIA, et responsable scientifique du colloque. Au-dessous d'une certaine taille, des phénomènes nouveaux (quantiques) apparaissent.

La révolution des « connection machines »

La miniaturisation reste essentielle, car elle permet de réduire au maximum le chemin que l'information doit parcourir sur les circuits. On gagne ainsi en rapidité, critère essentiel en informatique. « Hélas ! on ne peut aller plus vite que la nature », soulignait en ouverture du colloque M. Jacques-Louis Lions, mathématicien, professeur au Collège de France,

ancien président du Centre national d'études spatiales. Il existe en effet une limite qu'on ne pourra jamais dépasser : la vitesse de circulation du courant. Elle ne dépassera jamais, quoi qu'on fasse, celle de la lumière.

Pour contourner en partie cet obstacle, les chercheurs sont retournés à la source – la nature, précisément – et s'efforcent de copier au maximum le fonctionnement du système nerveux. Au milieu des années 80, ils ont ainsi imaginé de remplacer l'unique processeur ultra-rapide et hyper-puissant des ordinateurs les plus performants par une multitude de « puces » identiques (processeurs). Guère plus qu'un ordinateur familial, dotées chacune d'une petite quantité de mémoire, les unes aux autres à la manière des neurones du cerveau et, comme eux, travaillant simultanément : les « connection machines » étaient nées. Apparues aux États-Unis en 1985 et en France quatre ans plus tard (Le Monde du 14 février 1990), elles sont à l'origine d'une véritable révolution dans le monde de l'informatique.

Ces ordinateurs « hyper-parallèles » comportent parfois plus de 65 000 processeurs. M. Daniel Hillis, « père » de la connection machine, pensait en 1987 qu'en multipliant leur nombre on rendrait la puissance de calcul illimitée. Un rêve saugé, aujourd'hui, par ses collègues ne croient plus guère. Très vite, en effet, la tâche se décompose en tâches en petites séquences que nous effectuons les uns après les autres », comme un ordinateur ordinaire.

En attendant de résoudre cette difficulté, les chercheurs tentent de simplifier les « connection machines ». C'est ainsi que M. Charles Seitz travaille, au California Institute of Technology (Caltech), sur un ordinateur doté de 16 000 processeurs, disposés non plus en trois dimensions, selon une architecture « hyper-cube », mais sur un plan en grille. Les super-ordinateurs, quant à eux, travaillent désormais aussi en parallèle, mais sur un petit nombre de processeurs (huit ou dix le dernier Cray).



Salle du super-calculateur Cray XMP au CERN.

Des réseaux « conviviaux »

En attendant de résoudre cette difficulté, les chercheurs tentent de simplifier les « connection machines ». C'est ainsi que M. Charles Seitz travaille, au California Institute of Technology (Caltech), sur un ordinateur doté de 16 000 processeurs, disposés non plus en trois dimensions, selon une architecture « hyper-cube », mais sur un plan en grille. Les super-ordinateurs, quant à eux, travaillent désormais aussi en parallèle, mais sur un petit nombre de processeurs (huit ou dix le dernier Cray).

On hésite, par ailleurs, entre plusieurs modes de fonctionnement : les processeurs multiples en parallèle doi-

vent-ils effectuer chacun une seule opération, une suite d'opérations (programme), ou fonctionner indépendamment sur le même programme divisé en « tâches » spécifiques ? « C'est un peu le problème du travail à la chaîne », explique M. Verjus. On fonctionne plus ou moins l'ouvrage afin de concilier au mieux rapidité d'exécution, productivité des ouvriers et communication dans l'entreprise.

Parallèlement, les ordinateurs sont de plus en plus « conviviaux ». Les universités ou les grands laboratoires pour le calcul scientifique « perdent déjà couramment ce que les spécialistes nomment le « calcul ». À partir d'une « station de travail » (ordinateur personnel ou micro-ordinateur), les chercheurs peuvent faire effectuer leurs calculs par plusieurs super-ordinateurs situés parfois très loin de leur « station ».

Dans certains cas, ces réseaux ne comptent que quelques grosses machines. Une évolution toute récente qui a été favorisée par l'appa-

rition de stations de travail très performantes. Commercialisées notamment par la firme américaine Hewlett-Packard, leader mondial incontesté dans ce « créneau », elles sont fondées sur une « architecture » originale baptisée RISC (Reduced Instruction Set Computer), qui permet d'en augmenter les performances tout en abaissant le coût de fabrication. Les stations RISC sont donc très à la mode chez les chercheurs.

Un système planétaire

Le Laboratoire européen pour la physique des particules (CERN) qui possède l'un des plus importants centres de calcul au monde, abandonnera, l'an prochain, son super-calculateur Cray XMP (l'un des plus gros du marché) au profit de trente stations Hewlett-Packard travaillant parallèlement, en réseau. « Pour l'usage que nous en faisons, ce système est vingt-cinq fois

plus performant que Cray, et infiniment moins cher », affirme M. Klaus Brun, chef du groupe « logiciels d'application » au CERN. A moyen terme, c'est la solution idéale.

Cette tendance ira en s'accroissant. « L'ordinateur de demain sera portable, puissant (grâce au parallélisme) et communicant, estime un expert. Il suffira de vous brancher sur un réseau analogique à celui du téléphone pour continuer, le soir à son hôtel, le travail commencé à son bureau. » Pour Jérôme Salzer, du Massachusetts Institute of Technology (MIT), les bibliothèques du futur seront toutes reliées ainsi, et leurs ouvrages ou documents, enregistrés sur d'énormes ordinateurs constitueront un gigantesque fonds commun dans lequel n'importe qui pourra puiser, à domicile, à l'aide de son ordinateur personnel, du type de ceux que l'on peut trouver aujourd'hui pour 5 000 francs dans les grandes surfaces.

Cette rencontre du matériel et du logiciel pour le programmeur. Cela revient un peu, en effet, à passer au niveau de la planète le concept de l'hyper-parallélisme. Comment faire fonctionner ensemble et en bonne harmonie quelques dizaines de super-ordinateurs et des milliers de petites stations de travail, toutes, évidemment, de type différent, reliées sur une immense toile d'araignée ? Cela exigera encore plusieurs décennies de recherche, estime M. Salzer.

Sans doute. Mais, estime M. Jean-Pierre Verjus, nous sommes bien placés pour jouer un rôle-clé dans cette aventure. Si les Japonais dominent la production industrielle et les États-Unis la recherche et le développement en matière de microprocesseurs, la France a su garder une certaine avance dans le domaine du logiciel, celui des programmes et des logiciels. Elle est ainsi renommée pour l'excellence de son école mathématique. Il s'agit, aujourd'hui, de ne pas perdre cet avantage au moment précis où s'annonce une nouvelle étape : celle du passage de l'art au stade industriel pour la confection des logiciels géants de demain.

JEAN-PAUL DUFOUR

(1) Future Tendencies in Computer Science, Control and Applied Mathematics, colloque organisé du 9 au 11 décembre à l'occasion du 25^e anniversaire de l'INRIA.

Les trottoirs du sida

La toxicomanie est un partenaire décisif dans les relations dangereuses qui unissent prostitution et sida

AU-DELA des images sordides de saleté, de violence ou d'indignité sanitaire, le phénomène prostitutionnel, sur le terrain la santé des personnes prostituées est particulièrement difficile à évaluer. Les chercheurs connaissent mal les us et coutumes de ce milieu à risques, désigné parmi les premiers pour la transmission du virus du sida. Lors du colloque « Prostitution, prostitution et épidémiologie », jeudi 17 décembre à l'UNESCO à Paris, le professeur Guy de Thé, responsable de l'unité d'épidémiologie des virus oncogènes à l'Institut Pasteur, a présenté les quelques données récentes sur les pratiques qu'entretiennent prostitution et sida en Europe.

« La toxicomanie par voie intraveineuse associée à la prostitution masculine ou féminine représente le risque majeur de la propagation du virus du sida », a commenté le professeur de Thé. Selon une étude, coordonnée par le Centre européen pour la surveillance épidémiologique du sida entre septembre 1990 et novembre 1991 dans neuf villes d'Europe (Amsterdam, Anvers, Athènes, Copenhague, Lisbonne, Londres, Madrid, Paris et Vienne), le taux de séropositivité global chez 866 prostituées ayant accepté de subir le test de dépistage du virus du sida s'élève à 3,3 % (1,5 % chez les non-toxicomanes). La capitale espagnole est la plus touchée, avec 78,4 % des prostituées toxicomanes infectées (30,8 % à Paris et 25 % à Vienne), et 6,3 % des non-toxicomanes (2,3 % à Paris et 0 % à Vienne). Dans quatre des neuf centres participants (Anvers, Athènes, Copenhague et Londres), aucune des femmes testées n'était séropositive.

Certains facteurs de risque ont pu être identifiés. Ainsi, un faible niveau

d'éducation, un antécédent de maladie infectieuse, une consommation plus précoce et l'absence d'utilisation de préservatifs (en Espagne et au Portugal 40 % seulement des prostituées ont déclaré l'utiliser systématiquement) sont autant de variables associées à l'infection. Parmi les prostituées non toxicomanes, avoir un antécédent de transfusion sanguine depuis 1980, utiliser des lubrifiants non hydro-alcooliques (provoquant une détérioration rapide du latex), et être originaire d'Afrique noire sont les premiers signes du sida.

Deux ans d'enquête au « Bus des femmes »

Dans un contexte où les données sont rares et doivent être interprétées avec précaution, une petite taille des échantillons, la première enquête sur l'infection par le VIH dans une population de prostituées parisiennes, parue dans le bulletin épidémiologique hebdomadaire (BEH) de la Direction générale de la santé du 23 novembre (1), fait figure d'événement. Il aura fallu deux ans de travail à l'équipe du « Bus des femmes » – un lieu d'information, d'écoute et de prévention qui circule depuis fin 1990 dans les quartiers où officient les « travailleuses du sexe » – pour rassembler et analyser les questionnaires, anonymes, remplis entre novembre 1990 et avril 1992 par cent quarante et une volontaires de la capitale.

Quatre-vingt-dix d'entre elles ont été recrutées rue Saint-Denis, et cinquante et une à la périphérie, autour d'une porte de Paris. La grande majorité des participantes (74 %) avait déjà subi un test de dépistage du virus du sida avant l'étude. La séroprevalence des femmes interrogées varie considérablement d'un lieu à l'autre : 4,4 % du panel de la rue Saint-Denis révèle une sérologie VIH positive, contre 24,4 % des prostituées postées à l'entrée de la

vieille « Aux portes de Paris, l'entrée de la ville des femmes est beaucoup plus précaire », soulignent les enquêteurs.

Sur dix-huit femmes séropositives au total, huit se savent infectées, cinq n'avaient jamais été testées et cinq autres avaient eu une sérologie négative en 1990. Seize d'entre elles sont, ou étaient, toxicomanes. « La prévalence de l'infection VIH parmi ces femmes, dans la dépendance à la drogue les a conduites à la prostitution, semble équivalente à celle retrouvée parmi les toxicomanes », avancent les chercheurs, citant un rapport d'octobre 1991 (2).

Sept femmes seulement ont reconnu ne pas utiliser systématiquement de préservatif avec leurs clients. En revanche, sur les dix-huit prostituées ayant déclaré avoir eu un partenaire privé dans les douze derniers mois, huit déclarent utiliser le préservatif qu'elles utilisent la protection de façon systématique. Une pratique dangereuse qui permet aux infectées de tracer une frontière entre leur sexualité amoureuse et l'autre, celle du travail. Les enquêteurs indiquent cependant dans leurs conclusions qu'« il semble que la non-utilisation de préservatifs avec des clients inconnus soit réellement exceptionnelle, mais que la non-utilisation avec les habitués soit plus fréquente que ce que les femmes ont déclaré ».

Un consensus collectif sur le préservatif

Une troisième enquête sur la prostitution, menée par des bénévoles de la ville de Lyon (3), brosse un tableau des mœurs et des pratiques du milieu, basé sur les témoignages d'environ quatre cents prostituées hommes et femmes recueillis sur six lieux de prostitution. En l'absence de données chiffrées, les résultats s'inscrivent dans une problématique où le phénomène prostitutionnel, en tant que fait social,

est étroitement lié à la marginalité. Or, dans ce milieu, la prostitution n'est pas, à proprement parler, une activité lucrative. Elle se limite, en fait, à l'échange de services sexuels contre de l'argent, souvent très peu, et elle est soumise à de nombreuses contraintes.

Un consensus collectif des prostituées sur le préservatif semble se dégager, certaines allant même jusqu'à souhaiter qu'on ne trouve jamais de vaccin, « parce que le préservatif c'est plus propre et puis on n'est plus malade comme avant ». Les auteurs rapportent en effet que de nombreuses prostituées leur ont confié de « l'information de leur état de santé gynécologique depuis qu'elles utilisent le préservatif ». « L'identification du sida (...) a notamment modifié les formes de sociabilité entre prostituées », observent également les chercheurs, qui notent que celles et ceux qui acceptent les clients demandeurs de pratiques sans préservatif sont généralement violemment pris à partie par leurs collègues et parfois interdits d'exercice de la prostitution. Prévenir, c'est aussi « éduquer » la prostitution.

De territoire en territoire, les chercheurs et les épidémiologistes leur possible pour améliorer la connaissance de ce milieu d'exclus.

Laurence FOLLÉA

(1) « Infection par le VIH dans une population de prostituées à Paris », par M. De Vincenzi, Lydia Bagnard, Mourad El-Amri, Rosemary Azzouzi, Jean-Baptiste Brunet, BEH n° 47, 23 novembre 1992.

(2) « L'infection VIH et la toxicomanie : comportements à risque de transmission, séroprevalence et facteurs de risque », Nelly Bouleenger, Rosemary Azzouzi-Park, rapport d'étude (1991).

(3) « Les prostituées de la prostitution lyonnaise », Daniel Mathieu, Lilian Barbosa, Lilian Mathieu, bulletin épidémiologique et statistique (CREA) de l'université Lumière, Lyon-2, n° 2, 1992.

Un pont entre la recherche et l'industrie

À l'occasion du vingt-cinquième anniversaire, l'Institut national de recherche en informatique et automatique (INRIA) veut créer, à Grenoble, une nouvelle unité décentralisée. INRIA Alpes s'ajoute aux quatre autres unités de recherche que possède déjà cet organisme, à Rennes, Sophia-Antipolis, Nancy-Metz, et son siège à Rocquencourt (Yvelines). Cette nouvelle unité est dirigée par M. Jean-Pierre Verjus, quarante-neuf ans, directeur de l'IMAG (Informatique mathématiques appliquées à Grenoble), et président de la commission d'application de l'INRIA.

Placé sous la tutelle du ministère de la Recherche et de l'Enseignement supérieur, l'INRIA est un organisme public à caractère scientifique et technique. Il a pour mission de promouvoir la recherche en informatique, de faciliter la diffusion de ses produits, de promouvoir la formation de ses chercheurs et ingénieurs, et d'encourager la création de sociétés de haute technologie, pour la diffusion de ses produits. L'INRIA a des laboratoires sur le marché national et international. Le club comprend actuellement dix-neuf de ces « clubs », souvent créés par d'anciens chercheurs ou ingénieurs de l'INRIA.

Avec Le Monde sur Minitel

ÉPARGNEZ AVANT LE 31/12 ET PAYEZ MOINS D'IMPÔTS

Arcalis, l'assurance-vie sur Minitel

36.15 LE MONDE

Tapez I M P

La magie Goldoni

Une pièce libre, imprévue comme la vie, où la féerie recoupe la noirceur des jours

Un nouveau Monet à Orsay

Une lettre de M^{me} Françoise Cachin

La grogne des producteurs

WHYTE & MACKAY
Scotch des Ecosais

WHYTE & MACKAY
Scotch des Ecosais

Mort de Louis Ducas

Lointaine Alice

déconne suivante, en se référant à la «méthode» de *Factor's Study*. Mais elle s'éloigne de *Factor's Study* de Lee Strasberg, qui en revendique l'héritage et le privilège, la valeur des émotions, pour *Factor's Study* de la *Factor's Study* de ses amitiés-plans historiques. Elle *Factor's Study* de la comédie, New-York et Los Angeles.

JEAN-MICHEL FRODON

ÉCONOMIE

En désaccord avec l'actionnaire M. François Pinault

M. Jean-Jacques Delort est limogé de la présidence du directoire du Printemps

Les PDG limogés

Le début des années 90 marque le début d'une ère nouvelle pour les dirigeants d'entreprise. Les premiers ont découvert qu'ils n'étaient pas à l'abri d'un licenciement, et surtout qu'il était le plus en plus fréquent pour eux de retrouver un emploi. Les seconds ont compris que, s'ils n'étaient pas propriétaires de leur affaire, ils n'étaient pas propriétaires de leur avenir. Et les quels que soient le niveau d'activité et le niveau de la vie économique, aujourd'hui les propriétaires des entreprises ont des prises en main vigoureuses. Du jour au lendemain, ils ne peuvent pas congédier un dirigeant pour le remplacer par un autre, qui plus est à l'initiative de l'affaire... ou plus simple.

Les exemples abondent depuis plusieurs semaines. A la fin novembre, au Japon, le président de Sanyo a été limogé d'une « démission en douceur » en raison des mauvais résultats de son groupe, arrivés à la fin par la dégradation du secteur électronique grand public en raison de la mauvaise santé des équipements électroniques.

Après avoir été mis pendant plusieurs mois sous surveillance, le patron de General Motors a été évincé en octobre, faute d'avoir réussi à redresser le groupe automobile de Detroit.

A la veille de l'été, le président de British Petroleum était contraint de démissionner par le conseil d'administration, qui faisait part néanmoins de « sa profonde tristesse ». Là encore était invoquée la dégradation des prix du pétrole.

La France n'est pas épargnée par cette évolution. Le secteur immobilier et celui de la distribution sont les deux plus touchés. La crise immobilière entraîne avec elle des modifications de tous de table, des rapprochements, des sauvetages in extremis et aussi des changements d'hommes à la tête des groupes : par exemple au Groupement foncier français ou même à la Banque Worms.

Après la démission de la consommation, les entreprises ont dû se consacrer à digérer, les propriétaires ont dû adopter la même politique. Carrefour, le président a été renversé du jour au lendemain, les actionnaires voulant une nouvelle stratégie après le premier trimestre.

Au Printemps, les écrits sont un peu différents : le patron, M. Jean-Jacques Delort, et le nouveau propriétaire, M. François Pinault, ne sont pas d'accord sur l'art et la manière de réduire l'endettement du groupe.

Dans chaque cas, l'objectif du ou des propriétaires est le même : être plus proche des commandes en s'inspirant du principe selon lequel on gère mieux ses propres biens que ceux des autres.

DOMINIQUE GALLOS

Il y a quinze jours après l'approbation officielle par les actionnaires de la stratégie du groupe Pinault-Printemps, le président du directoire, M. Jean-Jacques Delort a, le 21 décembre, remis sa démission. Cette décision a été prise à l'initiative d'un conseil de groupe et à la demande de M. François Pinault.

Industriel breton, M. François Pinault, cinquante-six ans, qui a fait sa fortune dans le commerce et la transformation du bois et qui s'est « reconverti » à partir de 1990 dans le négoce de la grande distribution, est le principal actionnaire du groupe Pinault-Printemps, qui est le principal actionnaire d'un groupe bien connu du grand public qui utilise un volume d'affaires d'environ 70 milliards de francs par an. Il détient 88,97 % du capital du groupe (pour les opérations de consolidation de son holding de tête, la Pinault Printemps) et l'appui du Crédit lyonnais.

Le limogage de M. Delort, cinquante-sept ans, au Printemps depuis 1976 et qui fut le principal responsable du redressement, résulte d'un communiqué laconique :

La réunion des ministres des affaires étrangères des Douze

Londres bloque l'aide communautaire à la télévision à haute définition

L'Uruguay Round dans l'impasse et le plan d'action communautaire en faveur de la télévision haute définition (TVHD) ou, du moins, du développement des programmes adaptés aux écrans en 16/9, sont bloqués par la faute d'Anglais, disent-ils. La TVHD américaine sera-t-elle disponible.

Tels sont les résultats médiocres du dernier « conseil des affaires générales » l'année 1992 par les ministres des affaires étrangères des Douze, le 21 décembre, à Bruxelles.

Conformément aux orientations de la directive adoptée à l'unanimité il y a deux ans, les pays membres souhaitent que le conseil marque sa volonté d'aider l'introduction en Europe des technologies qui conduiront à la TVHD.

Après s'être opposés à un plan d'action de cinq ans doté de 500 millions d'euros (la Commission avait proposé initialement 850 millions), les Anglais ont même bloqué une formule de compromis qui aurait consisté à adopter le plan d'action de cinq ans, mais à n'arrêter des crédits, à l'heure de 80 millions d'euros, à un an. En raison de l'obstruction anglaise, il ne s'agit pas d'un programme d'accompagnement industriel voulu par la Commission, mais d'un simple accord.

S'agissant du GATT, la France refuse toujours de prendre en considération le pré-accord agricole conclu avec la Commission européenne et les États-Unis. Ceux-ci révisant en même temps les règles de la négociation, l'idée de parvenir à conclure pour l'essentiel le 15 janvier prochain, évoquée lors de la récente réunion entre MM. Bush, Delors et Major, paraît peu probable. (Corresp.)

Ph. L.

INDICATEURS

ALLEMAGNE

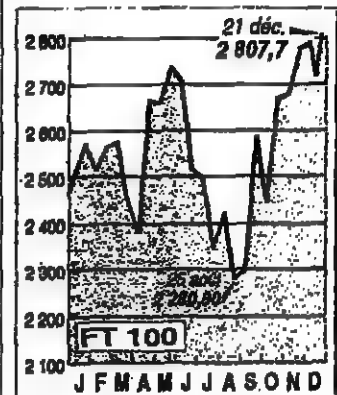
Excédent commercial : + 1,9 % en septembre. L'excédent commercial de l'ex-Allemagne de l'Est a augmenté de 1,9 % en septembre, passant de 5,2 milliards de DM le mois précédent à 5,4 milliards de DM (18 milliards de francs), contre 5,2 milliards de DM le mois précédent. Selon le même organisme, l'excédent commercial de l'ex-RDA au mois de septembre a été de 112 milliards de DM contre 217 milliards de DM en septembre.

GRANDE-BRETAGNE

PIB : + 0,1 % au troisième trimestre. La croissance a continué sa reprise en Grande-Bretagne au troisième trimestre, selon les chiffres publiés lundi 21 décembre par le gouvernement britannique. Le produit intérieur brut a augmenté de 0,1 % par rapport au trimestre précédent. L'Office central de statistiques (OCS) avait annoncé une stagnation. Depuis la mi-90, le PIB de la Grande-Bretagne a connu une façon quasi ininterrompue, mais un léger rebond au troisième trimestre 1991, marquant la fin de la plus longue période de récession.

Espoir de reprise la Bourse de Londres

La Bourse de Londres a inscrit un nouveau record lundi 21 décembre, l'indice terminant la séance à 807,7 points. Les investisseurs ont mis en retour à la Bourse.



au cours du troisième trimestre (+0,1 % de l'indice du produit intérieur brut) après vingt-sept mois de récession quasi ininterrompue. La sortie de la livre du système monétaire européen, le 16 septembre, et le plan de relance de l'économie britannique ont été les principaux facteurs du rebond budgétaire ont été le marché depuis plusieurs semaines. Grâce à ces mesures, les intervenants espèrent enfin revoir l'économie repartir.

C. M.

Toshiba et Samsung s'associent pour produire des mémoires « flash »

Les mémoires « flash » marquent le petit monde de l'électronique. L'entre des accords conclus tout récemment aux États-Unis entre IBM et National Semiconductor a eu à peine le temps de sécher. Immédiatement, la riposte est venue de l'autre côté du Pacifique. Le groupe japonais Toshiba Corp a annoncé, lundi 21 décembre, avoir conclu une alliance de huit ans avec la firme sud-coréenne Samsung Electronics Co Ltd dans un effort pour développer un format standard de mémoire « flash » en profitant de son

domaine technologique dans ce domaine. En clair, Toshiba et Samsung, qui ont les deux des gros projets de mémoires dynamiques DRAM (dynamic random access memory), n'entendent pas se laisser rattraper par la maîtrise d'un format de mémoire « flash » qui permet de stocker des informations, même en coupure d'alimentation, et se reprogrammer par simples impulsions électriques.



France Gan a progressé de 103% ces 5 dernières années.*

Le Gan lance un PEA basé sur la Sicav France Gan. La concurrence broie du noir...

Tous les PEA ne naissent pas égaux. Celui du GAN repose sur la meilleure Sicav en actions françaises. Il vous permet, au terme de votre contrat, de choisir entre le versement immédiat de votre capital aug-

menté des plus-values et une rente à vie exonérée d'impôts. À la fin de la cinquième année, vous pouvez bénéficier de l'exonération fiscale. Nos concurrents ont vraiment des raisons de se faire du souci.



L'ÉNERGIE DE TOUTS LES PROJETS

* Période retenue 01/01/1987 au 31/07/1992 - Coupons réinvestis - Classement Europeperformance

Pour recevoir une documentation complète sur le PEA FRANCE GAN

Nom et prénom : _____ N° de téléphone : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Je suis déjà client du GAN : ☐ OUI ☐ NON

Coupon-réponse à retourner à :

GAN - Service PEA - 3, rue Piller-Will - 75448 Paris Cedex 09

L'Etat pourrait alléger de 4 à 5 milliards les charges du régime d'assurance-chômage

- **Négociations pour les retraites**

L'« ardoise » de la CGT à Billancourt



Faute documents comptable

L'ultime-rapport de gestion p
par M. Michel Certain
secrétaire du CE du CIB, s'm p
plus engageant. Il les a
12,2 millions de francs de dette
et 6,4 millions de francs de

rule sociale » (les gestionnaires

Faute documents comptable

Le gouvernement japonais donne la priorité à l'investissement public

Une entorse au principe de rigueur

ils n'en contribuent pas à alourdir la dette globale. Le total des emprunts d'Etat en 1993, y compris ceux qui se substituent à des emprunts arrivant à échéance, s'élève à 2 000 milliards de yens. Fin 1993, l'encours global des emprunts d'Etat chiffrera à 10 000 milliards de yens (en augmentation de 6 000 milliards), soit 37 % du PNB prévu

avec la progression de l'efficacité économique et le progrès de la restructuration.

PÉKIN
de notre correspondant

se **pas** au détriment de la

Le « groupe de

Le 21 décembre, le tribunal a rendu sa décision. Une grande ligne de démarcation se prononce sur la validité du prononcé sur la validité de l'administrateur judiciaire. Quelque soit la décision des juges, il est inévitable qu'à la polémique s'ajoute la controverse de la COT s'ajoute une autre controverse. Qui fera assumer l'héritage de Billancourt ? La direction de l'entreprise, l'exercice de droit la présidence du comité d'établissement, à des responsabilités dans la gestion de ces institutions ? affirmé l'un des syndicats majoritaires chez Renault. La direction, pour l'instant, garde le silence.

JEAN-MICHEL NORMAN

Les autorités chinoises s'inquiètent de la menace d'une nouvelle surchauffe de l'économie

Il faut, a estimé M. Li Peng « prendre en considération ce que l'économie peut réaliser aujourd'hui » en matière d'accélération. Il a aussi mis l'accent sur la nécessité de veiller à ce que la croissance ne

avec la progression de l'efficacité économique et le progrès de la restructuration.

PÉKIN
de notre correspondant

se **pas** au détriment de la

Le « groupe de

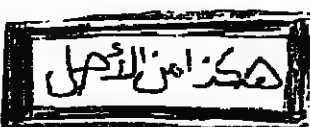
FRANCIS DERON

Visegrad „signe

Un 'espace commercial' en Europe centrale

Le « groupe de Visegrad » signe un accord de libre-échange

Entamées dès 1990, les discussions entre la Hongrie, la Pologne et la Tchécoslovaquie ont abouti à un accord sur la signature, le 21 décembre à Cracovie, d'un accord de libre-échange. Ce traité, qui a été signé à quatre (puisque le pays slovaque n'a rejoint la République tchèque qu'en janvier), la Bohême-Moravie et la Slovaquie seront deux Etats distincts, qui ont ainsi leur propre texte international) en application au 1^{er} mars. A cette date, certains droits de douane seront annulés sur les produits industriels, mais que l'ensemble diminuera progressivement jusqu'à la disparition totale en 1994.



REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde • Mercredi 23 décembre 1992 19

LE MONDE DES COMMERCIAUX

Réseaux et Télécommunications

Eurotech

Filiale française du groupe américain General DataComm (1 800 personnes, 200 millions de \$ de CA), notre société commercialise auprès de grandes entreprises et d'administrations une gamme complète de systèmes avancés de transmission : multiplexeurs voix et données, ponts/routeurs (LAN), adaptateurs et commutateurs X25, matrices et concentrateurs (Hubs). Nous recherchons :

2 INGENIEURS COMMERCIAUX 280 - 330 KF +

Sur les segments de marché qui vous sont attribués, vous prospectez et développez une clientèle en grands comptes en réalisant une vente technique reposant sur des solutions élaborées.

La formation ingénieur, vous disposez de 2 à 3 ans d'expérience de vente dans le domaine des télécommunications.

Vous souhaitez aujourd'hui investir dans une entreprise dynamique, active dans sa communication et son marketing, afin d'y valoriser votre profil de développeur enthousiaste, créatif et compétent techniquement.

Ref. LM754724A

Ces postes sont basés au siège de notre société, situé en très proche banlieue nord de Paris.

Le développement de nos projets internationaux, les contacts avec nos partenaires étrangers et avec les équipes techniques de notre groupe nécessitent pour ces postes une bonne maîtrise de l'anglais.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la référence choisie :

EGOR TECHNOLOGIES
17, avenue Maignon - 75008 PARIS

1 INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL 250 - 280 KF

Vous apportez votre expertise à nos ingénieurs Commerciaux et contribuez avec eux à la partie technique de leurs offres. Vous veillez au bon déroulement des projets, participez à la formation de nos clients et coordonnez l'action de nos partenaires français et étrangers.

Le technico-ingénieur, vous possédez plusieurs années d'expérience de la fonction, dans le domaine des réseaux locaux et des télécommunications.

Dynamique, organisé, efficace dans votre action et votre communication, vous souhaitez rejoindre un groupe développant et commercialisant des produits de haut niveau.

Ref. LM754724B

EGOR

CHEF DE PUB

Vous aurez deux missions :

- en partenariat avec le Directeur de notre agence, développer le CA de nos clients ;
- le média (salons, marketing direct, affichage, tractage, annuaires...) et participer à des actions de relations publiques.

- assumer seule, pour notre filiale éditrice, la régie publicitaire, la réalisation de nos supports aux préparés heb et aux math sup - math spé (fixe + variable) sur la marge brute dégagée.

Vous avez 28-35 ans, au minimum une formation Bac + 3, le statut de cadre, l'habitude de la micro-informatique IBM PC, une expérience dans la vente et une connaissance du monde de la formation. Vous êtes organisée, adaptable et rigoureuse. Vous avez le sens des responsabilités et de l'initiative relationnelle.

PROMOJ

agence de publicité spécialisée dans la communication des écoles - Titre Intermédiaire - 11 ans d'expérience - 15 MF de CA - 4 personnes

Merci d'adresser lettre manuscrite + CV + photo + rémunération actuelle + PROMOJ - Services LM - 15 rue de Paris - 92100 Boulogne (Métro Porte de Saint-Cloud)

LE MONDE DES CADRES

Partenaire de la recherche biomédicale, employant 82 personnes et située à proximité de Rouen

CHARLES RIVER FRANCE

Filiale française d'une entreprise multinationale leader sur son marché, recherche son

RESPONSABLE COMPTABLE ET ADMINISTRATIF

Il assurera : la comptabilité générale et analytique - la paie - les reportings mensuels et les prévisions budgétaires - l'administration générale.

Il rapporte directement au directeur général et coordonnera les actions avec le contrôleur Europe.

Ce poste conviendrait à un candidat DECS ou équivalent parlant anglais et possédant au minimum 5 ans d'expérience en comptabilité française et anglo-saxonne.

Il a de bonnes connaissances des questions juridiques et fiscales, des systèmes de paie et de l'outil informatique (IBM 36 et micro).

Il témoigne de solides qualités de rigueur et d'un sens marqué du dialogue lui permettant d'entretenir des relations de partenariat tant avec les services de la société qu'avec le groupe.

Faire parvenir CV et prétentions à BP 111, 76100 Cléon.

la Nouvelle République

recherche pour une de ses éditions départementales

SECRETAIRE DE REDACTION EXPERIMENTE H/F

Ce SECRETAIRE DE REDACTION a une expérience de plusieurs années en presse quotidienne, de préférence en presse régionale.

Il a la pratique de l'informatique appliquée aux rédactions.

Journaliste de contact, responsable, il est convaincu que la présentation et la mise en page font partie intégrante du travail journalistique.

Le poste est à pourvoir dans le chef-lieu du département.

Ne pas téléphoner sans avoir une lettre manuscrite. C.V. détaillé, photo récente et prétentions à la NOUVELLE REPUBLIQUE DU CENTRE OUEST Service des Ressources Humaines - 232, avenue de la République - 37000 TOURS CEDEX.

Le Monde

L'IMMOBILIER

appartements ventes

4^e arrdt
PLACE DES VOIES (prie)
STUDIO SUR RUE
POTITE - CARACTERE
TOUT CONFORT - 375 000 F
Tél : 44-78-88-81

12^e arrdt
Studio 27 m², loggia cave,
min. 1^e étage calme, accès
à jardin, cuisine, entrée,
salle, rangement.
Tél : 43-02-78-82

ORSONNE Bel ancien p. de t.
- asc. 5 P 150 m² à rénover
Séjour. Urgent 43-35-18-38

15^e arrdt
V. CAMBONNE 885 000 F
une km. p. de t. 100 m² p.
1 ch. cuis. équipée
cave, entrée, CASSIS.
Tél : 43-66-43-43

M^e FALGUERE 3 PCE
dép. 100 m². Vm. d'ég. 100 m².
Tél. bon état s. de b. b.
cuis. équipée. 750 000 F
CASSIS. Tél : 43-66-43-43

MONTAIGNE AR. EXCPT. 3 P
s. km. stand. asc. beau séj.
cuis. équip. Fm. 1 950 000 F
CASSIS. Tél : 43-66-43-43

SAINT-LAMBERT
art. v. d'ég. 100 m².
p. cuis. 50 m² balcon
m². 8^e étage asc. Cave
+ p. Tél : 43-33-34-79

77 Seine-et-Marne

MARNE-LA-VALLEE

NOUVEL

Part. vend 3 p. 83 m².

100 m² ligne 100 m².

56000 25 m² sol planché.

place murale, cuisine équipée

en chêne, 2 chambres, salle

de bain 6 m², petit bureau,

porte blindée, box en alu.

Proximité tous commerces

et écoles.

PROX : 650 000 F.

Tél : 64-62-07-00. Rép.

Agence s'abstient.

95 Val-d'Oise

A VENDRE

Réid. cuisine p. 100 CERV 85

appt. 45 m² asc. balcon,

cuis. ch. enser. placards,

chambre, rangement, cave.

PROX : 650 000 F.

Tél : 30-30-18-81 après 18 h.

Province

DEJUVILLE

Dans immeuble résidentiel,

part. v. 100 m² STUDIO, prox.

Hôtel Royal, 150 m² p.

27 m² hall, 19 m² p. d.

Part., cave, 11 ch. Etat env.

43-66-43-43.

pavillons

MAROLLES-EN-BRIE

VAL-DE-MARNE

Ville 7 PCE 500 m²

Ras-de-terr. : séjour

dble cathédrale, cheminée,

cuis. équipée, 1 chambre,

1^e ét. : 1 chambre, 5 de b.

dressing, Garage 2 voitures,

terrasse 200 m². Quartier

résidentiel, proche com-

merces, écoles, lycées, équi-

pements sportifs, golf,

tennis, centre

PROX : 1 500 000 F.

Après 18 h : 43-66-12-78.

locaux commerciaux

Locations

Urgent artiste peintre rech.

une durée de 3 mois un

pour l'entretien d'une

frégate.

Heureux plâtrier 3 m 20 mini.

surface des murs par par-

ois. Tél : 43-61-78-30

bureaux

Locations

VOTRE SIEGE SOCIAL

DOMICILIATIONS

Et vous service 43-65-17-50

Nous serons en expansion, également en 1993, et nous recherchons un

DIRECTEUR DES VENTES

- FRANCE Avec siège à Paris

DOLCO - leader européen pour la fabrication de systèmes techniques d'assèchement de maçonneries, d'espaces creux, de toitures plates, avec à l'heure actuelle plus de 350 preneurs de franchising en Allemagne.

Nous sommes fiers comme but d'introduire les systèmes techniques d'assèchement DOLCO en France et dans les pays du Bénélux et d'en assurer la couverture sur la base du franchising.

Il s'agit, pour les preneurs de franchising, de créer d'une valeur de l'ordre de 30.000 à 500.000 DM pour chacun d'eux.

Le domaine d'activités comprend 70% de déplacements.

Voici ce que nous recherchons :

■ Après avoir terminé vos études dans une école technique, vous avez acquis une expérience dans la commercialisation et le marketing de production.

■ Vous avez la faculté de penser nécessaire pour

■ Vos points forts sont la créativité et l'aptitude au travail en équipe. Vous aimez les voyages, vous êtes flexible et vous faites preuve d'un engagement ambitieux.

■ Vous maîtrisez les langues allemande et française écrites et parlées.

■ Pour nous convaincre vous devez posséder le talent de la vente avec mordant, une bonne culture générale, un esprit sociable, le goût de l'initiative personnelle, la volonté de parvenir au but de l'ambition.

■ Vous avez 40 ans maximum et vous êtes marié.

■ Le poste est assorti d'une rémunération très motivante.

Vous êtes l'homme qu'il nous faut ? Alors envoyez nous votre dossier de candidature complet, avec curriculum vitae, photo et vos diplômes et certificats, afin que nous puissions déjà nous faire une idée de vous, avant l'entretien personnel.

DOLCO-VITAFLOH GmbH

Systèmes techniques d'assèchement

Gewerbestraße 19

7800 Freiburg-Offingen

Tél : (0 76 64) 10 85-89

Tél : (0 76 64) 5 74

dolco

Exquisit

vitafloh

VIVES

azulejos y gres

Fabricant de faïence et céramique depuis 1957 avec une production quotidienne de 100.000 pièces. Recherche sur plusieurs départements français

Recherche sur plusieurs départements français

REPRESENTANTS

(Agents Commerciaux)

REPONDANT AUX CONDITIONS REQUISES:

• Expérience d'au moins cinq ans dans la vente

• Répertoire de clientèle.

• Residence permanente dans la zone de travail.

LES INTERESSES DEVONT Ecrire A:

AZULEJOS VIVES, S.A. Departement Exportation.

Ctra. Castellón Km. 22 14

12110 Alcora - (Castellón) Espagne

Les réponses devront comprendre les informations suivantes:

Departements concernés.

Entreprises représentées, durée de la représentation, chiffre d'affaires.

Toutes autres informations que les candidats considèrent intéressantes.

Toutes les candidatures seront traitées confidentiellement et recevront une réponse.

RETRouveZ LES ANNONCES SUR 36 • 15 L M

DISSEMINATION INTERESTS

EUROMESSAGES

HayGroup 1er CONSULTANT MONDIAL EN RESSOURCES HUMAINES

M G & A



ADMINISTRATION DES ENTREPRISES



recherche pour ANNECY un

DIRECTEUR de SECTEUR

Pour gérer et développer une clientèle diversifiée, il devra, appuyé sur une expérience solide de la fonction et d'excellentes compétences dans le domaine bancaire, animer et structurer une équipe d'une trentaine de personnes.
Rigoureux et organisé, il maîtrise parfaitement la gestion et le suivi des risques.
Si cette opportunité vous intéresse, merci d'envoyer CV, une lettre manuscrite et vos prétentions à Patrick MAZZILLI, BANQUE DE SAVOIE - BP 109 - 73001 CHAMBERY.

CARRIÈRES INTERNATIONALES

Postes basés à l'étranger

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

engagement avec contrat d'une durée limitée à 5 ans,

3 AGENTS TEMPORAIRES HAUTEMENT QUALIFIÉS (m/f) (niveau A5/A4)

Direction générale: Relations extérieures.

• REF. 59 T / 1/92

Domaine: mise en œuvre et développement de la politique de la Communauté à l'égard des pays d'Europe centrale et orientale.

Fonctions: participation à la conception et mise en œuvre de la politique de la Communauté à l'égard de ces pays, notamment dans le cadre des accords de coopération.

Qualifications particulières requises: □ connaissances étendues de la politique de la Communauté à l'égard des pays d'Europe centrale et orientale; □ expérience solide des principes et de la pratique des négociations à l'échelle de la Communauté et des négociations internationales, de préférence avec les pays d'Europe de l'est.

• REF. 60 T / 1/92

Fonctions: se voir des services opérationnels chargés de la mise en œuvre des programmes d'assistance de la Communauté européenne aux pays de l'ex-Union soviétique: tâches de préparation, de mise en œuvre, de suivi et d'évaluation des projets et des programmes d'assistance dans le domaine de l'agriculture.

Qualifications particulières requises: □ expérience de la conception et de la mise en œuvre de projets dans le secteur de l'agriculture (cycle complet); □ expérience des pays d'Europe centrale et orientale; □ expérience pratique du processus de réforme et d'adaptation du secteur de l'agriculture; □ connaissance pratique des questions d'encadrement et des problèmes d'organisation; □ une expérience des programmes de formation applicables au secteur de l'agriculture de l'ex-Union soviétique ou d'un pays de l'Europe de l'est serait un atout.

Direction générale: Agriculture.

• REF. 61 T / VI / 92

Domaine: Politique agricole commune.

Fonctions: □ dans le cadre des relations agricoles de la Commission avec le Parlement européen, le C.E.S., les États membres, les associations agricoles, collaboration à tous travaux d'analyse, d'étude, de négociation et de conception; □ participation à la définition, au suivi et au soutien technique d'information dans le domaine de l'agriculture.

Qualifications particulières requises: □ avoir acquis, dans l'exercice d'une fonction publique, une bonne expérience de la réglementation, des instruments et des procédures qui régissent la Politique Agricole Commune; □ avoir une bonne connaissance des milieux politiques et professionnels agricoles européens.

Qualifications générales requises pour ces trois postes: □ être ressortissant d'un des États membres des Communautés européennes; □ avoir accompli des études universitaires complètes sanctionnées par un diplôme; □ avoir acquis postérieurement au diplôme universitaire une expérience professionnelle de niveau universitaire appropriée à la fonction de plusieurs années; □ posséder une connaissance approfondie d'une des langues officielles des Communautés européennes et une connaissance satisfaisante d'une ou de ces langues; □ être né après le 30 juin 1951.

2 AGENTS TEMPORAIRES QUALIFIÉS (m/f) (niveau A7/A6)

Direction générale: Agriculture.

Domaine: secteur «politique de qualité».

• REF. 62 T / VI / 92

Fonctions: tâches de conception, d'étude et de contrôle des réglementations communautaires concernant la protection des indications géographiques.

Qualifications particulières requises: avoir une connaissance juridique et une expérience pratique en matière de protection des indications géographiques et des appellations d'origine dans le domaine agricole.

• REF. 63 T / VI / 92

Fonctions: tâches juridiques de conception, d'étude et de contrôle des réglementations dans le domaine de la législation communautaire.

Qualifications particulières requises: □ diplôme en droit; □ bonne connaissance juridique et expérience pratique en matière de législation communautaire dans le domaine vétérinaire.

Qualifications générales requises pour ces deux postes: □ être ressortissant d'un des États membres des Communautés européennes; □ avoir accompli des études universitaires complètes sanctionnées par un diplôme; □ avoir acquis postérieurement au diplôme universitaire une expérience professionnelle de niveau universitaire appropriée à la fonction de plusieurs années; □ posséder une connaissance approfondie d'une des langues officielles des Communautés européennes et une connaissance satisfaisante d'une ou de ces langues; □ être né après le 30 juin 1951.

La Commission met en œuvre en faveur de son personnel une politique d'égalité des chances entre les femmes et les hommes et encourage vivement les candidatures féminines.

Les candidatures des fonctionnaires des institutions des Communautés européennes ne seront pas prises en considération.

Le contrat sera proposé pour une durée minimale de 1 an et aura une durée maximale limitée à 5 ans.

Les candidats jugés les mieux qualifiés pour l'emploi seront convoqués à un entretien.

Seules les candidatures répondant à toutes les conditions indiquées, envoyées dans le délai et mentionnant la référence appropriée seront prises en considération.

Les personnes intéressées sont priées d'envoyer leur curriculum vitae détaillé, dactylographié (4 pages maximum), accompagné de photocopies des pièces justificatives telles que diplôme et attestations des employeurs, au plus tard le 22.01.1993.

(le cachet de la poste faisant foi), à l'adresse suivante:

COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES, Unité Recrutement - SC 41, rue de la Loi 200, B-1049 Bruxelles, en mentionnant la référence correspondante.

Mettez-vous au vert BSN.

Adjoint au responsable des relations sociales

Dans un environnement qui mêle qualité de vie et performance industrielle, l'usine VANDAMME PIE CHANTE de CHAMPAGNE (350 personnes), située au cœur de la Dordogne (à 30 km de Périgueux), est en pleine évolution. L'implantation de nouvelles lignes de production de pièces.

Pour le développement de ces nouvelles lignes de production, nous créons un poste d'adjoint au responsable des relations humaines.

Homme de terrain, vous serez le lien permanent entre les besoins effectifs de l'usine et participez au développement de la gestion prévisionnelle des emplois.

Par ailleurs, vous serez responsable de l'administration du personnel, de l'hygiène et de la sécurité et collaborerez aux différentes actions de formation dans l'usine.

A 35 ans, de formation supérieure (juridique, de commerce, gestion de personnel), avec si possible une première expérience, vous possédez des connaissances en droit du travail et souhaitez évoluer vers les fonctions de GRH.

Vous souhaitez adresser votre candidature avec CV détaillé, sous réf. AD 89 M, à BSN, Service Recrutement des Cadres, 7 rue du Téhéran, 92000 NANTERRE 08.



Vandamme Pie qui

Chante, c'est 1,7 Md

de Franc de CA,

1 400 personnes,

5 unités de production.

C'est aussi des marques

renommées: Pie qui

Chante, Carambar,

Michoko, Captain

Choc, Francoruss...



PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS ET TROISIÈME EUROPÉEN

Un Groupe d'Assurances de premier plan recherche

Responsable du Département

Incendie - Dommages - Risques Divers

Proche banlieue parisienne

± 350 KF

Directement rattaché à la Direction

Technique, votre mission consiste à assurer le

suivi, le développement et l'évolution des

produits IARD Grand Public (hors automobile)

commercialisés par notre groupe.

Cette mission générale recouvre les aspects

essentiels de la gestion et de la mise en œuvre

techniques des différents produits que vous

avez la responsabilité. Vous intervenez

également en matière d'adaptation des

conditions générales de des garanties aux

évolutions du marché. Vous participez en

particulier au montage technique des

produits.

Vous encadrez une équipe de 4 collaborateurs

Chef de Produits et chargés d'études.

Pour prendre en charge cette fonction

claf au sein de notre groupe, nous souhaitons

rencontrer des candidats âgés d'environ 35/40

ans, formation supérieure Bac + 3

scientifique (Ecole d'Ingénieur ou équivalent)

économique (Ecole de Commerce ou

équivalent).

Vous justifiez d'une expérience réussie de

minimum 5 ans dans la direction technique

d'une compagnie d'assurance, ou d'une société

financière où vous avez pu vous impliquer

la mise au point technique de produits

d'assurance IARD de

Si vous êtes intéressé, veuillez

adresser à Pascal Bohu au (1) 45.53.26.26

ou envoyer CV + photo + n° + rém. actuelle à

Michael Page Assurances 30 bis rue Spontini

75116 PARIS, sous réf. 1992/11/11



Michael Page Assurances

Qualité et performance des ventes

Paris - Notre filiale française d'un important groupe multinational en forte croissance, fabriquant et commercialisant des "Drug Products" essentiellement destinés à la Grande Distribution. Afin d'optimiser le développement de notre activité dans ce secteur, nous recherchons un porteur, renforçons notre Direction Commerciale.

Contrôleur de gestion "Ventes" France

sein de la Direction des Ventes et des Services, vous serez chargé de la gestion commerciale qu'avec la Direction France d'Europe, vous serez chargé d'enrichir et faire évoluer le système d'informations commerciales. Vous concevez et mettez en place les outils permettant de prévoir, suivre les résultats des actions commerciales par zone géographique (comptes d'exploitation par client, tableaux de bord par produit et secteur, gestion du fichier client). Vous participez au système de reporting européen. Vous avez plusieurs années d'expérience d'une fonction équivalente, acquise dans le secteur de la grande consommation. C.171

Coordinateur des moyens commerciaux France

Rattaché au Responsable Qualité de la Direction des ventes, vous serez en liaison permanente avec les Services Marketing et le réseau commercial. Votre mission est d'apporter une aide efficace au réseau en matière de nouvelles procédures permettant de recueillir et d'analyser les informations utiles à l'activité, le marché et la clientèle; coordination et répartition optimale sur toute la France des moyens matériels (supports promotionnels); humains (rééquilibrage des équipes de terrain); à fournir à la force de vente après analyse de ses besoins. Vous avez plusieurs années d'expérience similaire, acquise auprès d'un fournisseur de la grande distribution, et d'indéniables qualités d'organisation et de communication. C.172

Les postes s'adressent à des candidats diplômés d'une école de commerce, de l'au moins de 35 ans, maîtrisant parfaitement l'anglais et motivés par des missions très formatrices au sein d'un groupe international dynamique. Merci d'adresser votre dossier, avec lettre manuscrite et prétentions, en précisant la référence choisie à notre conseil Catherine Charvet qui traitera votre candidature en toute confidentialité.



Oberthur Consultants

49 rue Saint Roch, 75001 PARIS.

Cours relevés à 11 h 15

21/12

c : coupon détaché - o : offert - " : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - π : marché contre

AGENDA

CINÉMA

LA CINÉMATHEQUE

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)

MERCREDI

De l'histoire à la comédie américaine : *His Phantasmic Past* (1914), les *Trois Ages* (1923), de Buster Keaton et Eddie Cline, *Plying Clapham* (1927), l'As des gladiateurs (1921), 18 h 30 : les *Trois Stooges* contre *Harold* (1982, v.o. s.t.), de Edward Bernds, 21 h.

PALAIS DE TOKYO (47-36-24-24)

MERCREDI

Historie permanente du cinéma : *Codine* (1963), de Henri Colpi, 18 h 30 : le *Temps des Giras* (1988, v.o. s.t.), d'Emir Kusturica, 21 h.

CENTRE GEORGES POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-78-37-39)

MERCREDI

Le Cinéma mexicain : *El Secreto de Romelia* (1988, v.o. s.t.), de Luis Alcoriza, 14 h 30 : *La Soladora* (1988, v.o. s.t.), de José Balzano, 17 h 30 : *Péchuas de requins* (1982, v.o. s.t.), de Luis Alcoriza, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, grande galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles

40-26-34-30

MERCREDI

I love Paris, Paris vu par les Américains : *Cors de fées* (Universal Newsreel (1930-1932, v.o. janvier 1983), le *Soulier magique*, v.t.), de Tom Clegg, 18 h 30 : *L'usine du miel* (Universal Newsreel (1930-1932, v.o. conférence de presse de G. de Monaco), Soup (1941, v.o.) d'Alfred Hitchcock, 18 h 30 : *Amours illiques* (Spot King Kong (1974), *Blonde Venus* (1932, v.o.) de Joseph von Sternberg, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

A DEMAIN (Fr.) : Sept Parassiens, 14

L'ACCOMPAGNATRICE (Fr.) : Gaumont

Les Halles, 14 (40-26-12-12)

Gaumont Opéra, 2 (47-42-80-33)

Danton, 6 (42-25-10-30)

36-65-70-58) : Gaumont Ambassade,

8 (43-69-18-08 36-65-70-58) : Montpar-

nasse, 14 (43-20-12-06)

AGANTU LE VISITEUR (ind., v.o.) : Luc-

maire, 6 (48-44-67-34)

LES AMANTS DU POINT-NEUF (Fr.) : Ciné

Beaubourg, 3 (42-71-52-36)

Denfert, 14 (43-21-41-01)

ATTACHE-MOI (Esp., v.o.) : Studio

Galaude, 5 (43-54-72-71) : Denfert, 14

(43-21-41-01)

BASIC INSTINCT (*) (A., v.o.) : Ciné

Beaubourg, 3 (42-71-52-36)

UGC Triomphe, 8 (48-74-93-80)

36-65-70-78) : v.t. : UGC Opéra, 8

(48-74-93-80 36-65-70-44)

BEAU FIXE (Fr.) : Épée de Bois, 5

(43-57-47-47) : Gaumont Ambassade,

8 (43-59-19-08 36-65-70-58) : Gaumont

Parassiens, 14 (43-35-30-40)

BEETHOVEN (A., v.t.) : Club Gaumont

Publics Matignon, 8 (42-86-52-78)

Sept Parassiens, 14 (43-20-32-20)

Saint-Lambert, 15 (46-32-81-68)

BEIGNETS DE TOMATES VERTES

(A., v.o.) : Denfert, 14 (43-20-12-06)

UGC Triomphe, 8 (48-74-93-80)

36-65-70-78)

LA BELLE ET LA BÊTE (A., v.o.) : George

V, 8 (46-82-41-46 36-65-70-74) : v.t. : Rex, 2

(42-36-83-93 36-65-70-73) : George V, 8

(46-82-41-46 36-65-70-74) : Reflet

Républicain, 11 (48-06-51-33) : UGC

Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59)

36-65-70-84) : UGC Gobelines, 13

(45-81-94-86 36-65-70-45) : Denfert,

14 (43-21-41-01) : Les Montparnasse,

14 (36-65-70-42) : Mistrail, 14

(36-65-70-41) : Grand Pavlov, 15

(46-82-41-46) : Saint-Lambert, 15

(45-82-81-68) : UGC Convention, 15

(48-74-93-80 36-65-70-47) : Pathé

Wapler, 18 (46-22-47-94) : La Gam-

betta, 20 (46-36-10-96 36-65-71-44)

BEZNESS (Fr.-Tun.) : Ciné Beaubourg,

3 (42-71-52-36) : Images d'ailleurs, 5

(46-87-18-08)

BLADE RUNNER-VERSION INTÉ-

GRALE (A., v.o.) : Gaumont Champs-

Élysées, 8 (43-59-04-87) : Gaumont

Grand Ecran Italie, 13 (46-80-77-00)

v.t. : France, 5 (47-70-33-88)

BODYGUARD (A., v.o.) : Forum Hor-

izon, 1 (45-08-57-57 36-65-70-83)

Gaumont Opéra, 2 (47-42-80-33) : 14

Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) : UGC

Rondeau, 6 (45-74-94-84 36-65-70-73)

Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08 36-65-70-58)

George V, 8 (46-82-41-46 36-65-70-74)

George V, 8 (46-82-41-46 36-65-70-74)

14 (43-57-50-81) : 14 Juillet Beaugrenelle,

15 (46-75-78-79) : v.t. : Rex, 2

(42-36-83-93 36-65-70-73) : Rex 2

(42-36-83-93 36-65-70-73) : Grand Rex, 2

(42-36-83-93 36-65-70-73) : Grand Rex, 2

(42-36-83-93 36-65-70-73) : Grand Rex, 2

(42-36-83-93 36-65-70-73) : Grand Rex, 2

(42-36-83-93 36-65-70-73) : Grand Rex, 2

(42-36-83-93 36-65-70-73) : Grand Rex, 2

(42-36-83-93 36-65-70-73) : Grand Rex, 2

(42-36-83-93 36-65-70-73) : Grand Rex, 2

Nous publions le mardi les films qui seront à l'affiche à Paris, à partir du mercredi. Les commentaires concernent les films nouveaux ainsi qu'une sélection commentée des exclusivités et des grandes reprises figurant dans notre supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (daté jeudi).

15 (45-75-78-79) : UGC Maitrot, 17

(42-36-83-93 36-65-70-81) : v.t. : Rex, 2

(42-36-83-93 36-65-70-81) : v.t. : Rex, 2

(42-36-83-93 36-65-70-81) : v.t. : Rex, 2

(42-36-83-93 36-65-70-81) : v.t. : Rex, 2

(42-36-83-93 36-65-70-81) : v.t. : Rex, 2

(42-36-83-93 36-65-70-81) : v.t. : Rex, 2

(42-36-83-93 36-65-70-81) : v.t. : Rex, 2

(42-36-83-93 36-65-70-81) : v.t. : Rex, 2

(42-36-83-93 36-65-70-81) : v.t. : Rex, 2

(42-36-83-93 36-65-70-81) : v.t. : Rex, 2

(42-36-83-93 36-65-70-81) : v.t. : Rex, 2

(42-36-83-93 36-65-70-81) : v.t. : Rex, 2

(42-36-83-93 36-65-70-81) : v.t. : Rex, 2

(42-36-83-93 36-65-70-81) : v.t. : Rex, 2

(42-36-83-93 36-65-70-81) : v.t. : Rex, 2

(42-36-83-93 36-65-70-81) : v.t. : Rex, 2

(42-36-83-93 36-65-70-81) : v.t. : Rex, 2

(42-36-83-93 36-65-70-81) : v.t. : Rex, 2

(42-36-83-93 36-65-70-81) : v.t. : Rex, 2

(42-36-83-93 36-65-70-81) : v.t. : Rex, 2

(42-36-83-93 36-65-70-81) : v.t. : Rex, 2

(42-36-83-93 36-65-70-81) : v.t. : Rex, 2

(42-36-83-93 36-65-70-81) : v.t. : Rex, 2

(42-36-83-93 36-65-70-81) : v.t. : Rex, 2

(42-36-83-93 36-65-70-81) : v.t. : Rex, 2

(42-36-83-93 36-65-70-81) : v.t. : Rex, 2

(42-36-83-93 36-65-70-81) : v.t. : Rex, 2

(42-36-83-93 36-65-70-81) : v.t. : Rex, 2

(42-36-83-93 36-65-70-81) : v.t. : Rex, 2

(42-36-83-93 36-65-70-81) : v.t. : Rex, 2

(42-36-83-93 36-65-70-81) : v.t. : Rex, 2

(42-36-83-93 36-65-70-81) : v.t. : Rex, 2

(42-36-83-93 36-65-70-81) : v.t. : Rex, 2

(42-36-83-93 36-65-70-81) : v.t. : Rex, 2

(42-36-83-93 36-65-70-81) : v.t. : Rex, 2

(42-36-83-93 36-65-70-81) : v.t. : Rex, 2

(42-36-83-93 36-65-70-81) : v.t. : Rex, 2

(42-36-83-93 36-65-70-81) : v.t. : Rex, 2

(42-36-83-93 36-65-70-81) : v.t. : Rex, 2

(42-36-83-93 36-65-70-81) : v.t. : Rex, 2

(42-36-83-93 36-65-70-81) : v.t. : Rex, 2

(42-36-83-93 36-65-70-81) : v.t. : Rex, 2

(42-36-83-93 36-65-70-81) : v.t. : Rex, 2

(42-36-83-93 36-65-70-81) : v.t. : Rex, 2

(42-36-83-93 36-65-70-81) : v.t. : Rex, 2

(42-36-83-93 36-65-70-81) : v.t. : Rex, 2

(42-36-83-93 36-65-70-81) : v.t. : Rex, 2

(42-36-83-93 36-65-70-81) : v.t. : Rex, 2

(42-36-83-93 36-65-70-81) : v.t. : Rex, 2

(42-36-83-93 36-65-70-81) : v.t. : Rex, 2

(42-36-83-93 36-65-70-81) : v.t. : Rex, 2

(42-36-83-93 36-65-70-81) : v.t. : Rex, 2

(42-36-83-93 36-65-70-81) : v.t. : Rex, 2

(42-36-83-93 36-65-70-81) : v.t. : Rex, 2

(42-36-83-93 36-65-70-81) : v.t. : Rex, 2

(42-36-83-93 36-65-70-81) : v.t. : Rex, 2

(42-36-83-93 36-65-70-81) : v.t. : Rex, 2

(42-36-83-93 36-65-70-81) : v.t. : Rex, 2

(42-36-83-93 36-65-70-81) : v.t. : Rex, 2

(42-36-83-93 36-65-70-81) : v.t. : Rex, 2

(42-36-83-93 36-65-70-81) : v.t. : Rex, 2

(42-36-83-93 36-65-70-81) : v.t. : Rex, 2

(42-36-83-93 36-65-70-81) : v.t. : Rex, 2

(42-36-83-93 36-65-70-81) : v.t. : Rex, 2

(42-36-83-93 36-65-70-81) : v.t. : Rex, 2

(42-36-83-93 36-65-70-81) : v.t. : Rex, 2

(42-36-83-93 36-65-70-81) : v.t. : Rex, 2

(42-36-83-93 36-65-70-81) : v.t. : Rex, 2

(42-36-83-93 36-65-70-81) : v.t. : Rex, 2

(42-36-83-93 36-65-70-81) : v.t. : Rex, 2

(42-36-83-93 36-65-70-81) : v.t. : Rex, 2

(42-36-83-93 36-65-70-81) : v.t. : Rex, 2

(42-36-83-93 36-65-70-81) : v.t. : Rex, 2

(42-36-83-93 36-65-70-81) : v.t. : Rex, 2

(42-36-83-93 36-65-70-81) : v.t. : Rex, 2

(42-36-83-93 36-65-70-81) : v.t. : Rex, 2

(42-36-83-93 36-65-70-81) : v.t. : Rex, 2

(42-36-83-93 36-65-70-81) : v.t. : Rex, 2

(42-36-83-93 36-65-70-81) : v.t. : Rex, 2

(42-36-83-93 36-65-70-81) : v.t. : Rex, 2

(42-36-83-93 36-65-70-81) : v.t. : Rex, 2

(42-36-83-93 36-65-70-81) : v.t. : Rex, 2

(42-36-83-93 36-65-70-81) : v.t. : Rex, 2

(42-36-83-93 36-65-70-81) : v.t. : Rex, 2

(42-36-83-93 36-65-70-81) : v.t. : Rex, 2

(42-36-83-93 36-65-70-81) : v.t. : Rex, 2

(42-36-83-93 36-65-70-81) : v.t. : Rex, 2

(42-36-83-93 36-65-70-81) : v.t. : Rex, 2

(42-36-83-93 36-65-70-81) : v.t. : Rex, 2

(42-36-83-93 36-65-70-81) : v.t. : Rex, 2

(42-36-83-93 36-65-70-81) : v.t. : Rex, 2

(42-36-83-93 36-65-70-81) : v.t. : Rex, 2

(42-36-83-93 36-65-70-81) : v.t. : Rex, 2

(42-36-83-93 36-65-70-81) : v.t. : Rex, 2

(42-36-83-93 36-65-70-81) : v.t. : Rex, 2

(42-36-83-93 36-65-70-81) : v.t. : Rex, 2

(42-36-83-93 36-65-70-81) : v.t. : Rex, 2

(42-36-83-93 36-65-70-81) : v.t. : Rex, 2

(42-36-83-93 36-65-70-81) : v.t. : Rex, 2

(42-36-83-93 36-65-70-81) : v.t. : Rex, 2

(42-36-83-93 36-65-70-81) : v.t. : Rex, 2

(42-36-83-93 36-65-70-81) : v.t. : Rex, 2

(42-36-83-93 36-65-70-81) : v.t. : Rex, 2

(42-36-83-93 36-65-70-81) : v.t. : Rex, 2

(42-36-83-93 36-65-70-81) : v.t. : Rex, 2

(42-36-83-93 36-65-70-81) : v.t. : Rex, 2

(42-36-83-93 36-65-70-81) : v.t. : Rex, 2

15 (47-70-33-88) : Paramount Opéra, 8

(47-42-80-33 36-65-70-18) : UGC Lyon

Bastille, 12 (43-43-01-59)

36-65-70-84) : UGC Gobelines, 13

(45-81-94-86 36-65-70-45) : Gaumont

Les divisions de l'opposition

M. Juppé reproche à M. Séguin de «mettre en cause la stabilité de la monnaie»

L'opposition continue d'afficher ses désaccords sur la conduite de la politique monétaire, aussi bien au sein du RPR que de l'UDF. Lundi 21 décembre, MM. Alain Juppé et Nicolas Sarkozy ont dénoncé les positions de M. Philippe Séguin, partisan d'une rupture du lien entre le franc et le mark. «On ne peut obtenir une baisse durable des taux d'intérêt que si la monnaie est solide», a expliqué le secrétaire général du RPR, sur RTL. Si on laisse entendre qu'on est prêt à avoir une monnaie qui flotte, qui se dévalue périodiquement, jamais on n'arrivera à baisser les taux d'intérêt parce que les opérateurs internationaux ne méfient pas du franc français. M. Juppé a rappelé à M. Séguin «la règle sacrosainte» qui veut qu'un responsable politique ne tienne pas des propos qui peuvent mettre en cause la stabilité de la monnaie.

Devant le Club de la presse d'Europe 1, M. Sarkozy a réitéré les mêmes mises en garde, en précisant que «la cohérence fait aussi partie de l'efficacité politique» et que sur la monnaie, particulièrement, «il faut faire très attention à ce qu'on dit».

Le même jour et sur la même antenne, M. Alain Madelin, l'un des principaux rédacteurs du projet de gouvernement de l'UDF, partisan également de briser le lien mortel entre le franc et le mark, s'est désolidarisé de la position de M. Valéry Giscard d'Estaing, qui s'était déclaré solidaire de la politique monétaire du gouvernement. M. Madelin a estimé qu'il était «imprudent de jouer sa crédibilité économique de façon aussi périlleuse», «redoutant que les faits ne donnent tort dans l'avenir» au président de l'UDF.

Une force de 35 000 à 40 000 hommes

L'OTAN approuve les accords d'état-major sur l'Eurocorps

Le conseil permanent des ambassadeurs de l'Alliance atlantique devait approuver, mardi 22 décembre, à Bruxelles, les accords d'état-major entre, d'une part, la France et l'Allemagne et, d'autre part, les commandements de l'OTAN sur les missions attribuées au corps européen, à base d'unités françaises et allemandes dans un premier temps. Cette démarche officielle est la dernière étape qui marque la naissance du corps d'armée européen, fort de 35 000 à 40 000 hommes et créé par MM. François Mitterrand et Helmut Kohl, auquel la Belgique, l'Espagne et le Luxembourg ont prévu de participer.

Durant la semaine dernière, ces accords d'état-major ont été discutés, d'un côté, par l'amiral Jacques Lanxade, chef d'état-major français

des armées, et le général Klaus Naumann, inspecteur général de la Bundeswehr, et de l'autre, par le général John Shalikashvili, commandant suprême des forces alliées en Europe. Ils ont été approuvés par le comité militaire de l'OTAN, qui rassemble les chefs d'état-major des armées des pays membres à l'exclusion du représentant français qui siège sans voix délibérative, et par le conseil ministériel de l'Alliance atlantique-nord, qui réunit les ministres des affaires étrangères. Le conseil permanent des ambassadeurs groupe les représentants des seize pays membres de l'Alliance.

L'Eurocorps, avec son PC à Strasbourg, pourra être engagé au titre de l'Union de l'Europe occidentale (UEO) comme à celui de l'Alliance atlantique. Dans le cadre du traité de l'Atlantique-nord et à

la condition que chacun des pays impliqués en soit d'accord, le corps européen travaillera au profit de l'OTAN sous contrôle opérationnel des commandements requis pour la mission. Ce corps d'armée participera à la défense principale du continent européen, il devra être capable de manœuvrer avec les forces alliées dites de réaction rapide et il pourra intervenir en maintien de la paix ou monter des opérations humanitaires hors de la zone OTAN.

C'est en octobre 1995 que le corps devrait être déclaré opérationnel. Du côté français, il mobilisera, outre l'actuelle brigade mixte franco-allemande, la 1^{re} division blindée (DB) et, du côté allemand, deux brigades mécanisées.

A la suite de pressions de l'Eglise orthodoxe

La religion continuera de figurer sur les cartes d'identité des Grecs

A partir du 1^{er} janvier 1993, au moment où la Communauté européenne s'ouvrira à la libre circulation des biens et des personnes, les Grecs auront une nouvelle carte d'identité, où continuera d'être mentionnée la religion. La persistance de cette mention marque la toute-puissance de l'Eglise orthodoxe dans le pays.

ATHÈNES

de notre correspondant

Le gouvernement grec devait s'adapter aux règles communautaires à compter du début de 1993, en proposant une carte bilingue permettant aux Grecs de voyager librement à l'intérieur des frontières de

la Communauté. La mention de la religion devait y être facultative. Mais le ministre de l'Intérieur, M. Nikos Kikiotis, s'est fait «épargner» à la fin de l'été par les députés ultra-conservateurs de son parti (La Nouvelle Démocratie), soutenus par le clergé orthodoxe souverain, et le gouvernement a dû reculer, au grand dam des minorités religieuses catholique ou juive. Pour expliquer leur geste, les autorités helléniques ont rappelé que «la Grèce et le monde hellénique n'ont survécu au fil des siècles que grâce à leur foi dans l'orthodoxie et dans l'amour de la patrie».

Un pouvoir omniprésent

La Grèce n'est pas un Etat laïc et l'orthodoxie fait partie de l'identité nationale. L'insurrection de 1821 contre le joug ottoman s'est faite sous le signe de la croix orthodoxe. La Constitution de 1974, établie à la chute de la dictature, continue d'être promulguée «au nom de la sainte concubinité et indivisible Trinité». Le catéchisme orthodoxe est enseigné dans les écoles publiques.

Les socialistes, au pouvoir entre 1981 et 1989, qui ont voulu changer cette situation, se sont cassés les dents face au pouvoir d'une Eglise omniprésente. L'institution du mariage civil a été rejetée par la

grande majorité des Grecs et les tentatives de séparation de l'Eglise et de l'Etat n'ont pas eu de meilleurs résultats. L'Eglise intervient à tout propos et commet parfois des écarts étonnants. Le saint synode, l'instance dirigeante du clergé, vient de lancer un appel, à l'occasion de Noël, pour demander la libération des anciens poutchistes responsables du coup d'Etat du 21 avril 1967.

Le pouvoir de l'Eglise orthodoxe s'exerce au détriment des autres confessions. L'orthodoxie domine et condamne tout prosélytisme des autres religions qui sont définies officiellement comme des «cultes étrangers». Le chef de l'Eglise catholique à Athènes ne peut porter le titre de «archevêque d'Athènes», réservé au chef de l'Eglise grecque, et il est donc appelé «archevêque des Athéniens» pour ne pas porter ombrage à son confrère.

Les brimades, les obstacles et les inégalités de traitement ne manquent pas, se plaignent les dirigeants catholiques, souvent taxés de «papistes». La discrimination s'exerce également contre la communauté juive, décimée par l'holocauste nazi. La mention de la religion dans la nouvelle carte d'identité n'a pas rassuré les responsables catholiques et juifs.

DANIEL KUNZ

Une pratique dévoilée par un hebdomadaire de Bucarest

La police roumaine reconnaît avoir mis sous surveillance des opposants et des étrangers

BUCAREST

de notre correspondant

A la fin du mois de novembre, l'hebdomadaire indépendant *Zigzag* publiait une note datant de décembre 1991 et provenant vraisemblablement du Service roumain d'information (SRI) montrant que l'héritier de la Securitate (police politique du régime communiste) n'avait pas renoncé à la surveillance politique de certaines catégories de la population. Les noms des procureurs, avocats, juges, membres ou sympathisants d'un parti ou d'une association d'opposition sont énumérés répertoriés.

Les étrangers, en particulier certains juristes, n'ont pas été oubliés. «Le contrôle spécifique entrepris parmi les étrangers arrivant dans notre pays afin de régler des questions juridiques montre que beaucoup d'entre eux, en dehors de leur mandat officiel, ont eu des activités visant à faire inclure dans les projets de lois des normes en accord avec la pratique juridique de leur pays, en adoptant une attitude de défi et de dénigrement des principes, des traditions, et de la jurisprudence roumaine», poursuit l'auteur anonyme de cette synthèse dont le porte-parole du SRI, M. Nicolae Ulieru, n'a pu nous garantir l'authenticité, sans toutefois démentir qu'elle venait de son service.

«Erreur professionnelle»

Parmi les personnalités surveillées, on trouve ainsi M^{me} Amy Louise Schwartz, assistante du sous-secrétaire d'Etat pour les droits de l'homme des Etats-Unis, ou M. Bodel de Boulaire, président de la conférence des bâtonniers de France.

En revanche, le porte-parole du SRI a reconnu, lors d'un entretien au *Monde*, le 17 décembre, qu'un document datant de septembre 1990 et publié mi-décembre 1992 par le quotidien roumain *Evenimentul Zilei* provenait, «sans ombre d'un doute», du SRI. Cette «étude», une «erreur professionnelle» selon M. Ulieru, désigne la Société de Timisoara, une des associations de l'opposition, comme une organisation «fasciste». Certains de ses membres ont «des armes» et, selon «les indices» recueillis par le SRI, veulent «attaquer les sièges du SRI en cas de répression». Rassurant, M. Ulieru

nous a déclaré que, «depuis, la capacité d'analyse du SRI et son opinion sur la Société de Timisoara avaient changé».

La troisième affaire concerne l'actuel ministre de la défense, M. Nicolae Spiroiu, qui détenait ce portefeuille dans les précédents gouvernements dont le dernier cabinet de M. Petre Roman, renversé en septembre 1991 par les militaires partisans du président Ion Iliescu. Le 4 octobre 1991, lors de la dernière réunion de ce gouvernement, dont un enregistrement vidéo a été diffusé à Bucarest en septembre 1992, les ministres se plaignaient en chœur d'avoir été «désinformés» par le SRI et «sui-vis» pour certains d'entre eux. Le ministre de la défense, le général Spiroiu, avait même arrêté deux agents chargés de sa filature. Pour M. Ulieru, le ministre a été «mal informé». Le directeur du SRI et ex-officier de la Securitate, M. Virgil Magureanu, qui doit bientôt présenter un «rapport d'activité» au Parlement, a, lui, estimé qu'il s'agissait peut-être de coïncidences malheureuses.

JEAN-BAPTISTE NAUDET

EN BREF

■ **ALGERIE** : prochaine visite de M. Roland Dumas. — M. Roland Dumas, fera, les vendredi 8 et samedi 9 janvier, une visite de travail à Alger, à l'invitation de son homologue, M. Lakhdar Brahimi, a annoncé, lundi 21 décembre, le Quai d'Orsay. L'ambassadeur d'Algérie en France, M. Sid Ahmed Ghazali, avait récemment estimé que les relations entre les deux pays n'étaient pas satisfaisantes et reproché à «certains secteurs politiques» français d'avoir joué l'ex-Front islamique du salut (FIS) «gagnant». — (AFP)

■ **CEI** : report du sommet de Minsk. — Le prochain sommet des chefs d'Etat de la Communauté des Etats indépendants (CEI), qui devait se tenir à Minsk le 25 décembre, a été reporté au 22 janvier, a annoncé mardi le ministère russe des affaires étrangères. Ce nouveau report — la rencontre avait d'abord été programmée pour le 4 décembre, puis le 18 — a été demandé par plusieurs des chefs d'Etat de ces anciennes Républiques soviétiques, dont l'emploi du temps pour cette fin d'année était déjà trop chargé. — (AFP)

SOMMAIRE

DÉBATS

Sang contaminé : «Le sens du drama», par Alain Touraine ; «Nous avons donc vu...», par Gérard Miller. Allemagne : «Un verrou à sauter», par Maren Sell... 2

ÉTRANGER

Les élections en Serbie et au Monténégro... 3
Diagonales : «Mourir pour Sarajevo», par Bertrand Poirot-Delpech... 3
L'expulsion de 415 Palestiniens par Israël... 4 et 5
Brésil : le vote décisif sur la destitution du président Collor est repoussé de quelques jours... 6

POLITIQUE

Les députés limitent la liberté des entreprises en matière de licenciement... 7
Le Sénat étend aux infirmiers libéraux la maîtrise de la dépense médicale... 7
Sang contaminé : la commission d'instruction de la Haute Cour commencera ses travaux dans quelques jours... 8

SOCIÉTÉ

Le rapport du préfet Broussard sur la lutte contre le trafic et l'usage de stupéfiants... 9
POINT/Le nouveau code de procédure pénale... 10
Le non-lieu en faveur de M. Bernard Tapie dans le dossier Toshiba... 11
Des rafales de vent à l'origine de l'accident du DC-10 à Faro ?... 12

COMMUNICATION

Hachette-Filipacchi vend le *Nouvel Économiste*... 12

SICENCES • MÉDECINE

«L'ordinateur écarté» : Les traitements du sida... 13
Les crickets repassent à

l'attaque • Témoignage : l'affaire du sang contaminé, le pressentiment d'un désastre... 13 à 14

CULTURE

Théâtre : *La Serva Ammorosa*, de Goldoni... 15
Alice, le nouveau spectacle de Bob Wilson à Hambourg... 15
Cinéma : la grogne des producteurs... 15
Musée-hall : opération survie... 16

ÉCONOMIE

M. Jean-Jacques Delort est limogé de la présidence du directeur du Printemps... 17
Londres bloque l'aide communautaire à la télévision haute définition... 17
Plus de 12 millions de francs de dettes au comité d'établissement : «l'ardaise» de la CGT à Billancourt... 18
Le gouvernement pourrait alléger de 4 à 5 milliards les charges du régime d'assurance-chômage... 18
Le SNECMA prévoit des pertes de l'ordre de 800 millions de francs en 1992... 22
Vie des entreprises... 22

Services

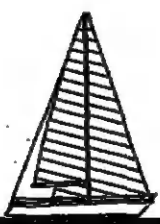
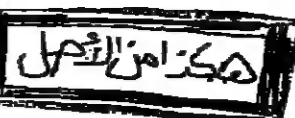
Abonnements... 2
Annonces classées... 19 à 21
Carnet... 12
Marchés financiers... 22 et 23
Météorologie... 25
Mots croisés... 12
Radio-télévision... 251
Spectacles... 24
La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro de «Le Monde» daté 22 décembre 1992 a été tiré à 473 502 exemplaires.

Demain dans «Le Monde»

«Arts et Spectacles» : les grands disques de l'année

En quatre-vingt-dix ans, le disque est passé d'une fonction d'archivage, au support d'une culture propre qui n'est plus le reflet du concert. Aujourd'hui, tous les grands répertoires ont été enregistrés. Une sélection de plus en plus difficile s'impose donc, dans tous les domaines, du classique au rock, du jazz aux musiques du monde.



Croisière golf

Quoi de plus captivant pour un tempérament à la fois raffiné et sportif, qu'un parcours exotique sur les greens d'Antigua, après une plongée inoubliable au large de Saint-Kitts ? Avec ou sans équipage, Jet Sea vous offre des itinéraires de rêve sur des bateaux au confort surprenant : intérieur spacieux, cuisine complète, hi-fi laser, salles de bains individuelles... Avec Jet Sea, rien ne vous manque pour jouir pleinement de votre croisière dans les Caraïbes. Rien, surtout pas le superflu.

J E T S E A

Larguez tout, sauf le superflu

Croisières Jet Sea avec ou sans équipage : le meilleur des Caraïbes. Dans les meilleures agences de voyage.

Jet Sea Paris : 42 56 60 60 - Jet Sea Nice : 93 56 54 52